

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS CONSIDÉRÉS COMME NON AVENUS ⁽¹⁾

SOMMAIRE :

Pages

A. PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DÉPOSÉS À LA CHAMBRE (CLASSÉS D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE)	2
I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission	2
II. — Projets de loi et propositions en commission	5
1) Affaires sociales	5
2) Défense nationale	10
3) Économie, Politique scientifique, Éducation, Institutions scientifiques et culturelles nationales, Classes moyennes et Agriculture	11
4) Finances et Budget	13
5) Infrastructure, Communications et Entreprises publiques	18
6) Intérieur, Affaires générales et Fonction publique	20
7) Justice	25
Sous-commission de la commission de la Justice	34
8) Relations extérieures	34
9) Santé publique, Environnement et Renouveau de la Société	36
10) Révision de la Constitution et Réforme des Institutions	39
11) Droit commercial et économique	42
12) Règlement et Réforme du Travail parlementaire	42
13) Pétitions	43
14) Commissions réunies	43
15) Comité d'avis pour l'Émancipation sociale	44
III. — Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission	44
B. PROJETS DE LOI ADOPTÉS ET TRANSMIS PAR LE SÉNAT	45
I. — Projets de loi dont l'examen est terminé en commission	45
II. — Projets de loi en commission	46

(¹) L'article 2, premier alinéa, de la loi du 5 mai 1999 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi dont elles sont saisies dispose que :

« En cas de dissolution des Chambres législatives fédérales, sont considérés comme nonavenus tous les projets et propositions de loi dont les Chambres dissoutes sont saisies. ».

Toutefois l'article 2, second alinéa précise que :

« Une loi peut cependant désigner, parmi les projets de loi qui ont été adoptés au cours de la législature précédente par une des deux Chambres législatives fédérales, ceux dont l'autre Chambre législative fédérale est saisie, sans nouveau renvoi, à condition qu'ils n'aient pas été rejetés par cette assemblée au cours de la législature précédente. ».

(Remarque : le tableau comprend également les propositions autres que les propositions de loi).

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

A. — PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DEPOSÉS À LA CHAMBRE (CLASSES D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE)

I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission

a) Projets de loi et propositions dont la discussion et/ou le vote ont été ajournés en séance plénière

Médecine

Proposition de loi modifiant certains arrêtés royaux relatifs aux titres professionnels particuliers des infirmiers et aux normes auxquelles certains services hospitaliers doivent satisfaire.

Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 2059/1 du 15 mars 1999.

Rapport de Mme I. van Kessel, n° 2059/2 du 27 avril 1999.

b) Projets de loi et propositions que les commissions proposent d'adopter

Impôt indirect

Proposition de loi fixant à 6 % le taux de TVA applicable dans l'horticulture ornementale.

Déposée par M. P. Tant, n° 499/1 du 27 mars 1996.

Amendement de M. J. Tavernier, n° 499/2 du 8 mai 1996.

Rapport de Mme A. Hermans, n° 499/3 du 14 mai 1996.

Texte adopté par la commission des Finances et du Budget, n° 499/4 du 31 mai 1996.

Amendement de M. J. Dupré (**), n° 597/2 du 26 juin 1996.
Farde, n° 597/3 du 1^{er} juillet 1996.

Rapport de M. R. Delathouwer, n° 597/4 du 2 juillet 1996.

Texte adopté par la commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions, n° 597/5 du 2 juillet 1996.

Redevances radio-télévision

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Déposée par MM. G. Bourgeois et H. Olaerts, n° 951/1 du 6 mars 1997.

Rapport de M. J. Tavernier, n° 951/2 du 23 décembre 1997.

Sécurité routière

Proposition de loi modifiant la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Déposée par MM. J. Ansoms et H. Brouns, n° 701/1 du 3 octobre 1996.

Amendement du gouvernement, n° 701/2 du 15 janvier 1997.

Amendement de M. J. Ansoms, n° 701/3 du 25 février 1997.

Rapport de M. M. Bartholomeeussen, n° 701/4 du 3 mai 1999.

Réglementation de la circulation

Proposition de loi modifiant l'article 27.4. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Déposée par M. P. Chevalier, n° 2074/1 du 17 mars 1999.

Travail

Proposition de loi relative au maintien de la rémunération normale des travailleurs cohabitants pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles.

Déposée par MM. H. Bonte et J.-M. Delizée, n° 855/1 du 18 décembre 1996.

Amendements de MM. J. Wauters et D. Bacquelaine, n° 855/2 du 21 avril 1999.

Rapport de M. M. Dighneef, n° 855/3 du 4 mai 1999.

Texte adopté par la commission des Affaires sociales, n° 855/4 du 4 mai 1999.

Révision de la Constitution

Révision de la Constitution.

Révision de l'article 44, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

Proposition déposée par M. J. Dupré (**), n° 597/1 du 31 mai 1996.

Reprise par M. P. Tant, le 1^{er} juillet 1996 en remplacement de M. J. Dupré (**).

c) Projets de loi et propositions que les commissions proposent de ne pas adopter

Chômage

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 345/1 du 21 décembre 1995.
Rapport de Mme T. Pieters (**), n° 345/2 du 17 juin 1996.

Circulation routière

Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968.
Déposée par M. X. Buisseret (**), n° 731/1 du 24 octobre 1996.
Rapport de M. R. Fournaux, n° 731/2 du 20 mars 1997.

Contrat de travail

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 347/1 du 21 décembre 1995.
Rapport de Mme T. Pieters (**), n° 347/2 du 15 juillet 1996.

Droits de l'homme

1. Proposition de résolution concernant la signature par la Belgique de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales.
Déposée par MM. P. Beaufays et J.-P. Henry, n° 1845/1 du 27 novembre 1998.
Rapport de M. A. Gehlen et Mme S. Verhoeven, n° 1845/2 du 1^{er} avril 1999.
2. Proposition de résolution visant à la signature par la Belgique de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales.
Déposée par MM. G. Clerfayt, O. Maingain, S. Moureaux et D. Reynders, n° 1846/1 du 27 novembre 1998.
Rapport de M. A. Gehlen et de Mme S. Verhoeven, n° 1846/2 du 1^{er} avril 1999.

Impôt

Proposition de résolution relative à l'instauration d'un blocage absolu de la fiscalité sur le patrimoine.
Déposée par MM. J. Valkeniers, P. Dewael, R. Daems, H. De Croo, M. van den Abeelen et P. De Grauwe, n° 615/1 du 12 juin 1996.
Rapport de M. D. Reynders, n° 615/2 du 29 janvier 1997.

Impôt direct

1. Proposition de loi encourageant les investissements en capital à risque.
Déposée par MM. P. De Grauwe, P. Lano, M. van den Abeelen et J. Van Aperen, n° 540/1 du 29 avril 1996.
Rapport de M. D. Reynders, n° 540/2 du 29 janvier 1997.
2. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'autoriser la déduction des frais de justice d'un contribuable, maître de l'ouvrage.
Déposée par MM. M. Mairesse, R. Fournaux, R. Lespagnard, M. Minne, J.-J. Viseur (**), et J.-P. Viseur, n° 835/1 du 13 décembre 1996.
Rapport de M. J. Arens, n° 835/2 du 2 juin 1997.

3. Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déduction des frais de logement exposés par les étudiants qui poursuivent des études supérieures.
Déposée par M. J. Arens, n° 1037/1 du 7 mai 1997.
Amendement de M. J. Arens, n° 1037/2 du 15 mai 1998.
Amendement de M. J. Arens, n° 1037/3 du 23 mars 1999.
Rapport de M. L. Suykens, n° 1037/4 du 13 avril 1999.

4. Proposition de loi modifiant l'article 31 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'exonérer partiellement d'impôt les indemnités de fermeture et les indemnités pour licenciement collectif.
Déposée par M. B. Laeremans, n° 1244/1 du 22 octobre 1997.
Amendement de M. B. Laeremans, n° 1244/2 du 15 juillet 1998.
Rapport de Mme A. Colen, n° 1244/3 du 29 octobre 1998.

5. Proposition de loi abrogeant les articles 318 et 327, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. L. Suykens et H. Schoeters, n° 1413/1 du 6 février 1998.
Rapport de M. L. Suykens, n° 1413/2 du 15 avril 1998.
Rapport de M. R. Meureau, n° 1413/3 du 16 juin 1998.

Jeu de hasard

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 627/1 du 20 juin 1996.
Rapport de M. J. Arens, n° 627/2 du 14 mai 1997.

Navigation aérienne

1. Proposition de loi visant à interdire à certains types d'avions l'utilisation nocturne de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 1796/1 du 4 novembre 1998.
Amendements de MM. J. Vandenhautte, L. Vanoost et M. Wauthier, n° 1796/2 du 24 mars 1999.
Rapport de M. J. Van Aperen, n° 1796/3 du 3 mai 1999.
2. Proposition de loi relative à l'utilisation nocturne préférentielle des pistes « 25 Droite » à l'atterrissage et « 07 Gauche » au décollage à l'aéroport de Bruxelles-National en vue de diminuer les nuisances des avions.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 2077/1 du 18 mars 1999.
Rapport de M. M. Moock, n° 2077/2 du 3 mai 1999.

Organisation de la profession

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.
Déposée par M. D. Reynders, n° 1232/1 du 9 octobre 1997.
Rapport de M. L. Willems, n° 1232/2 du 15 décembre 1997.
Renvoyée en commission le 17 décembre 1997.
Rapport de Mme S. Creyf, n° 1232/3 du 19 juin 1998.

Pensions

Proposition de loi complétant l'article 26, § 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 241/1 du 17 novembre 1995.
Amendement de MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 241/2 du 3 décembre 1996.
Rapport de M. M. Dighneef, n° 241/3 du 16 décembre 1996.

Police

Proposition de loi insérant un article 91bis dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Déposée par MM. J.-P. Viseur, J. Tavernier et O. Deleuze, n° 1957/1 du 29 janvier 1999.

Rapport de Mme A. Hermans, n° 1957/2 du 5 mars 1999.

Politique énergétique

Proposition de loi modifiant l'article 173, § 1^{er}, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 en ce qui concerne l'établissement d'un plan d'équipement pour le secteur de l'électricité.

Déposée par M. O. Deleuze, n° 246/1 du 20 novembre 1995.

Rapport de Mme M. Schüttringer, n° 246/2 du 11 juin 1998.

Protection des animaux

Proposition de loi modifiant l'article 12 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

Déposée par M. M. van den Abeelen, n° 298/1 du 11 décembre 1995.

Rapport de M. J. Verstraeten, n° 298/2 du 5 mars 1996.

Règlement de la Chambre

1. Proposition de modification de l'article 3 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la composition du bureau.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Tavernier, n° 231/1 du 13 novembre 1995.

Amendement de MM. Th. Detienne et J. Tavernier, n° 231/2 du 11 juin 1998.

Rapport de Mme M. Vanlerberghe, n° 231/3 du 15 septembre 1998.

2. Proposition de modification du règlement de la Chambre supprimant la possibilité de dépôt de motions pures et simples.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Tavernier, n° 514/1 du 4 avril 1996.

Rapport de M. D. Reynders, n° 514/2 du 15 septembre 1998.

3. Proposition de modification du Règlement.

Déposée par M. F. Van den Eynde, n° 914/1 du 3 février 1997.

Rapporteur : Mme M. Vanlerberghe.

Rémunération du travail

Proposition de loi modifiant la loi du 23 juin 1976 instaurant un pécule de vacances en faveur de certaines catégories de personnes.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 373/1 du 17 janvier 1996.

Rapport de M. J.-M. Delizée, n° 373/2 du 6 février 1997.

Réseau ferroviaire

Proposition de résolution visant à confier à la Cour des comptes une mission de contrôle du bon emploi par la SNCB des deniers publics.

Déposée par MM. D. Reynders et H. De Croo, n° 1613/1 du 17 juin 1998.

Amendement de MM. H. De Croo, D. Reynders et K. Van Hoorebeke, n° 1613/2 du 10 mars 1999.

Rapport de M. J. Van Aperen, n° 1613/3 du 7 avril 1999.

Renvoyée en commission le 22 avril 1999.

Amendements de MM. D. Reynders, H. De Croo, L. Vanvelthoven, M. Bartholomeeussen, H. Van Dierden et Mme M. Schüttringer, n° 1613/4 du 27 avril 1999.

Rapport complémentaire de M. J. Van Aperen, n° 1613/5 du 3 mai 1999.

Santé publique

1. Proposition de loi relative à l'amiante et aux composés de l'amiante.

Déposée par MM. O. Deleuze et F. Lozie, n° 883/1 du 14 janvier 1997.

Amendement de M. Ph. Seghin, n° 883/2 du 3 février 1998.

Rapport de Mme M. Dejonghe, n° 883/3 du 29 juin 1998.

2. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Déposée par MM. R. Hotermans, P. Dewael, A. Grosjean (**), A. Gehlen, D. Bacquellaine, J.-P. Detremmerie, Th. Giet, D. Reynders et Ph. Seghin, n° 1333/1 du 17 décembre 1997.

Amendement de MM. D. Reynders, R. Hotermans et R. Denis, n° 1333/2 du 3 décembre 1998.

Rapporteurs : MM. A. Frédéric et J. Van Erps.

Sécurité routière

Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière en vue d'interdire les compétitions automobiles qui se déroulent entièrement ou partiellement sur la voie publique.

Déposée par M. F. Lozie, n° 455/1 du 29 février 1996.

Rapport de M. J. Van Aperen, n° 455/2 du 3 mars 1997.

Violence

Proposition de loi relative à l'indemnisation des Belges victimes à l'étranger de guerres ou d'émeutes.

Déposée par MM. J. Simonet, L. Michel et D. Reynders, n° 611/1 du 10 juin 1996.

Rapport de Mme S. Verhoeven, n° 611/2 du 21 novembre 1996.

II. — Projets de loi et propositions en commission

1. COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Accident de travail

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en ce qui concerne la réparation en cas de litige concernant l'assurance.
Déposée par M. H. Bonte, n° 161/1 du 19 octobre 1995.
2. Proposition de loi modifiant la loi sur les accidents du travail en ce qui concerne l'affiliation d'office auprès du Fonds des accidents du travail.
Déposée par M. H. Bonte, n° 162/1 du 19 octobre 1995.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en ce qui concerne l'allocation complémentaire pour l'aide d'une tierce personne.
Déposée par M. H. Bonte, n° 921/1 du 7 février 1997.
4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le délai de révision des indemnités, la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
Déposée par M. H. Bonte, n° 922/1 du 7 février 1997.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en ce qui concerne la prescription de l'action en paiement d'allocations.
Déposée par M. H. Bonte, n° 929/1 du 18 février 1997.

Adoption

Proposition de loi créant un congé d'accueil en cas d'adoption ou de tutelle officieuse.
Déposée par M. P. Beaufays, n° 68/1 du 20 septembre 1995.
Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).

Aide sociale

1. Proposition de loi relative à la surveillance de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
Déposée par MM. Gh. Vermassen et H. Bonte, n° 279/1 du 1^{er} décembre 1995.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).
2. Proposition de loi modifiant les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions organisés par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
Déposée par Mme J. Herzet, n° 584/1 du 24 mai 1996.
Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).

Chômage

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en vue d'améliorer le statut des travailleurs à temps partiel.
Déposée par MM. Gh. Vermassen et H. Bonte, n° 334/1 du 19 décembre 1995.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par M. H. Bonte, n° 469/1 du 7 mars 1996.
3. Proposition de loi modifiant l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 1109/1 du 1^{er} juillet 1997.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par MM. L. Toussaint et P. Moriau, n° 1414/1 du 9 février 1998.
5. Proposition de loi relative au chèque de travail et de formation.
Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1544/1 du 8 mai 1998.
6. Proposition de loi relative à la durée de l'indemnisation du chômage.
Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1560/1 du 20 mai 1998.
7. Proposition de loi modifiant l'article 110, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par M. H. Bonte, n° 1727/1 du 7 septembre 1998.
8. Proposition de loi visant à renforcer les droits des travailleurs cohabitants dans le cadre de l'indemnisation du chômage.
Déposée par M. P. Moriau, n° 1801/1 du 10 novembre 1998.
9. Proposition de résolution relative à la priorité à donner à une réduction drastique du chômage.
Déposée par MM. J. Tavernier et J. Wauters, n° 1970/1 du 8 février 1999.
10. Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et complétant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.
Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 2207/1 du 28 avril 1999.

Comité d'entreprise

Proposition de loi insérant un article 14*bis* dans la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1537/1 du 8 mai 1998.

Contrat de travail

1. Proposition de loi modifiant l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par M. H. Bonte, n° 252/1 du 22 novembre 1995.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par M. H. Bonte, n° 254/1 du 22 novembre 1995.
3. Proposition de loi complétant l'article 38 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue de protéger les travailleurs accomplissant une obligation civile ou une mission civile.
Déposée par M. M. Minne, n° 1065/1 du 6 juin 1997.
4. Proposition de loi complétant l'article 38*bis* de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1543/1 du 8 mai 1998.
5. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 2010/1 du 23 février 1999.

CPAS

Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social en vue d'étendre son application au régime de l'aide sociale accordée par les centres publics d'aide sociale.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 1231/1 du 9 octobre 1997.

Guerre

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948.
Déposée par M. T. Van Parys (**), n° 1056/1 du 2 juin 1997.

2. Proposition de loi modifiant l'article 125 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.
Déposée par M. J. Arens, n° 1636/1 du 2 juillet 1998.

Handicapé

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, en vue d'encourager l'emploi dans les ateliers protégés.
Déposée par MM. J. Valkeniers et F. Anthuenis, n° 224/1 du 10 novembre 1995.
Rapporteur : M. F. Anthuenis.

2. Proposition de loi améliorant la compétitivité des ateliers protégés agréés.
Déposée par MM. Gh. Vermassen et H. Bonte, n° 280/1 du 1^{er} décembre 1995.
Rapporteur : M. F. Anthuenis.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par M. R. Daems, n° 721/1 du 18 octobre 1996.

4. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par M. L. Goutry, n° 1679/1 du 16 juillet 1998.

5. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par M. J. Wauters, n° 1976/1 du 9 février 1999.

6. Proposition de loi modifiant l'article 2, § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par M. L. Goutry, n° 1980/1 du 11 février 1999.

7. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par M. L. Goutry, n° 1981/1 du 11 février 1999.

Jour férié

1. Proposition de loi instaurant un jour férié rémunéré le 11 juillet.
Déposée par MM. G. Annemans et I. Lowie, n° 308/1 du 13 décembre 1995.

2. Proposition de loi tendant à l'instauration en Belgique d'un jour férié, à la mémoire des 120 millions de victimes des dictatures socialistes.
Déposée par Mme M. Bastien, n° 652/1 du 12 juillet 1996.

3. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.
Déposée par MM. K. Van Hoorebeke et G. Bourgeois, n° 1134/1 du 18 juillet 1997.

Médecine

Proposition de résolution relative à l'échelonnement des soins de santé.

Déposée par M. J. Wauters, n° 2144/1 du 19 avril 1999.

Obligation alimentaire

1. Proposition de loi organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires.

Déposée par M. P. Beaufays et Mme N. de T'Serclaes (**), n° 31/1 du 19 juillet 1995.

Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).

2. Proposition de loi relative à la création et à l'organisation d'un Fonds national des créances alimentaires.

Déposée par Mme C. Burgeon, n° 191/1 du 26 octobre 1995.
Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).

Pensions

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Déposée par M. M. Dighneef, n° 44/1 du 9 août 1995.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.
Déposée par M. M. Dighneef, n° 45/1 du 9 août 1995.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions ainsi que la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, prévoyant le paiement intégral et immédiat des pensions du secteur public.
Déposée par MM. E. Bertrand (**), A. Duquesne et L. Michel, n° 247/1 du 20 novembre 1995.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.
Déposée par Mme P. Cahay-André et M. J. Lenssens, n° 423/1 du 8 février 1996.

5. Proposition de loi complétant l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.
Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1541/1 du 8 mai 1998.

6. Proposition de loi modifiant les règles de cumul pour les bénéficiaires d'une pension de survie.
Déposée par M. P. Chevalier, n° 1582/1 du 4 juin 1998.

7. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, en ce qui concerne la pension de réparation due aux ayants droit en cas de décès.
Déposée par M. J. Arens, n° 1629/1 du 24 juin 1998.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en vue de majorer les limites de revenus autorisés pour jouir d'une pension de travailleur indépendant tout en poursuivant une activité professionnelle.
Déposée par M. L. Michel, n° 1873/1 du 11 décembre 1998.

9. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Déposée par M. J. Wauters, n° 1977/1 du 9 février 1999.

Politique de l'emploi

Proposition de résolution concernant la délocalisation et la perte d'emplois à l'intérieur de l'Union européenne, et plus particulièrement la fermeture du siège de Renault à Vilvorde.

Déposée par Mme A. Van de Casteele, MM. A. Borginon, G. Bourgeois, H. Olaerts et K. Van Hoorebeke, n° 956/1 du 12 mars 1997.

Rapporteur : M. Th. Detienne.

Prestation familiale

1. Proposition de loi instaurant le salaire-éducation.
Déposée par M. G. Annemans, n° 319/1 du 18 décembre 1995.

2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposée par M. F. Van den Eynde, n° 435/1 du 14 février 1996.

3. Proposition de loi modifiant l'article 51 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposée par M. A. Borginon, n° 581/1 du 22 mai 1996.

4. Proposition de loi modifiant l'article 64, § 4, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposée par M. F. De Man, n° 1028/1 du 6 mai 1997.

5. Proposition de loi modifiant l'article 47 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.
Déposée par MM. J. Geraerts et X. Buisseret (**), n° 1132/1 du 17 juillet 1997.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1228/1 du 9 octobre 1997.

7. Proposition de loi modifiant l'article 51, § 4, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.
Déposée par M. H. Brouns, n° 1418/1 du 10 février 1998.
Amendements de M. H. Brouns, n° 1418/2 du 14 juillet 1998.
Rapporteur : M. L. Goutry.

8. Proposition de loi modifiant l'article 51, § 4, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.
Déposée par MM. H. Brouns et Y. Leterme, n° 1428/1 du 19 février 1998.
Amendements de MM. H. Brouns et Y. Leterme, n° 1428/2 du 14 juillet 1998.

9. Proposition de loi modifiant les articles 42 et 51 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.
Déposée par M. H. Bonte, n° 1554/1 du 15 mai 1998.

10. Proposition de loi modifiant l'article 64 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en ce qui concerne l'ordre des attributaires d'allocations familiales pour un même enfant.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 1638/1 du 6 juillet 1998.

11. Proposition de loi modifiant l'article 42bis des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Déposée par Mme G. D'Hondt, n° 1948/1 du 22 janvier 1999.

Procédure civile

Proposition de loi modifiant les articles 1410 et 1412 du Code judiciaire.

Déposée par M. R. Meureau, n° 1384/1 du 23 janvier 1998.

Protection de l'enfance

Proposition de loi relative à la lutte contre le travail des enfants.

Déposée par M. Cl. Eerdekens, n° 654/1 du 15 juillet 1996.

Rapporteur : M. M. Dighneef.

Santé publique

Proposition de loi instituant un dispositif d'indemnisation en faveur de personnes contaminées par le virus d'immunodéficience humaine à la suite de l'administration de produits sanguins.

Déposée par MM. E. Bertrand (**) et J. Simonet, n° 193/1 du 26 octobre 1995.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi insérant un article 113bis dans la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 37/1 du 24 juillet 1995.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, en ce qui concerne le régime de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.
Déposée par M. J. Lenssens, n° 40/1 du 28 juillet 1995.
Rapporteur : M. J. Wauters.

3. Proposition de loi relative à l'application de la sécurité sociale aux artistes.
Déposée par MM. P. Moriau, L. Toussaint, Th. Detienne et J. Wauters, n° 90/1 du 29 septembre 1995.
Addendum, n° 90/2 du 18 janvier 1996.
Rapporteur : M. Th. Detienne.

4. Proposition de loi dispensant les victimes pensionnées d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle du paiement des cotisations de pension.
Déposée par M. H. Bonte, n° 160/1 du 19 octobre 1995.

5. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposée par MM. J. Vandeurzen et H. Brouns, n° 201/1 du 31 octobre 1995.

6. Proposition de loi relative au statut des artistes de spectacles en matière de sécurité sociale.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 205/1 du 31 octobre 1995.
Rapport de M. Th. Detienne, n° 205/2 du 29 octobre 1998.

7. Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et rétablissant le régime des allocations familiales en vigueur jusqu'au 31 mars 1983.
Déposée par Mme C. Burgeon, n° 212/1 du 6 novembre 1995.

8. Proposition de loi supprimant la condition de nationalité en matière d'allocations aux handicapés, de minimum de moyens d'existence et de revenu garanti aux personnes âgées et modifiant la condition de résidence en matière de prestations familiales garanties.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 240/1 du 17 novembre 1995.

Rapporteur : M. J.-M. Delizée.

9. Proposition de loi relative au statut social des artistes de spectacle.

Déposée par MM. Gh. Vermassen et D. Vandebossche, n° 242/1 du 17 novembre 1995.

Amendements de MM. Gh. Vermassen et D. Vandebossche, n° 242/2 du 13 juin 1997.

10. Proposition de loi portant uniformisation de la législation relative au salaire garanti et suppression du jour de carence.

Déposée par M. H. Bonte, n° 255/1 du 22 novembre 1995.

11. Proposition de loi supprimant la discrimination entre hommes et femmes en ce qui concerne leur statut social en cas de poursuite d'une activité professionnelle salariée au-delà de soixante ans.

Déposée par M. G. Annemans et Mme A. Colen, n° 387/1 du 24 janvier 1996.

12. Proposition de loi abrogeant l'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposée par Mme T. Pieters (**), n° 468/1 du 7 mars 1996. Reprise par M. S. De Clerck, le 8 mai 1998 en remplacement de Mme T. Pieters (**).

Farde, n° 468/2 du 8 mai 1998.

Rapporteur : M. Th. Detienne.

13. Proposition de loi relative à la récupération de sommes versées indûment à la suite d'une erreur ou d'une erreur partagée d'un organisme de sécurité sociale.

Déposée par M. R. Daems, n° 544/1 du 29 avril 1996.

14. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de cette loi.

Déposée par MM. J. Geraerts et F. Van den Eynde, n° 675/1 du 25 juillet 1996.

15. Proposition de loi modifiant l'article 107 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Déposée par M. A. Duquesne, n° 691/1 du 25 septembre 1996.

16. Proposition de loi modifiant l'article 107, 2°, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Déposée par M. G. Larcier, n° 1000/1 du 18 avril 1997.

17. Proposition de résolution relative aux travailleurs frontaliers et détachés.

Déposée par MM. J. Arens et P. Breyne (**), n° 1041/1 du 12 mai 1997.

Rapporteur : M. S. De Clerck.

18. Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et l'article 114 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue de prolonger le congé postnatal en cas d'hospitalisation d'un nouveau-né.

Déposée par Mme A. Van de Castele et M. J. Wauters, n° 1210/1 du 25 septembre 1997.

Amendement de Mme A. Van de Castele et M. J. Wauters, n° 1210/2 du 17 mars 1998.

Rapporteur : M. L. Goutry.

19. Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et l'article 114 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue de prolonger le congé postnatal en cas d'hospitalisation d'un nouveau-né.

Déposée par Mmes T. Pieters (**), et M. Vanlerberghe, n° 1211/1 du 25 septembre 1997.

Reprise par Mme A. Van Haesendonck, le 7 mai 1998 en remplacement de Mme T. Pieters (**).

Amendement de Mmes T. Pieters (**), G. D'Hondt et M. Vanlerberghe, n° 1211/2 du 17 mars 1998.

Farde, n° 1211/3 du 7 mai 1998.

Rapporteur : M. L. Goutry.

20. Proposition de loi abrogeant les articles 121, § 2, et 128 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1223/1 du 6 octobre 1997.

21. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la charte de l'assuré social.

Déposée par M. Th. Giet, n° 1268/1 du 4 novembre 1997.

22. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les interventions en faveur des patients atteints de maladies chroniques, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par MM. Gh. Vermassen et H. Bonte, n° 1312/1 du 9 décembre 1997.

Rapporteur : M. J.-M. Delizée.

23. Proposition de loi relative au statut social des artistes-exécutants.

Déposée par MM. Gh. Vermassen et D. Vandebossche, n° 1392/1 du 28 janvier 1998.

Rapporteur : M. Th. Detienne.

24. Proposition de loi complétant l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Déposée par MM. D. Bacquellaine et D. Reynders, n° 1542/1 du 8 mai 1998.

25. Proposition de loi modifiant l'article 32 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, et l'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. H. Brouns, n° 1563/1 du 25 mai 1998.

26. Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposée par MM. H. Brouns et Gh. Vermassen, n° 1577/1 du 29 mai 1998.

27. Proposition de loi modifiant la réglementation relative au maintien de la qualité de personne à charge en cas de cessation temporaire de faire partie du ménage du titulaire ou du travailleur.

Déposée par M. J. Lenssens, n° 1671/1 du 15 juillet 1998.

28. Proposition de loi modifiant l'article 20 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Déposée par M. H. De Croo, n° 1710/1 du 10 août 1998.

29. Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par M. Gh. Vermassen, n° 1763/1 du 5 octobre 1998.

30. Proposition de loi modifiant les articles 64 et 170 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.
Déposée par M. J. Lenssens, n° 1778/1 du 19 octobre 1998.

31. Proposition de loi modifiant l'article 10 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Déposée par M. D. Vanpoucke, n° 1843/1 du 27 novembre 1998.

32. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.
Déposée par Mme C. Burgeon et M. L. Toussaint, n° 1967/1 du 5 février 1999.

33. Proposition de loi relative au statut social des artistes de spectacle.
Déposée par MM. S. De Clerck et L. Goutry, n° 2046/1 du 10 mars 1999.
Rapporteur : M. Th. Detienne.

Travail

1. Proposition de loi adaptant la législation du travail à la loi relative à la majorité civile.
Déposée par M. H. Bonte, n° 229/1 du 13 novembre 1995.

2. Proposition de loi instaurant le droit à l'interruption de carrière pour tous les travailleurs.
Déposée par MM. H. Bonte et R. Cuyt, n° 253/1 du 22 novembre 1995.
Rapporteur : M. Gh. Vermassen.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'y insérer le congé de paternité.
Déposée par Mme C. Burgeon et M. S. Moureaux, n° 402/1 du 29 janvier 1996.
Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).

4. Proposition de loi modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne le congé-éducation payé.
Déposée par MM. Th. Detienne, J. Wauters et Ph. Dallons, n° 459/1 du 4 mars 1996.

5. Proposition de loi interdisant le travail nocturne des convoyeurs de fonds et de valeurs.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 505/1 du 1^{er} avril 1996.

6. Proposition de loi instaurant une procédure d'appréciation adaptée pour les contrôles effectués dans le secteur horticole.
Déposée par MM. Ch. Moors, L. Goutry, Mmes G. Gardeyn-Debever et I. van Kessel, n° 574/1 du 13 mai 1996.

7. Proposition de loi encourageant l'embauche temporaire.
Déposée par M. F. Ghesquière, n° 586/1 du 24 mai 1996.

8. Proposition de loi instaurant un droit à l'interruption de carrière pour permettre aux travailleurs de soigner des membres de la famille malades.
Déposée par Mme M. Vanlerberghe, n° 604/1 du 3 juin 1996.

9. Proposition de loi relative au maintien de la rémunération normale des travailleurs cohabitants pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.
Déposée par MM. H. Bonte et J.-M. Delizée, n° 760/1 du 8 novembre 1996.

10. Proposition de loi instaurant le droit à l'interruption de carrière pour raisons familiales.
Déposée par Mme P. Cahay-André, n° 773/1 du 20 novembre 1996.

11. Proposition de loi modifiant la législation relative au droit à l'interruption de carrière.
Déposée par M. L. Goutry et Mme M. Vanlerberghe, n° 1078/1 du 16 juin 1997.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).

12. Proposition de loi modifiant la loi sur les contrats de travail en ce qui concerne les délais de préavis prévus pour les ouvriers.
Déposée par MM. H. Bonte et R. Landuyt, n° 1115/1 du 7 juillet 1997.

13. Proposition de loi instituant un congé d'assistance pour les travailleurs.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1116/1 du 7 juillet 1997.

14. Proposition de loi complétant l'article 2 de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1221/1 du 6 octobre 1997.

15. Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1222/1 du 6 octobre 1997.

16. Proposition de loi modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en vue d'accorder aux travailleurs à temps partiel le droit au congé-éducation payé.
Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 1229/1 du 9 octobre 1997.

17. Proposition de loi modifiant l'article 47, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.
Déposée par MM. R. Fournaux et J.-J. Viseur (**), n° 1304/1 du 2 décembre 1997.

18. Proposition de loi complétant l'article 8 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971.
Déposée par MM. D. Bacquelaïne et D. Reynders, n° 1538/1 du 8 mai 1998.

19. Proposition de loi visant à promouvoir le travail à mi-temps.
Déposée par MM. D. Bacquelaïne et D. Reynders, n° 1545/1 du 8 mai 1998.

20. Proposition de loi réglementant l'occupation des travailleurs le dimanche dans les magasins.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1642/1 du 10 juillet 1998.

21. Proposition de loi modifiant le champ d'application de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1708/1 du 10 août 1998.

22. Proposition de loi modifiant l'article 160 de la loi-programme du 22 décembre 1989.
Déposée par M. H. Bonte, n° 1799/1 du 5 novembre 1998.

23. Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.
Déposé par le gouvernement, n° 1908/1 du 5 janvier 1999.

2. COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Armée

1. Proposition de loi portant création d'un Service d'Aide et d'Action sociales auprès du ministère de la Défense Nationale.
Déposée par MM. Y. Harmegnies, F. Dufour, J.-P. Henry et Ch. Janssens, n° 355/1 du 5 janvier 1996.
Rapporteur : M. R. Cuyt.
2. Proposition de loi relative à la redistribution du travail au sein de l'armée.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 411/1 du 5 février 1996.
Errata, n° 411/2 du 21 février 1996.
3. Proposition de loi relative à l'octroi d'un congé de longue durée à certains militaires appartenant au cadre actif des forces armées.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 486/1 du 14 mars 1996.
4. Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et l'article 71 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. F. Ghesquière, n° 493/1 du 25 mars 1996.
Rapporteurs : MM. P. Beaufays et Ph. Dallons.
5. Proposition de loi visant à favoriser le reclassement des membres des forces armées.
Déposée par M. J.-P. Moerman, n° 937/1 du 25 février 1997.
6. Proposition de loi relative aux droits politiques des militaires.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 1758/1 du 5 octobre 1998.
Rapporteur : M. Ph. Dallons.
7. Proposition de loi instaurant un système associant le travail et la formation au sein de l'armée.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 1876/1 du 11 décembre 1998.
Rapporteur : M. R. Janssens.
8. Proposition de loi modifiant l'article 32 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.
Déposée par M. A. Borginon, n° 2015/1 du 24 février 1999.
9. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.
Déposée par M. J. Van Erps, n° 2204/1 du 26 avril 1999.
10. Proposition de loi insérant un article *10bis* dans la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires.
Déposée par M. J. Van Erps, n° 2205/1 du 28 avril 1999.
11. Projet de loi portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.
Déposé par le gouvernement, n° 2216/1 du 3 mai 1999.

Armement

Proposition de résolution relative à la lutte contre les lasers aveuglants.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 489/1 du 15 mars 1996.

Commerce des armes

1. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, en vue du renforcement du contrôle exercé par le parlement.
Déposée par M. A. Borginon, n° 1226/1 du 7 octobre 1997.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction d'employer, de stocker, de produire et de transférer des mines terrestres.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2159/1 du 22 avril 1999.

Établissement public

1. Proposition de loi supprimant l'institution royale de Messines.
Déposée par MM. H. Van Dienderen, Ph. Dallons, D. Van der Maelen, J. Eeman et Mme A. Van de Castele, n° 432/1 du 13 février 1996.
Rapporteur : M. J. Van Erps.
2. Proposition de résolution relative à l'Institution royale de Messines.
Déposée par M. H. Van Dienderen, n° 1505/1 du 22 avril 1998.
3. Proposition de résolution relative à l'Institution royale de Messines.
Déposée par M. L. Willems, n° 1726/1 du 7 septembre 1998.

Incompatibilité

Proposition de loi instaurant une période d'interdiction de cinq ans pendant laquelle les anciens militaires ne peuvent exercer de fonction de direction, de conseil ou de gestion dans l'industrie de l'armement.
Déposée par MM. R. Cuyt et R. Janssens, n° 195/1 du 27 octobre 1995.
Amendements de MM. R. Cuyt et R. Janssens, n° 195/2 du 31 mars 1999.
Amendements de MM. R. Cuyt, J. Canon, Ph. Dallons, J. Eeman, R. Janssens, M. van den Abeelen et L. Vanoost, n°195/3 du 1^{er} avril 1999.
Rapporteur : M. F. Cauwenberghs.

3. COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Archives

Proposition de loi relative aux archives.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 258/1 du 22 novembre 1995.
Amendements de M. R. Hotermans et Mme S. Creyf, n° 258/2 du 2 juillet 1996.
Amendement de M. J. Van den Broeck, n° 258/3 du 3 décembre 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 258/4 du 11 mars 1997.
Amendements de Mme S. Creyf, n° 258/5 du 21 mai 1997.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.

Assurance

1. Proposition de loi instaurant une assurance obligatoire couvrant la responsabilité civile extra-contractuelle relative à la vie privée.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 251/1 du 21 novembre 1995.
Amendements de M. R. De Richter, n° 251/2 du 25 février 1997.
Amendement de M. R. Hotermans, n° 251/3 du 20 mai 1998.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.
2. Proposition de loi relative à l'assurance contre les dommages résultant d'inondations ou de tremblements de terre.
Déposée par M. R. De Richter, n° 1057/1 du 2 juin 1997.
3. Proposition de loi insérant un article 80bis dans la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.
Déposée par MM. L. Vanvelthoven et H. Schoeters, n° 1670/1 du 15 juillet 1998.

Désastre naturel

Proposition de loi complétant l'article 8 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.
Déposée par MM. M. Wauthier et J. Barzin, n° 1267/1 du 4 novembre 1997.

Distribution de l'électricité

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.
Déposée par MM. F. Lozie et O. Deleuze, n° 223/1 du 10 novembre 1995.

Endettement

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de prévenir le surendettement.
Déposée par MM. O. Maingain et G. Clerfayt, n° 858/1 du 18 décembre 1996.
Rapporteurs : M. Ch. Moors, Mme S. Creyf et M. J.-J. Viseur (**).

Énergie nucléaire

Proposition de résolution relative aux conséquences de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl et à la décision de produire de l'électricité sans recourir à la fission nucléaire.
Déposée par Mme A. Van de Castele, MM. H. Olaerts, A. Borginon, G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 591/1 du 29 mai 1996.

Enseignement

Proposition de loi étendant à l'enseignement subsidié les dispositions de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises.
Déposée par M. S. Moureaux, n° 140/1 du 17 octobre 1995.

Entreprise

Proposition de loi simplifiant les formalités administratives imposées aux entreprises.
Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 1712/1 du 17 août 1998.

Entreprise commerciale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales.
Déposée par M. H. Wailliez, n° 759/1 du 8 novembre 1996.
2. Proposition de loi modifiant l'article 12 de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales.
Déposée par MM. P. Dewael et H. De Croo, n° 1382/1 du 22 janvier 1998.

Industrie de l'armement

Proposition de loi créant un Comité de concertation et d'évaluation des questions de politique industrielle en matière de défense.
Déposée par M. J.-P. Moerman, n° 1853/1 du 1^{er} décembre 1998.

Institution financière

Proposition de loi réglementant les frais prélevés sur certaines opérations financières.
Déposée par MM. J.-P. Viseur, J. Tavernier et Th. Detienne, n° 1353/1 du 6 janvier 1998.
Amendement de MM. J.-P. Viseur et R. Demotte, n° 1353/2 du 24 novembre 1998.
Rapport de M. J. Verstraeten, n° 1353/3 du 8 janvier 1999.
Amendements de M. R. De Richter, n° 1353/4 du 12 janvier 1999.
Renvoi en commission le 14 janvier 1999.

Législation vétérinaire

Proposition de résolution relative au mode de fixation des droits de contrôle et d'expertise vétérinaires.
Déposée par M. R. Denis, n° 2018/1 du 25 février 1999.

Logement

Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction et l'arrêté royal du 21 octobre 1971 portant exécution de la loi du 9 juillet 1971.
Déposée par MM. W. Vermeulen et A. Schellens, n° 2110/1 du 30 mars 1999.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi modifiant l'article 34 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.
Déposée par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 91/1 du 2 octobre 1995.

2. Proposition de loi complétant l'article 7bis de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 1153/1 du 22 juillet 1997.
Rapporteur : M. J. Van den Broeck.

Pensions

- Proposition de loi visant à permettre l'accès des femmes au régime de préretraite en agriculture.
Déposée par M. J. Arens, n° 273/1 du 28 novembre 1995.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.

Politique énergétique

1. Proposition de loi modifiant l'article 173, § 1^{er}, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 en ce qui concerne l'établissement d'un plan d'équipement pour le secteur de l'électricité.
Déposée par MM. R. De Richter et J. Verstraeten, n° 167/1 du 23 octobre 1995.
2. Proposition de loi instaurant un plan d'équipement pour le secteur du gaz naturel.
Déposée par MM. R. De Richter et J. Verstraeten, n° 175/1 du 24 octobre 1995.

Prestation familiale

- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.
Déposée par MM. F. Van den Eynde, X. Buisseret (**) et J. Van den Broeck, n° 422/1 du 8 février 1996.

Procédure civile

- Proposition de loi modifiant l'article 1499 du Code judiciaire en ce qui concerne la saisie-exécution mobilière pour des créances modiques.
Déposée par Mme M. Dejonghe, MM. R. De Richter et R. Demotte, n° 1254/1 du 27 octobre 1997.
Rapporteur : M. Ch. Moors.

Protection de l'environnement

1. Proposition de loi interdisant l'enfouissement des déchets nucléaires.
Déposée par MM. O. Deleuze et H. Van Dienderen, n° 222/1 du 9 novembre 1995.
2. Proposition de résolution relative au dépôt définitif des déchets radioactifs de faible activité.
Déposée par MM. J. Wauters et O. Deleuze, n° 1750/1 du 2 octobre 1998.
3. Proposition de résolution relative au dépôt définitif des déchets radioactifs de catégorie A.
Déposée par Mme S. Creyf, MM. R. Demotte, R. De Richter, M. Mairesse et Mme I. van Kessel, n° 1752/1 du 2 octobre 1998.

Protection des animaux

- Proposition de loi insérant un article 30bis dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. J. Simonet, n° 1095/1 du 30 juin 1997.

Protection du consommateur

1. Proposition de loi instaurant un prix fixe pour les livres.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 80/1 du 25 septembre 1995.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne la répression de la publicité prématurée.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 216/1 du 8 novembre 1995.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de réglementer les conséquences financières de la non-exécution d'un contrat.
Déposée par MM. M. Dighneef et L. Toussaint, n° 560/1 du 30 avril 1996.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.
Déposée par M. R. Biefnot, n° 875/1 du 9 janvier 1997.

5. Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de limiter la publicité incitant à recourir au crédit.
Déposée par Mme M. Dejonghe et M. R. De Richter, n° 1252/1 du 27 octobre 1997.
Rapporteur : M. J. Verstraeten.

6. Proposition de loi créant une centrale d'enregistrement positif des crédits à la Banque nationale de Belgique.
Déposée par Mme M. Dejonghe, R. De Richter et R. Demotte, n° 1253/1 du 27 octobre 1997.
Rapporteurs : M. Ch. Moors, Mme S. Creyf et M. J.-J. Viseur (**).

7. Proposition de loi interdisant certaines formes de recouvrement de créances contre rétribution.
Déposée par Mme M. Dejonghe, MM. R. De Richter et R. Demotte, n° 1256/1 du 27 octobre 1997.
Rapporteurs : MM. Ch. Moors et J. Verstraeten.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics.
Déposée par MM. R. Demotte et M. Mook, n° 1522/1 du 4 mai 1998.

9. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.
Déposée par MM. J. Arens et M. Mairesse, n° 1546/1 du 8 mai 1998.

10. Proposition de loi relative aux commissions de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 1674/1 du 15 juillet 1998.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en vue de réprimer l'abus de faiblesse à l'égard des consommateurs.
Déposée par M. R. Demotte, n° 1925/1 du 13 janvier 1999.

Qualification professionnelle

- Proposition de loi protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession d'expert en automobiles.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 2156/1 du 22 avril 1999.

Responsabilité civile

Proposition de loi modifiant les règles d'indemnisation des dommages corporels et moraux subis par les usagers de la route les plus vulnérables et par les passagers de véhicules lors d'accidents ayant entraîné des lésions.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 1757/1 du 5 octobre 1998.

Sécurité sociale

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.
Déposée par M. P. Beaufays, n° 239/1 du 17 novembre 1995.

4. COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Budget

1. Projet de loi portant quatrième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1995 — Section « Dette publique ».
Déposé par le gouvernement, n° 752/1 du 8 novembre 1996.
2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.
Déposée par MM. M. Didden, J. Arens, D. Reynders et H. Schoeters, n° 891/1 du 23 janvier 1997.
Rapporteur : M. D. Pieters.
3. Proposition de loi modifiant l'article 19 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.
Déposée par M. R. Daems, n° 1313/1 du 9 décembre 1997.
Rapporteur : M. J. Tavernier.

Commune

1. Proposition de loi instaurant une dotation aux communes compensant les moins-values fiscales résultant du statut des fonctionnaires de l'Union européenne.
Déposée par MM. G. Clerfayt, O. Maingain, J. Vandenhoute et J. Simonet, n° 382/1 du 23 janvier 1996.
2. Proposition de loi instaurant une dotation aux communes en vue de compenser les moins-values fiscales résultant de l'application des conventions préventives des doubles impositions, conclues entre la Belgique et les États limitrophes.
Déposée par M. J. Arens, n° 2069/1 du 16 mars 1999.

Crédit

Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.
Déposée par M. M. Didden, n° 649/1 du 10 juillet 1996.

Droit commercial

Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.
Déposé par le gouvernement, n° 2009/1 du 23 février 1999.

Expropriation

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les intérêts dus sur la partie à rembourser de l'indemnité d'expropriation, l'article 18 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'article 21 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 1549/1 du 12 mai 1998.
Amendements de M. L. Suykens et du gouvernement, n° 1549/2 du 23 mars 1999.
Rapport de M. R. Meureau, n° 1549/3 du 13 avril 1999.
Texte adopté par la commission, n° 1549/4 du 13 avril 1999.

Amendements du gouvernement, n° 1549/5 du 21 avril 1999.

Renvoi en commission le 21 avril 1999.
Avis du Conseil d'État, n° 1549/6 du 4 mai 1999.

2. Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.
Déposée par MM. L. Suykens et H. Schoeters, n° 1719/1 du 19 août 1998.
Amendements de MM. S. Verherstraeten et Y. Leterme, n° 1719/2 du 3 décembre 1998.
Amendements de MM. L. Suykens et H. Schoeters, n° 1719/3 du 9 décembre 1998.
Rapport de M. R. Meureau, n° 1719/4 du 13 avril 1999.
Amendement de MM. D. Pieters, J. Ansoms, Y. Leterme et Cl. Eerdeken, n° 1719/5 du 21 avril 1999.
Renvoi en commission le 21 avril 1999.
Avis du Conseil d'État, n° 1719/6 du 4 mai 1999.

Impôt

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.
Déposée par M. W. Cortois, n° 94/1 du 3 octobre 1995.
Rapporteur : M. J. Arens.
2. Proposition de loi visant à abroger l'article 9 de l'arrêté du 18 mars 1831, organique de l'administration des Finances.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 970/1 du 20 mars 1997.
Rapport de M. L. Suykens, n° 970/2 du 15 avril 1998.
3. Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en vue de favoriser la mobilité par l'encouragement du transport combiné.
Déposée par MM. M. Moock et R. Demotte, n° 1612/1 du 17 juin 1998.
4. Proposition de loi modifiant l'article 11 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Déposée par MM. M. Moock, R. Demotte et R. Meureau, n° 1916/1 du 8 janvier 1999.
5. Proposition de loi modifiant l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Déposée par M. D. Pieters, n° 2160/1 du 22 avril 1999.

Impôt direct

1. Proposition de loi modifiant l'article 128 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 118/1 du 10 octobre 1995.
Rapport de M. L. Suykens, n° 118/2 du 15 avril 1998.
2. Proposition de loi modifiant l'article 145(1), 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. M. Didden, n° 128/1 du 13 octobre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.

3. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 150/1 du 18 octobre 1995.
4. Proposition de loi portant modification du régime des versements anticipés imposés aux indépendants et chefs de PME.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 181/1 du 24 octobre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.
5. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de mettre en œuvre une politique nataliste.
Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 284/1 du 4 décembre 1995.
6. Proposition de loi relative à l'octroi d'office de la réduction du précompte immobilier.
Déposée par MM. P. Van Gheluwe, P. Roose (**), Mme A. Hermans, MM. F. Dufour et J. Arens, n° 321/1 du 18 décembre 1995.
Rapporteur : M. H. Schoeters.
7. Proposition de loi insérant un article 470bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre le versement régulier du produit des taxes additionnelles aux communes.
Déposée par MM. H. Schoeters et L. Suykens, n° 410/1 du 5 février 1996.
Rapporteur : Mme A. Colen.
8. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales.
Déposée par M. R. Daems, n° 546/1 du 29 avril 1996.
Rapporteur : M. D. Reynders.
9. Proposition de loi modifiant l'article 12 du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération du précompte immobilier.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 547/1 du 29 avril 1996.
Rapporteur : M. J. Arens.
10. Proposition de loi modifiant l'article 143 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 682/1 du 6 septembre 1996.
Amendements de M. J. Van Eetvelt, n° 682/2 du 17 mars 1999.
Rapporteur : M. D. Pieters.
11. Proposition de loi modifiant l'article 143 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. F. Ghesquière, n° 702/1 du 3 octobre 1996.
12. Proposition de loi modifiant l'article 51, alinéa 4 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. M. Mairesse, J. Arens, J.-J. Viseur (**) et J. Lefevre, n° 744/1 du 6 novembre 1996.
Rapporteur : M. J. Arens.
13. Proposition de loi complétant l'article 392 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Simonet, n° 902/1 du 28 janvier 1997.
Rapport de M. L. Suykens, n° 902/2 du 15 avril 1998.
14. Proposition de loi complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 par des dispositions relatives à la quotité du revenu exemptée d'impôt pour personnes à charge.
Déposée par MM. Gh. Vermassen, J.-M. Delizée, R. Demotte et L. Suykens, n° 909/1 du 31 janvier 1997.
Amendements de M. Gh. Vermassen, n° 909/2 du 3 juillet 1998.
Rapporteurs : Mme M. Vanlerberghe et M. H. Schoeters.
15. Proposition de loi complétant l'article 52 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Simonet, n° 938/1 du 25 février 1997.
16. Proposition de loi modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer une exonération des revenus provenant de travaux ménagers.
Déposée par Mme M. Vanlerberghe, n° 967/1 du 18 mars 1997.
17. Proposition de loi modifiant l'article 38, 12°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. L. Vanvelthoven, n° 987/1 du 26 mars 1997.
18. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 104 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. H. Bonte et L. Goutry, n° 994/1 du 14 avril 1997.
Rapporteur : M. D. Pieters.
19. Proposition de résolution relative au régime fiscal des travailleurs frontaliers.
Déposée par MM. J. Arens et P. Breyne (**), n° 1040/1 du 12 mai 1997.
Reprise par M. Y. Leterme le 13 juin 1997 en remplacement de M. P. Breyne (**).
Farde, n° 1040/2 du 13 juin 1997.
Rapporteur : M. R. Demotte.
20. Proposition de loi insérant un article 156bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Arens, n° 1251/1 du 27 octobre 1997.
Rapporteur : M. R. Demotte.
21. Proposition de loi modifiant l'article 27 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 1357/1 du 15 janvier 1998.
Rapporteur : M. D. Pieters.
22. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt pour épargne à long terme dans le cadre des contrats d'assurance-vie.
Déposée par Mme C. Burgeon, n° 1385/1 du 23 janvier 1998.
Rapporteur : M. R. Demotte.
23. Proposition de loi modifiant l'article 178 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. R. Daems, n° 1388/1 du 23 janvier 1998.
24. Proposition de loi modifiant l'article 32 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. R. Demotte, n° 1409/1 du 5 février 1998.
Rapporteur : M. H. Schoeters.
25. Proposition de loi insérant un article 156bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. Y. Leterme, n° 1411/1 du 5 février 1998.
Farde, n° 1411/2 du 8 juin 1998.
Rapporteur : M. R. Demotte.
26. Proposition de loi visant à modifier l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. R. Demotte et R. Meureau, n° 1466/1 du 24 mars 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.
27. Proposition de loi modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par Mme A. Van Haesendonck, n° 1472/1 du 25 mars 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.

28. Proposition de loi complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer un crédit d'impôt en faveur des travailleurs.
Déposée par MM. D. Bacquellaine et D. Reynders, n° 1540/1 du 8 mai 1998.
29. Proposition de loi modifiant l'article 53, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. R. Daems, n° 1596/1 du 11 juin 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.
30. Proposition de loi insérant un article 156*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. H. Brouns, n° 1609/1 du 16 juin 1998.
Rapporteur : M. R. Demotte.
31. Proposition de loi complétant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exonérer certaines indemnités à caractère social.
Déposée par MM. R. Demotte et P. Moriau, n° 1611/1 du 17 juin 1998.
Rapporteur : Mme A. Colen.
32. Projet de loi fixant le régime fiscal applicable aux primes de performance attribuées à certains athlètes olympiques belges.
Déposé par le gouvernement, n° 1614/1 du 18 juin 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.
33. Proposition de loi accordant une réduction d'impôt pour abonnements scolaires.
Déposée par Mme L. Croes épouse Lieten (**), n° 1622/1 du 24 juin 1998.
34. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées au timbre, en ce qui concerne l'octroi du crédit dans le domaine du logement social.
Déposée par M. P. Moriau, n° 1723/1 du 2 septembre 1998.
35. Proposition de loi modifiant les articles 145(4), 145(5) et 145(9) du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. H. Schoeters et L. Suykens, n° 1749/1 du 2 octobre 1998.
Rapporteur : M. D. Pieters.
36. Proposition de loi modifiant l'article 53, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. M. Didden, n° 1770/1 du 7 octobre 1998.
Amendement de M. M. Didden, n° 1770/2 du 8 décembre 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.
37. Proposition de loi modifiant l'article 145(18) du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. D. Vanpoucke, n° 1827/1 du 24 novembre 1998.
Rapporteur : Mme A. Van Haesendonck.
38. Proposition de loi abrogeant l'article 470 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. D. Reynders, n° 1904/1 du 30 décembre 1998.
39. Proposition de loi modifiant l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Lenssens et Mme G. D'Hondt, n° 1914/1 du 7 janvier 1999.
40. Proposition de loi insérant un article 470*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. R. Meureau, R. Demotte et M. Moock, n° 1918/1 du 11 janvier 1999.
41. Proposition de loi insérant un article 289*ter* et un article 289*quater* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. R. Demotte, M. Moock et R. Meureau, n° 1926/1 du 13 janvier 1999.
42. Proposition de loi éliminant les discriminations entre personnes mariées et cohabitants non mariés en matière d'impôt des personnes physiques.
Déposée par M. R. Daems, n° 1947/1 du 22 janvier 1999.
43. Proposition de loi modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. J. Van Aperen, n° 1962/1 du 1^{er} février 1999.
44. Proposition de loi modifiant l'article 145(8) du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. A. Desimpel, n° 1964/1 du 1^{er} février 1999.
45. Proposition de loi modifiant l'article 67 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. S. De Clerck, n° 2041/1 du 8 mars 1999.
46. Proposition de loi modifiant l'article 171, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 2075/1 du 17 mars 1999.
47. Proposition de loi modifiant l'article 38, 14°, du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'inciter à l'utilisation des motocyclettes et cyclomoteurs pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.
Déposée par MM. L. Michel et M. Wauthier, n° 2097/1 du 24 mars 1999.
48. Proposition de loi complétant l'article 394 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par M. H. Brouns, n° 2099/1 du 25 mars 1999.
49. Proposition de loi complétant l'article 53 du Code des impôts sur les revenus 1992.
Déposée par MM. R. Cuyt et Gh. Vermassen, n° 2199/1 du 26 avril 1999.

Impôt indirect

- Proposition de loi complétant la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière.
Déposée par Mme J. Herzet, n° 57/1 du 13 septembre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.
- Proposition de loi modifiant l'article 96 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en ce qui concerne la taxe de mise en circulation.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 79/1 du 22 septembre 1995.
- Proposition de loi étendant à de nouvelles catégories de bénéficiaires les avantages fiscaux octroyés lors de l'achat et de l'utilisation d'une voiture destinée au transport de personnes.
Déposée par M. M. Didden, n° 129/1 du 13 octobre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.
- Proposition de loi modifiant la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière.
Déposée par M. W. Cortois, n° 132/1 du 16 octobre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.
- Proposition de loi portant réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour la construction de logements sociaux et privés et portant réduction des droits d'enregistrement et du taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour la livraison d'un premier logement.
Déposée par M. R. Daems, n° 159/1 du 19 octobre 1995.
Rapporteur : M. L. Suykens.

6. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'imposer l'utilisation d'une caisse enregistreuse standardisée.
Déposée par MM. L. Suykens et R. Cuyt, n° 215/1 du 8 novembre 1995.
Rapporteur : M. J. Tavernier.
7. Proposition de loi modifiant l'article 92 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par MM. J. Canon et F. Dufour, n° 238/1 du 17 novembre 1995.
Rapport de M. L. Suykens, n° 238/2 du 15 avril 1998.
8. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente.
Déposée par M. F. Van den Eynde, n° 337/1 du 19 décembre 1995.
9. Proposition de loi portant certaines mesures concernant les films d'horreur.
Déposée par MM. F. Van den Eynde et F. De Man, n° 342/1 du 20 décembre 1995.
10. Proposition de loi modifiant l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par MM. J. Arens, M. Mairesse, P. Beaufays et J.-J. Viseur (**), n° 488/1 du 14 mars 1996.
Amendements de MM. J. Arens et J. Dupré (**), n° 488/2 du 11 juin 1996.
Rapporteur : M. J. Tavernier.
11. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par M. L. Suykens, n° 564/1 du 2 mai 1996.
12. Proposition de loi visant à modifier l'article 121 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par MM. R. Demotte, F. Dufour, R. Meureau et P. Moriau, n° 685/1 du 12 septembre 1996.
13. Proposition de loi visant à modifier le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, afin de faciliter l'accès à la première propriété immobilière.
Déposée par MM. M. Mairesse, J.-J. Viseur (**), J. Lefevre et R. Fournaux, n° 873/1 du 9 janvier 1997.
Amendement de M. M. Mairesse, n° 873/2 du 22 avril 1997.
Rapporteur : M. J. Arens.
14. Proposition de loi organisant certaines mesures fiscales en faveur de la gestion durable des forêts.
Déposée par M. Ph. Dallons, n° 950/1 du 6 mars 1997.
Rapporteur : M. J. Arens.
15. Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession en vue d'étendre aux immeubles non bâtis affectés à la production forestière le principe de la dation en paiement.
Déposée par M. Ph. Dallons, n° 1063/1 du 6 juin 1997.
16. Proposition de loi complétant l'article 44 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'exempter les prestations de services accomplies par les diététiciens.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 1162/1 du 1^{er} août 1997.
Rapporteur : M. D. Pieters.
17. Proposition de loi modifiant l'article 44, § 3, 2° du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par M. A. Desimpel, n° 1168/1 du 11 août 1997.
Rapporteur : Mme A. Van Haesendonck.

18. Proposition de loi modifiant le livre III de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État.
Déposée par MM. J.-P. Detremmerie et D. D'hondt, n° 1236/1 du 17 octobre 1997.
19. Proposition de loi insérant un article 140bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par M. I. Van Belle, n° 1368/1 du 16 janvier 1998.
20. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er}quater de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par MM. M. Mairesse et J. Arens, n° 1377/1 du 21 janvier 1998.
21. Proposition de loi modifiant l'article 52-2 du Code des droits de succession.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1590/1 du 5 juin 1998.
22. Proposition de loi insérant un article 83(4) dans le Code des droits de succession.
Déposée par M. R. Daems, n° 1963/1 du 1^{er} février 1999.
23. Proposition de loi abrogeant l'article 45, § 3, 3°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par M. R. Daems, n° 2007/1 du 23 février 1999.
24. Proposition de loi modifiant le taux de la TVA applicable à certains dispositifs médicaux.
Déposée par M. J. Lenssens et Mme G. D'Hondt, n° 2118/1 du 31 mars 1999.

Jeu de hasard

- Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale.
Déposée par M. X. Buisseret (**), n° 854/1 du 18 décembre 1996.

Maintien de la paix

- Proposition de loi créant un Fonds fiscal pour la paix.
Déposée par M. H. Van Dienderen, Mme M. Schüttringer et MM. J. Tavernier, L. Vanoot et J. Wauters, n° 2192/1 du 23 avril 1999.

Politique de l'argent

- Proposition de loi visant à garantir la parité et l'équivalence complète entre les diverses formes de monnaies belges ou ayant cours en Belgique.
Déposée par M. G. Clerfayt, n° 1347/1 du 29 décembre 1997.

Politique économique

- Proposition de loi rétablissant le régime des sociétés établies dans une zone de reconversion.
Déposée par M. P. Breyne (**), n° 174/1 du 24 octobre 1995.
Reprise par M. Y. Leterme, le 9 juin 1997, en remplacement de M. P. Breyne (**).
Farde, n° 174/2 du 9 juin 1997.
Rapporteurs : MM. D. Vanpoucke et H. Schoeters.

Redevances radio-télévision

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.
Déposée par M. X. Buisseret (**), n° 617/1 du 12 juin 1996.
Rapporteur : M. J. Arens.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.
Déposée par M. Y. Leterme, n° 1762/1 du 5 octobre 1998.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 2198/1 du 26 avril 1999.

Santé publique

- Proposition de loi créant un Fonds de compensation temporaire pour le parrainage et la lutte contre le tabagisme.
Déposée par MM. J. Lefevre et Th. Detienne, n° 1886/1 du 16 décembre 1998.
Amendement du gouvernement, n° 1886/2 du 13 janvier 1999.
Avis du Conseil d'État, n° 1886/3 du 3 février 1999.
Rapporteur : M. R. Demotte.

Transport routier

1. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 instaurant une eurovignette.
Déposée par Mme G. Gardeyn-Debever, n° 754/1 du 8 novembre 1996.
Amendement de M. L. Sevenhans, n° 754/2 du 21 janvier 1998.
Amendements de MM. J. Van Eetvelt, L. Suykens, H. Schoeters, R. Daems et J. Van Aperen, n° 754/3 du 24 mars 1998.
Amendement de M. J. Van Aperen, n° 754/4 du 20 mai 1998.
Rapporteurs : MM. D. Pieters et L. Suykens.
2. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.
Déposée par M. R. Daems, n° 1006/1 du 23 avril 1997.
Rapporteur : M. L. Suykens.
3. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.

Déposée par M. J. Van Aperen, n° 1370/1 du 16 janvier 1998.
Amendement de M. J. Van Aperen, n° 1370/2 du 20 mai 1998.
Rapporteurs : MM. D. Pieters et L. Suykens.

4. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par les véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.
Déposée par M. L. Sevenhans, n° 1403/1 du 2 février 1998.
Rapporteurs : MM. D. Pieters et L. Suykens.

5. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par les véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.
Déposée par MM. J. Van Eetvelt, J. Ansoms et L. Goutry, n° 1448/1 du 3 mars 1998.
Rapporteur : M. L. Suykens.

6. Proposition de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 décembre 1994 relative à l'eurovignette.
Déposée par M. J. Van Aperen, n° 1702/1 du 10 août 1998.

7. Proposition de loi visant à compléter l'article 5 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 1724/1 du 2 septembre 1998.

5. COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Circulation routière

1. Proposition de loi accélérant la répression des infractions routières par la perception d'amendes routières forfaitaires.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 462/1 du 4 mars 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 462/2 du 5 janvier 1999.
Amendements de M. J. Ansoms, n° 462/3 du 26 janvier 1999.
Rapporteur : M. M. Mook.
2. Proposition de loi concernant le règlement administratif de certaines infractions à la législation sur la circulation routière.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 561/1 du 30 avril 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 561/2 du 5 janvier 1999.
Rapporteur : M. M. Mook.
3. Proposition de loi relative à l'utilisation de gaz naturel comprimé (NGV) pour véhicules à moteur.
Déposée par M. H. Brouns, n° 771/1 du 14 novembre 1996.
Rapporteur : M. J. Ansoms.
4. Proposition de loi réprimant les comportements sociaux et agressifs dans la circulation.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 1402/1 du 2 février 1998.
Avis du Conseil d'État, n° 1402/2 du 5 janvier 1999.
Rapporteur : M. A. Frédéric.

Droit pénal

- Proposition de loi portant diverses mesures en vue de réprimer le trafic frauduleux des épaves de véhicules.
Déposée par MM. M. Mairesse et J.-J. Viseur (**), n° 1569/1 du 26 mai 1998.
Amendements de M. M. Mairesse, n° 1569/2 du 24 mars 1999.
Amendements de M. M. Mairesse et du gouvernement, n° 1569/3 du 19 avril 1999.
Rapporteur : M. M. Mook.

Entreprise publique

- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le service de médiation, la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.
Déposée par M. P. Roose (**), n° 1180/1 du 10 septembre 1997.
Rapporteur : M. M. Mook.

Immatriculation de véhicule

- Proposition de loi relative à l'apposition de signes distinctifs régionaux sur les véhicules automobiles et leurs remorques.
Déposée par MM. B. Laeremans et J. Van den Broeck, n° 358/1 du 9 janvier 1996.

Navigation aérienne

1. Proposition de loi sanctionnant les compagnies d'aviation et les pilotes d'avion ne respectant pas les règles et procédures de la navigation aérienne.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 46/1 du 9 août 1995.
Amendement de M. L. Vanoost, n° 46/2 du 21 mars 1996.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1989 fixant les redevances dues pour l'utilisation de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 47/1 du 9 août 1995.
Amendement de M. L. Vanoost, n° 47/2 du 21 mars 1996.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).
3. Proposition de loi instaurant un règlement général en matière de trafic aérien nocturne et de bruits d'avions à l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 303/1 du 13 décembre 1995.
Amendements de M. L. Vanoost, n° 303/2 du 21 mars 1996.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).
4. Proposition de loi fixant les redevances dues pour l'utilisation de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 304/1 du 13 décembre 1995.
Rapporteur : Mme T. Pieters (**).
5. Proposition de loi créant un Conseil consultatif des riverains de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 419/1 du 7 février 1996.
Rapporteur : M. M. Mook.
6. Proposition de loi modifiant la dénomination de l'aéroport national.
Déposée par MM. J. Huysentruyt, X. Buisseret (**), B. Laeremans et F. Van den Eynde, n° 571/1 du 9 mai 1996.
7. Proposition de loi interdisant les exhibitions d'acrobatie aérienne.
Déposée par M. L. Vanoost, n° 1245/1 du 23 octobre 1997.
8. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.
Déposée par M. J. Vandenhautte, n° 2076/1 du 18 mars 1999.

Politique des transports

1. Proposition de loi relative à la politique fédérale de la bicyclette.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 1974/1 du 9 février 1999.
2. Proposition de résolution relative à la promotion de la voiture en libre-service.
Déposée par M. H. Van Dienderen, n° 1975/1 du 9 février 1999.

Protection de l'environnement

1. Proposition de loi visant à favoriser l'utilisation de véhicules propulsés grâce à l'énergie électrique.
Déposée par MM. L. Toussaint, R. Demotte et M. Mook, n° 653/1 du 12 juillet 1996.
Amendements de M. J. Van Eetvelt, n° 653/2 du 8 janvier 1997.
Rapporteur : M. R. Fournaux.
2. Proposition de loi visant à promouvoir l'utilisation de véhicules propres.
Déposée par MM. H. Brouns et J. Ansoms, n° 1917/1 du 11 janvier 1999.

Redevances radio-télévision

Proposition de loi modifiant le texte néerlandais de l'intitulé de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Déposée par M. H. Olaerts, n° 940/1 du 25 février 1997.

Réseau ferroviaire

1. Proposition d'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la situation financière de la SNCB et de rédiger un rapport d'évaluation concernant la haute direction de la société.

Déposée par M. H. De Croo, n° 60/1 du 14 septembre 1995.
Amendements de M. H. Van Dienderen, n° 60/2 du 20 mars 1996.

Rapporteur : M. J. Van Aperen.

2. Proposition de résolution demandant au gouvernement de n'approuver le plan de restructuration « Objectif 2005 » de la SNCB qu'après la tenue d'un débat parlementaire.

Déposée par MM. H. Van Dienderen et Ph. Dallons, n° 428/1 du 13 février 1996.

Rapporteur : M. M. Moock.

3. Proposition de résolution relative à la conclusion d'un nouveau contrat de gestion avec la SNCB au terme d'un débat parlementaire.

Déposée par MM. H. Van Dienderen et Ph. Dallons, n° 620/1 du 17 juin 1996.

Rapporteur : M. P. Roose (**).

4. Proposition de résolution relative à l'insertion d'un chapitre concernant le vélo dans le nouveau contrat de gestion conclu avec la SNCB.

Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 896/1 du 24 janvier 1997.

Rapporteur : M. P. Roose (**).

5. Proposition de loi créant un Institut belge des transports ferroviaires.

Déposée par M. J. Ansoms, n° 1344/1 du 23 décembre 1997.

Rapporteur : M. M. Moock.

6. Proposition de résolution relative aux abonnements scolaires aux transports ferroviaires.

Déposée par M. J. Ansoms, n° 1899/1 du 21 décembre 1998.

7. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un moratoire en ce qui concerne le deuxième accès ferroviaire au port d'Anvers afin de réaliser des investissements destinés à accroître la ponctualité du service ferroviaire.

Déposée par MM. H. Van Dienderen, L. Vanoost et J. Wauters, n° 1973/1 du 9 février 1999.

Sécurité routière

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la sécurité routière en vue de rendre obligatoire l'utilisation d'un système de retenue adapté pour les passagers, mineurs d'âge.

Déposée par MM. Decroly et H. Van Dienderen, n° 88/1 du 29 septembre 1995.

Rapporteur : M. Wauthier.

2. Proposition de loi visant à renforcer le contrôle des freins et à imposer l'usage de ralentisseurs sur les poids lourds circulant en Belgique.

Déposée par M. R. Hotermans, n° 228/1 du 10 novembre 1995.

3. Proposition de loi visant à limiter le nombre d'accidents de la circulation survenant le week-end et renforçant à cet effet les sanctions applicables aux jeunes qui conduisent le week-end sous l'effet de la boisson.

Déposée par MM. G. Annemans, X. Buisseret (**), et I. Lowie, n° 450/1 du 28 février 1996.

4. Proposition de loi modifiant l'article 11.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, en ce qui concerne les limitations de vitesse.

Déposée par MM. H. Van Dienderen et Ph. Dallons, n° 578/1 du 20 mai 1996.

5. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière en vue de sanctionner plus lourdement certaines infractions en matière d'arrêt et de stationnement.

Déposée par M. R. Cuyt, n° 699/1 du 3 octobre 1996.

Rapporteur : M. J. Ansoms.

6. Proposition de loi modifiant l'article 67*bis* des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968.

Déposée par MM. D. Reynders, J. Vandenhoute et J. Barzin, n° 743/1 du 6 novembre 1996.

Rapporteur : M. M. Moock.

7. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en ce qui concerne les règlements complémentaires et les commissions consultatives.

Déposée par M. J. Ansoms, n° 748/1 du 6 novembre 1996.

Amendements de MM. J. Van Aperen, W. Taelman, A. Grosjean (**), M. Moock et J. Vandenhoute, n° 748/2 du 19 février 1997.

Avis du Conseil d'État, n° 748/3 du 11 avril 1997.

Avis du Conseil d'État, n° 748/4 du 21 mai 1997.

Rapporteur : M. R. Cuyt.

8. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, en ce qui concerne les infractions commises par les cyclistes et les piétons.

Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 816/1 du 6 décembre 1996.

9. Proposition de loi fixant les conditions d'aménagement des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure.

Déposée par MM. H. Van Dienderen et Ph. Dallons et Mme M. Schüttringer, n° 840/1 du 16 décembre 1996.

10. Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Déposée par Mme C. Burgeon, n° 894/1 du 23 janvier 1997.

Rapporteur : M. M. Moock.

11. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière en vue d'appliquer une politique différenciée en matière de limitation de la vitesse dans les zones urbanisées et d'instaurer la notion de « centre ».

Déposée par M. R. Cuyt, n° 1215/1 du 3 octobre 1997.

12. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'utilisation obligatoire du disque de stationnement, l'article 27.1.1., alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 1272/1 du 5 novembre 1997.

Rapporteur : M. W. Vermeulen.

13. Proposition de loi promouvant les déplacements à bicyclette et la sécurité des enfants qui jouent.
Déposée par MM. J. Ansoms et J. Van Eetvelt, n° 1301/1 du 26 novembre 1997.
14. Proposition de loi complétant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en vue de réprimer les agressions routières et d'instaurer l'immobilisation administrative des véhicules.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 1351/1 du 6 janvier 1998.
Avis du Conseil d'État, n° 1351/2 du 5 janvier 1999.
Amendement de M. J. Van Aperen, n° 1351/3 du 16 mars 1999.
Rapporteur : M. A. Frédéric.
15. Proposition de loi sur l'installation d'un enregistreur électronique de données d'accident à bord des véhicules automobiles.
Déposée par MM. H. Van Dienderen et L. Vanoost, n° 1548/1 du 12 mai 1998.
16. Proposition de loi promouvant l'usage de la bicyclette.
Déposée par M. R. Cuyt, n° 1739/1 du 16 septembre 1998.
17. Proposition de loi promouvant la sécurité routière en limitant le transport de marchandises.
Déposée par MM. J. Wauters, H. Van Dienderen, Th. Dettienne et Mme M. Schüttringer, n° 1780/1 du 20 octobre 1998.
18. Proposition de loi modifiant l'article 27.5.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Déposée par MM. L. Vanvelthoven et J. Verstraeten, n° 1952/1 du 28 janvier 1999.
19. Proposition de loi sanctionnant les conducteurs de camions qui ne respectent pas les intervalles entre les véhicules.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 1972/1 du 9 février 1999.
20. Proposition de loi modifiant l'article 2.7 du règlement général sur la police de la circulation routière.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2161/1 du 22 avril 1999.
21. Proposition de loi modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les patineurs à roulettes.

22. Proposition de loi modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les bandes de circulation réservées aux autobus et les sites spéciaux franchissables.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2163/1 du 22 avril 1999.
23. Proposition de loi modifiant l'article 77 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la zone avancée pour cyclistes.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2164/1 du 22 avril 1999.
24. Proposition de loi modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne l'arrêt et le stationnement.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2165/1 du 22 avril 1999.
25. Proposition de loi modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les passages prévus pour traverser la chaussée.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2166/1 du 22 avril 1999.
26. Proposition de loi modifiant l'article 68 du règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne l'autorisation des cyclistes dans les rues à sens unique.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2167/1 du 22 avril 1999.
27. Proposition de loi modifiant le règlement sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les signaux lumineux de circulation tricolores.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2168/1 du 22 avril 1999.

Transport routier

- Proposition de loi modifiant la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis.
Déposée par MM. J. Ansoms et D. Pieters, n° 700/1 du 3 octobre 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 700/2 du 6 février 1997.

6. COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Administration locale

- Proposition de résolution relative aux associations sans but lucratif communales et provinciales.
Déposée par MM. F. De Man et I. Lowie, n° 335/1 du 19 décembre 1995.

Administration publique

1. Proposition de loi limitant strictement les interventions de mandataires politiques dans le traitement de dossiers administratifs individuels.
Déposée par M. G. Annemans, n° 592/1 du 30 mai 1996.
2. Proposition de loi réglant les conditions de nomination et de promotion des personnes travaillant ou ayant travaillé dans des cabinets ministériels.
Déposée par MM. K. Van Hoorebeke et G. Bourgeois, n° 913/1 du 3 février 1997.

3. Proposition de résolution relative aux cadres linguistiques au sein des pouvoirs publics fédéraux.
Déposée par MM. B. Laeremans et G. Annemans, n° 1315/1 du 10 décembre 1997.

Aide de l'État

- Proposition de loi modifiant la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.
Déposée par MM. M. Mairesse et R. Lespagnard, n° 522/1 du 9 avril 1996.

Archives

1. Proposition de loi modifiant l'article 132 de la nouvelle loi communale.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 260/1 du 22 novembre 1995.
Avis du Conseil d'État, n° 260/2 du 11 mars 1997.

2. Proposition de loi modifiant la loi provinciale.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 261/1 du 22 novembre 1995.
Avis du Conseil d'État, n° 261/2 du 11 mars 1997.

Armée

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et l'article 71 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. F. Ghesquière, n° 493/1 du 25 mars 1996.
Rapporteur : M. P. Van Gheluwe.
Envoyée pour avis.

Communauté et Région

- Proposition de loi modifiant l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles en ce qui concerne l'attribution des emplois dans les services de la région de Bruxelles-Capitale aux différents cadres linguistiques.
Déposée par Mme A. Van de Casteele, n° 1473/1 du 25 mars 1998.
- Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.
Déposée par MM. G. Annemans et B. Laeremans, n° 1595/1 du 11 juin 1998.
- Proposition de loi transférant l'exercice de la tutelle administrative sur les communes de la Région de langue allemande à la Communauté germanophone.
Déposée par M. A. Gehlen, n° 1814/1 du 17 novembre 1998.
Rapporteur : M. P. Van Gheluwe.
- Proposition de loi modifiant l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles en ce qui concerne le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par Mme A. Van de Casteele et M. P. Dewael, n° 1882/1 du 15 décembre 1998.
- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 32 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.
Déposée par M. R. Delathouwer et Mme S. Creyf, n° 1901/1 du 21 décembre 1998.

Commune

- Proposition de loi modifiant le titre V, chapitre II, de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 32/1 du 19 juillet 1995.
- Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la désignation des bourgmestres et échevins, la nouvelle loi communale.
Déposée par MM. P. Roose (**) et P. Van Gheluwe, n° 307/1 du 13 décembre 1995.
- Proposition de loi modifiant l'article 85 de la nouvelle loi communale.
Déposée par MM. D. D'hondt et E. Bertrand (**), n° 392/1 du 26 janvier 1996.
Rapporteur : M. J.-P. Detremmerie.
- Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 569/1 du 7 mai 1996.
- Proposition de loi abrogeant la présomption de connaissance de la langue.
Déposée par MM. X. Buisseret (**), I. Lowie et J. Van den Broeck, n° 616/1 du 12 juin 1996.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 24 juin 1988 déterminant l'orthographe du nom des communes.
Déposée par MM. I. Lowie et X. Buisseret (**), n° 635/1 du 2 juillet 1996.

7. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.
Déposée par M. B. Laeremans, n° 714/1 du 14 octobre 1996.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.
Déposée par M. I. Lowie, n° 728/1 du 22 octobre 1996.

9. Proposition de loi modifiant l'article 71 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. B. Laeremans, n° 732/1 du 24 octobre 1996.

10. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.
Déposée par M. J. Van den Broeck, n° 746/1 du 6 novembre 1996.

11. Proposition de loi modifiant l'article 88, alinéa 1^{er}, de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. J. Van den Broeck, n° 966/1 du 18 mars 1997.

12. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'élection du bourgmestre, la nouvelle loi communale.
Déposée par MM. J. Van den Broeck et F. De Man, n° 974/1 du 24 mars 1997.

13. Proposition de loi modifiant l'article 301 de la nouvelle loi communale.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 985/1 du 26 mars 1997.

14. Proposition de loi modifiant l'article 134 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. F. De Man, n° 1029/1 du 6 mai 1997.

15. Proposition de loi spéciale supprimant les facilités linguistiques dans les communes de la périphérie bruxelloise.
Déposée par MM. G. Annemans et B. Laeremans, n° 1369/1 du 16 janvier 1998.

16. Proposition de loi modifiant l'article 244 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. J. Simonet, n° 1824/1 du 19 novembre 1998.

17. Proposition de loi portant élection directe du bourgmestre.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1982/1 du 12 février 1999.

18. Proposition de résolution visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 2017/1 du 25 février 1999.
Amendement de M. J.-P. Viseur, n° 2017/2 du 1^{er} avril 1999.

19. Proposition de loi visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 2023/1 du 1^{er} mars 1999.

Conseil d'État belge

1. Proposition de loi modifiant l'article 17, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 579/1 du 22 mai 1996.
Rapporteur : M. P. De Crem.

2. Proposition de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1234/1 du 14 octobre 1997.

3. Proposition de loi sanctionnant le recours téméraire ou vexatoire à la section d'administration du Conseil d'État.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 1497/1 du 15 avril 1998.

CPAS

- Proposition de loi modifiant les articles 88 et 89 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
- Déposée par M. L. Willems, Mme M. Dejonghe, MM. J.-P. Detremmerie et Ch. Janssens, n° 1798/1 du 5 novembre 1998.

Document d'identité

- Proposition de loi instaurant une carte de légitimation uniforme.
- Déposée par M. P. De Crem, n° 1506/1 du 22 avril 1998.

Emploi des langues

1. Proposition de loi modifiant l'article 21 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
Déposée par MM. B. Laeremans, I. Lowie et F. Van den Eynde, n° 452/1 du 29 février 1996.
2. Proposition de résolution relative à la reconnaissance du caractère spécifique du pays d'Arlon.
Déposée par M. I. Lowie, n° 636/1 du 2 juillet 1996.
3. Proposition de loi modifiant l'article 47 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
Déposée par M. A. Borginon, n° 917/1 du 6 février 1997.
4. Proposition de loi modifiant l'article 65 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
Déposée par Mme A. Van de Castele et MM. K. Van Hoorebeke et P. Dewael, n° 1500/1 du 15 avril 1998.
5. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 1502/1 du 20 avril 1998.
6. Proposition de loi modifiant l'article 52 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et insérant un article 59bis dans ces lois.
Déposée par M. F. Van den Eynde, n° 1945/1 du 22 janvier 1999.

Gouvernement

1. Proposition de loi réglementant l'emploi des langues pour les membres du gouvernement fédéral.
Déposée par MM. I. Lowie et X. Buisseret (**), n° 447/1 du 16 février 1996.
2. Proposition de loi visant à préciser et à augmenter la valeur informative des annonces gouvernementales publiées dans la presse écrite.
Déposée par M. G. Annemans, n° 634/1 du 2 juillet 1996.

Grève

- Proposition de loi garantissant la continuité des services publics en cas de grève.
- Déposée par MM. L. Michel, D. Reynders et P. Dewael, n° 378/1 du 23 janvier 1996.

Immatriculation de véhicule

- Proposition de loi instaurant l'immatriculation des bicyclettes.
- Déposée par M. W. Taelman, n° 77/1 du 21 septembre 1995.
Rapporteur : M. J. Van Eetvelt.

Incompatibilité

- Proposition de loi modifiant l'article 73 de la nouvelle loi communale.
- Déposée par M. J. Eeman, n° 367/1 du 12 janvier 1996.

Médiateur

- Proposition de loi modifiant la loi provinciale, la nouvelle loi communale ainsi que la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.
- Déposée par M. A. du Bus de Warnaffe, n° 2068/1 du 15 mars 1999.

Organisation électorale

1. Proposition de loi organisant l'élection des candidats-bourgmestres.
Déposée par MM. L. Michel, D. Reynders et J. Simonet, n° 93/1 du 3 octobre 1995.
2. Proposition de loi complétant l'article 102 du Code électoral.
Déposée par M. Th. Giet, n° 110/1 du 10 octobre 1995.
3. Proposition de loi concernant le droit de vote et d'éligibilité des habitants de la Belgique aux élections communales et provinciales.
Déposée par MM. F. Lozie et V. Decroly (**), n° 331/1 du 19 décembre 1995.
4. Proposition de loi modifiant le Code électoral.
Déposée par MM. G. Annemans, B. Laeremans et F. De Man, n° 623/1 du 18 juin 1996.
5. Proposition de loi abrogeant le titre VI du Code électoral.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1009/1 du 25 avril 1997.
6. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, en vue d'octroyer le droit de vote aux élections communales aux ressortissants des pays autres que les États membres de l'Union européenne.
Déposée par Mme P. Cahay-André et MM. J.-J. Viseur (**), et J.-P. Detremmerie, n° 1019/1 du 29 avril 1997.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, en vue de la suppression du vote obligatoire.
Déposée par M. J. Van Hecke (**), n° 1036/1 du 7 mai 1997.
8. Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, en vue de la suppression du vote obligatoire aux élections pour le Conseil régional wallon et le Parlement flamand.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1043/1 du 12 mai 1997.
9. Proposition de loi visant à neutraliser les effets du vote en case de tête aux élections législatives et provinciales.
Déposée par MM. L. Michel et D. Reynders, n° 1048/1 du 15 mai 1997.
10. Proposition de loi fusionnant les circonscriptions électorales de Bruges et d'Ostende-Furnes-Dixmude-Ypres.
Déposée par M. F. Lozie, n° 1083/1 du 17 juin 1997.

11. Proposition de loi modifiant le Code électoral en ce qui concerne les circonscriptions pour l'élection de la Chambre des représentants.
Déposée par M. F. Lozie, n° 1091/1 du 25 juin 1997.
12. Proposition de loi modifiant la législation électorale provinciale.
Déposée par M. F. Lozie, n° 1092/1 du 25 juin 1997.
13. Proposition de loi modifiant l'article 56 de la loi électorale communale.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 1104/1 du 1^{er} juillet 1997.
14. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale du 4 août 1932 et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales en vue de supprimer l'effet dévolutif du vote en case de tête.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 1105/1 du 1^{er} juillet 1997.
15. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la nouvelle loi communale.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 1106/1 du 1^{er} juillet 1997.
16. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 4 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1187/1 du 16 septembre 1997.
17. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1188/1 du 16 septembre 1997.
18. Proposition de loi visant à modifier la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.
Déposée par M. D. Reynders, n° 1420/1 du 16 février 1998.
19. Proposition de loi modifiant l'article 8, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1625/1 du 24 juin 1998.
20. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1626/1 du 24 juin 1998.
21. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 26bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1627/1 du 24 juin 1998.
22. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 21 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par MM. D. Reynders et L. Michel, n° 1628/1 du 24 juin 1998.
23. Proposition de loi spéciale relative au cumul de candidatures aux élections.
Déposée par MM. J. Wauters et J. Tavernier, n° 1640/1 du 8 juillet 1998.
24. Proposition de loi relative au cumul de candidatures lors d'élections organisées simultanément pour les Chambres législatives et le Parlement européen.
Déposée par MM. J. Wauters et J. Tavernier, n° 1641/1 du 8 juillet 1998.
25. Proposition de loi favorisant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes lors des élections.
Déposée par M. J. Wauters et Mme M. Schüttringer, n° 1731/1 du 10 septembre 1998.
26. Proposition de loi spéciale favorisant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes lors des élections.
Déposée par M. J. Wauters et Mme M. Schüttringer, n° 1732/1 du 10 septembre 1998.
27. Proposition de loi neutralisant le vote de liste et supprimant la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants lors des élections législatives.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1734/1 du 15 septembre 1998.
28. Proposition de loi neutralisant le vote de liste et supprimant la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants lors des élections du Parlement européen.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1735/1 du 15 septembre 1998.
29. Proposition de loi spéciale neutralisant le vote de liste et supprimant la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants lors des élections du Conseil de la région wallonne et du Parlement flamand.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1736/1 du 15 septembre 1998.
30. Proposition de loi spéciale neutralisant le vote de liste et supprimant la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants lors de l'élection du Conseil de la région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1737/1 du 15 septembre 1998.
31. Proposition de loi neutralisant les effets du vote de liste lors des élections communales et provinciales.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1738/1 du 15 septembre 1998.
32. Proposition de loi visant à modifier l'article 56 de la loi électorale communale du 4 août 1932.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 1771/1 du 7 octobre 1998.
33. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.
Déposée par M. F. De Man, n° 1772/1 du 8 octobre 1998.
34. Proposition de résolution concernant les opérations de vote automatisé.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 1941/1 du 21 janvier 1999.
35. Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État.
Déposée par MM. D. Reynders et O. Maingain et Mme P. Cahay-André, n° 2054/1 du 11 mars 1999.
Amendements de M. O. Deleuze, n° 2054/2 du 16 mars 1999.
Amendement de M. A. Gehlen, n° 2054/3 du 17 mars 1999.
36. Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, le Code électoral, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales ainsi que la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone.
Déposée par MM. D. Reynders et O. Maingain et Mme P. Cahay-André, n° 2055/1 du 11 mars 1999.

Passeport

Projet de loi supprimant la commission de recours relative à la délivrance des passeports.
Déposé par le gouvernement, n° 2006/1 du 23 février 1999.

Personne morale

Projet de loi organisant un répertoire national des personnes morales et des groupements dénués de personnalité juridique, soumis à des obligations ou titulaires de droits en vertu de la législation fiscale, sociale et économique belge.
Déposé par le gouvernement, n° 2151/1 du 20 avril 1999.

Police

Proposition de loi insérant un article 24*bis* dans la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.
Déposée par M. F. De Man, n° 1027/1 du 6 mai 1997.

Propagande électorale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone ainsi que la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposée par Mme P. Cahay-André et M. F. Cauwenberghs, n° 436/1 du 15 février 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 436/2 du 5 février 1997.

2. Proposition de loi relative au financement et à la comptabilité ouverte des composantes des partis politiques.
Déposée par MM. O. Deleuze et J. Tavernier, n° 964/1 du 18 mars 1997.

3. Proposition de loi limitant la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers en matière de financement des dépenses électorales et de partis politiques.
Déposée par MM. O. Deleuze et J. Tavernier, n° 980/1 du 25 mars 1997.

4. Proposition de loi relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux.
Déposée par M. P. De Crem, n° 1720/1 du 24 août 1998.

5. Proposition de loi spéciale relative au calcul de l'incidence financière des programmes électoraux.
Déposée par M. P. De Crem, n° 1721/1 du 24 août 1998.

Protection civile

Proposition de loi relative à la réforme des services de sécurité civile.
Déposée par M. R. Lespagnard, n° 1514/1 du 28 avril 1998.
Rapporteur : M. R. Lespagnard.

Protection de l'environnement

Proposition de loi visant à modifier la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.
Déposée par M. J.-P. Detremmerie, n° 1597/1 du 11 juin 1998.

Province

1. Proposition de loi modifiant la loi provinciale.
Déposée par MM. I. Lowie, B. Laeremans et F. Van den Eynde, n° 556/1 du 29 avril 1996.

2. Proposition de loi organisant l'élection des gouverneurs de province.
Déposée par M. F. Lozie, n° 1343/1 du 23 décembre 1997.

3. Proposition de loi modifiant les articles 1^{er}, 4, 5 et 5*bis* de la loi provinciale, en vue d'instaurer l'élection directe du gouverneur de province.
Déposée par M. F. Lozie, n° 1345/1 du 23 décembre 1997.

4. Proposition de loi modifiant l'article 5, § 1^{er}, de la loi provinciale.
Déposée par Mme A. Van de Casteele, n° 2012/1 du 23 février 1999.

Racisme

Proposition de loi abrogeant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Déposée par MM. F. Van den Eynde, J. Huysentruyt et F. De Man, n° 1379/1 du 21 janvier 1998.

Recensement de la population

Proposition de loi visant à modifier l'article 24*bis* de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 1634/1 du 29 juin 1998.

Référendum

1. Proposition de loi visant à instituer une consultation populaire au sujet du rétablissement de la peine de mort.
Déposée par M. H. Wailliez, n° 1049/1 du 15 mai 1997.

2. Proposition de loi instaurant un référendum sur le traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes.
Déposée par M. A. Borginon et Mme A. Van de Casteele, n° 1429/1 du 19 février 1998.

Ressortissant étranger

1. Proposition de loi réglementant le retour des personnes de nationalité étrangère.
Déposée par M. J. Simonet, n° 115/1 du 10 octobre 1995.

2. Proposition de résolution relative à la répression de toute forme de complicité avec l'immigration clandestine.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 165/1 du 20 octobre 1995.

3. Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposé par le gouvernement, n° 1487/1 du 2 avril 1998.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'organiser une procédure exceptionnelle de régularisation des étrangers en situation irrégulière et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue d'aménager un statut de protection temporaire.
Déposée par MM. V. Decroly (**), Th. Detienne, F. Lozie, J. Tavernier et O. Deleuze, n° 1810/1 du 12 novembre 1998.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les procédures d'obtention de la qualité de réfugié.

Déposée par MM. P. De Crem et J. Van Overberghe, n° 1897/1 du 21 décembre 1998.

6. Proposition de résolution relative à l'expulsion des ressortissants sierra-léonais.

Déposée par MM. V. Decroly (**), F. Lozie, J. Lefevre, S. Moureaux et Mme M. Schüttringer, n° 2029/1 du 3 mars 1999.

7. Proposition de loi instaurant une prime de retour pour les personnes de nationalité étrangère.

Déposée par M. J. Spinnewyn, n° 2044/1 du 8 mars 1999.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par M. Th. Giet, n° 2155/1 du 22 avril 1999.

Sécurité publique

1. Proposition de loi relative à l'utilisation de caméras.

Déposée par M. L. Vanvelthoven, n° 2079/1 du 18 mars 1999.

Rapporteur : M. P. Van Gheluwe.

2. Proposition de loi relative à l'installation de caméras de surveillance et de sécurité sur la voie publique.

Déposée par M. J. Van Overberghe, n° 2101/1 du 25 mars 1999.

Syndicat

Proposition de loi instaurant la représentation syndicale dans la fonction publique.

Déposée par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 139/1 du 17 octobre 1995.

7. COMMISSION DE LA JUSTICE

Adoption d'enfant

1. Proposition de loi tendant à autoriser l'adoption par un ménage de fait.

Déposée par M. A. Duquesne, n° 151/1 du 18 octobre 1995.

2. Proposition de loi modifiant l'article 355 du Code civil relatif à l'adoption.

Déposée par MM. Th. Giet et J. Simonet, n° 1294/1 du 19 novembre 1997.

Aide aux défavorisés

Proposition de loi relative aux appels à la générosité du public.

Déposée par M. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 912/1 du 3 février 1997.

Armée

1. Proposition de loi portant suppression des tribunaux militaires en temps de paix.

Déposée par MM. S. Moureaux et A. Borin, n° 567/1 du 3 mai 1996.

Amendement de M. L. Vanoost, n° 567/2 du 30 septembre 1997.

2. Proposition de loi modifiant le Code pénal militaire en ce qui concerne la destitution et la privation du grade.

Déposée par M. J. Eeman, n° 993/1 du 2 avril 1997.

Assurance automobile

Proposition de loi relative aux délais maximums dans lesquels l'assureur est tenu d'indemniser les dommages résultant de lésions corporelles subies lors d'un accident de la circulation.

Déposée par M. J. Ansoms, n° 1623/1 du 24 juin 1998.

Autorité parentale

Proposition de loi modifiant l'article 387bis du Code civil.

Déposée par M. A. Borin, n° 774/1 du 21 novembre 1996.

Avocat

1. Proposition de loi modifiant l'article 459 du Code judiciaire.

Déposée par MM. P. Roose (***) et R. Landuyt, n° 1072/1 du 11 juin 1997.

2. Proposition de loi modifiant l'article 428 du Code judiciaire.

Déposée par M. J. Van Overberghe, n° 1777/1 du 15 octobre 1998.

Avortement

1. Proposition de loi repénalisant l'avortement.

Déposée par M. G. Annemans, n° 388/1 du 24 janvier 1996.

2. Proposition de loi modifiant l'article 350, alinéa 2, 6°, du Code pénal.

Déposée par Mme A. Colen, n° 952/1 du 6 mars 1997.

Bail

1. Proposition de loi visant à insérer un article 1741bis dans le Code civil.

Déposée par M. Ch. Janssens, n° 64/1 du 19 septembre 1995.

Rapporteur : M. R. Landuyt.

2. Proposition de loi complétant le Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur en vue d'instaurer un loyer maximum.

Déposée par M. R. Landuyt, n° 267/1 du 24 novembre 1995.

Rapporteur : M. R. Landuyt.

3. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer un droit de préemption dans le chef des locataires d'une résidence principale.

Déposée par M. R. Landuyt, n° 268/1 du 24 novembre 1995.

Rapporteur : M. R. Landuyt.

4. Proposition de loi relative à la sous-location de logements par des associations.

Déposée par M. R. Landuyt, n° 269/1 du 24 novembre 1995.

5. Proposition de loi octroyant le droit de représentation en justice aux syndicats de locataires.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 500/1 du 28 mars 1996.
6. Proposition de loi instaurant une garantie locative maximale pour les logements modestes servant de résidence principale.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 518/1 du 9 avril 1996.
Rapporteur : M. R. Landuyt.
7. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur.
Déposée par MM. V. Decroly (**) et F. Lozie, n° 659/1 du 16 juillet 1996.
8. Proposition de loi modifiant l'article 3, § 2, du livre III, titre VIII, chapitre II, section II, du Code civil.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1759/1 du 5 octobre 1998.
9. Proposition de loi complétant l'article 1^{er}, § 1^{er}*bis*, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1760/1 du 5 octobre 1998.
10. Proposition de loi insérant un article 1762^{ter} dans le Code civil et complétant l'article 3 du livre III, titre VIII, chapitre II, section II, du même code.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1761/1 du 5 octobre 1998.
11. Proposition de loi insérant un article 7*bis* dans le livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1884/1 du 16 décembre 1998.

Bail commercial

Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les règles relatives aux baux commerciaux.
Déposée par MM. M. Verwilghen et I. Van Belle, n° 81/1 du 26 septembre 1995.

Bail rural

1. Proposition de loi modifiant l'article 52, 7°, des règles du Code civil particulières aux baux à ferme.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 198/1 du 27 octobre 1995.
2. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi sur le bail à ferme.
Déposée par M. H. De Croo, n° 1016/1 du 28 avril 1997.
3. Proposition de loi modifiant les articles 9 et 12 de la section 3 du livre III, titre VIII, chapitre II du Code civil.
Déposée par M. J. Arens, n° 1927/1 du 13 janvier 1999.

Bioéthique

Proposition de loi visant à interdire le clonage des êtres humains.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et F. Lozie, n° 1122/1 du 9 juillet 1997.
Amendement de MM. R. Denis et Ph. Seghin, n° 1122/2 du 28 janvier 1998.

Commerce des armes

Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.
Déposée par M. A. Borginon, n° 1844/1 du 27 novembre 1998.

Commission d'enquête

1. Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique en vue de lutter contre les sectes et les dangers que représentent ces sectes pour les personnes et particulièrement pour les mineurs d'âge.
Déposée par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 98/1 du 4 octobre 1995.
2. Proposition d'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier les problèmes liés au trafic et à la consommation de drogues dans notre société et de formuler des propositions en vue de l'élaboration d'une politique antidrogue diversifiée et efficace.
Déposée par M. F. De Man, n° 230/1 du 13 novembre 1995.

Commune

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 2026/1 du 3 mars 1999.

Concubin

1. Proposition de loi instituant l'union civile.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 372/1 du 17 janvier 1996.
2. Proposition de loi organisant le partenariat enregistré.
Déposée par MM. R. Landuyt et L. Willems, n° 1417/1 du 10 février 1998.
Amendement de M. R. Landuyt, n° 1417/2 du 18 juin 1998.

Contrat

Proposition de loi relative à la protection des acquéreurs dans les contrats portant sur l'utilisation de biens immobiliers en régime de jouissance à temps partagé.
Déposée par M. S. Moureaux, n° 74/1 du 20 septembre 1995.

Cultes

1. Proposition de loi relative à l'organisation des fabriques des églises et à la gestion de leurs biens et revenus.
Déposée par MM. Ch. Janssens, J.-P. Henry et S. Moureaux, n° 75/1 du 20 septembre 1995.
2. Proposition de loi modifiant le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.
Déposée par Mme S. Creyf, n° 259/1 du 22 novembre 1995.
Avis du Conseil d'État, n° 259/2 du 11 mars 1997.
3. Proposition de loi organisant les fabriques d'église.
Déposée par MM. P. Beaufays, J. Arens, M. Mairesse, J.-J. Viseur (**) et R. Fournaux, n° 446/1 du 16 février 1996.
4. Proposition de résolution concernant la représentation de l'islam en Belgique.
Déposée par MM. V. Decroly (**), J. Tavernier et O. Deleuze, n° 1119/1 du 8 juillet 1997.
5. Projet de loi relatif aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues.
Déposé par le gouvernement, n° 1966/1 du 5 février 1999.
Amendements de M. D. Vandebosche, n° 1966/2 du 31 mars 1999.

Divorce

1. Proposition de loi modifiant l'article 223 du Code civil concernant la limitation dans le temps des mesures urgentes et provisoires.
Déposée par M. L. Willems, n° 1496/1 du 15 avril 1998.
2. Proposition de loi relative à la médiation en matière de divorce.
Déposée par M. J. Vandeurzen, n° 1773/1 du 9 octobre 1998.

Dommages et intérêts

- Proposition de résolution relative à la défense des intérêts du Trésor dans les affaires INUSOP et Agusta.
Déposée par M. F. De Man, n° 494/1 du 26 mars 1996.

Droit civil

1. Proposition de loi relative au bail emphytéotique.
Déposée par M. J. Simonet, n° 114/1 du 10 octobre 1995.
2. Proposition de loi relative à la renonciation à l'accession en matière immobilière.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 163/1 du 20 octobre 1995.
3. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi hypothécaire.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 179/1 du 24 octobre 1995.
4. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi hypothécaire.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 180/1 du 24 octobre 1995.
5. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire relative au délai de péremption des inscriptions des hypothèques conventionnelles.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 203/1 du 31 octobre 1995.
6. Proposition de loi modifiant l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les hypothèques.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 762/1 du 8 novembre 1996.
Rapporteurs : MM. J. Vandeurzen et Th. Giet.
7. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer un privilège général sur les meubles en faveur des victimes d'infractions criminelles.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 800/1 du 29 novembre 1996.
8. Proposition de loi modifiant les règles de prescription en droit privé.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorbeke, n° 1192/1 du 16 septembre 1997.
Rapporteur : M. J. Barzin.
9. Projet de loi visant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives à la preuve des obligations.
Déposé par le gouvernement, n° 2141/1 du 14 avril 1999.
10. Proposition de loi complétant les dispositions du Code civil relatives aux contrats d'entreprise et de sous-traitance.
Déposée par M. S. De Clerck, n° 2146/1 du 19 avril 1999.

Droit pénal

1. Proposition de loi complétant l'article 401bis du Code pénal en vue de réprimer les mutilations sexuelles.

- Déposée par Mme J. Herzet, n° 56/1 du 13 septembre 1995.
2. Proposition de loi complétant le Code pénal afin de réprimer les appels abusifs à la générosité de la population.
Déposée par M. P. Breyne c.s., n° 99/1 du 4 octobre 1995.
Reprise par M. Y. Leterme.
Farde, n° 99/2 du 4 septembre 1998.
3. Proposition de loi modifiant les articles 467 et 471 du Code pénal.
Déposée par M. Th. Giet, n° 108/1 du 6 octobre 1995.
4. Proposition de loi insérant un article 331ter dans le Code pénal afin de réprimer davantage la violence et les débordements des spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football.
Déposée par MM. J. Simonet et D. Reynders, n° 119/1 du 10 octobre 1995.
5. Proposition de loi insérant un article 253bis dans le Code pénal.
Déposée par Mme P. Cahay-André, n° 147/1 du 18 octobre 1995.
6. Proposition de loi relative à la répression de l'évasion de détenus.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 148/1 du 18 octobre 1995.
7. Proposition de loi modifiant l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 149/1 du 18 octobre 1995.
8. Proposition de loi supprimant l'emprisonnement subsidiaire.
Déposée par MM. M. Verwilghen, P. Dewael et I. van Belle, n° 183/1 du 25 octobre 1995.
9. Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par MM. M. Verwilghen, P. Dewael et I. van Belle, n° 184/1 du 25 octobre 1995.
10. Proposition de loi relative à l'interdiction légale.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 197/1 du 27 octobre 1995.
11. Proposition de loi renforçant la répression des crimes commis sur les jeunes et les personnes âgées et les garanties pour la mise en liberté d'internés en vertu de la loi de défense sociale.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 221/1 du 9 novembre 1995.
12. Proposition de loi modifiant les articles 17 et 25 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 244/1 du 20 novembre 1995.
13. Proposition de loi modifiant les articles 16 et 26 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 245/1 du 20 novembre 1995.
14. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par MM. F. De Man et X. Buisseret (**), n° 295/1 du 8 décembre 1995.
15. Proposition de loi instaurant la responsabilité pénale des personnes morales et prescrivant des sanctions adaptées applicables à celles-ci en cas d'infraction.
Déposée par MM. F. Lozie et V. Decroly (**), n° 332/1 du 19 décembre 1995.

16. Proposition de loi portant abolition de la peine de mort et son remplacement par des peines incompressibles garanties par des mesures de sûreté.
Déposée par MM. A. Duquesne, L. Michel et J. Barzin, n° 343/1 du 21 décembre 1995.
Amendements de MM. J. Barzin et A. Duquesne, n° 343/2 du 24 avril 1996.
Rapport de M. L. Willems, n° 343/3 du 21 mai 1996.
17. Proposition de loi liant le montant des amendes pénales aux moyens financiers du prévenu.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 541/1 du 29 avril 1996.
18. Proposition de loi modifiant l'article 380*bis* du Code pénal.
Déposée par M. M. Verwilghen, n° 625/1 du 20 juin 1996.
19. Proposition de loi relative à l'exécution des peines et à la libération conditionnelle des auteurs de faits délictueux commis sur la personne de mineurs d'âge.
Déposée par Mme J. Herzet, n° 663/1 du 19 juillet 1996.
20. Proposition de loi instaurant une responsabilité civile des personnes ayant mis abusivement en liberté des détenus commettant de nouveaux crimes ou délits.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 693/1 du 25 septembre 1996.
21. Proposition de loi accordant aux repentis une exemption temporaire et exceptionnelle de peine.
Déposée par MM. F. Lozie et J. Tavernier, n° 711/1 du 14 octobre 1996.
22. Proposition de loi modifiant l'article 447, alinéa 3, du Code pénal.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 818/1 du 6 décembre 1996.
23. Proposition de loi abrogeant la loi du 20 décembre 1852 relative à la répression des offenses envers les chefs des gouvernements étrangers.
Déposée par M. X. Buisseret (**), n° 852/1 du 18 décembre 1996.
24. Proposition de loi abrogeant la loi du 6 avril 1847 relative à la répression des offenses envers le Roi.
Déposée par M. X. Buisseret (**), n° 853/1 du 18 décembre 1996.
25. Proposition de loi visant à instaurer et à protéger le libre choix du médecin et la liberté thérapeutique en milieu carcéral.
Déposée par MM. R. Biefnot, M. Minne et M. Moock, n° 876/1 du 9 janvier 1997.
26. Proposition de loi visant à améliorer la lutte contre le crime organisé, le grand banditisme et le terrorisme.
Déposée par M. J.-P. Moerman, n° 880/1 du 10 janvier 1997.
27. Proposition de loi supprimant pour les auteurs ou les auteurs présumés d'actes portant atteinte à l'intégrité physique des personnes, la protection offerte par les dispositions des lois relatives aux analyses physiologiques et au stockage des données à caractère personnel.
Déposée par M. J. Van den Broeck, Mme A. Colen et M. B. Laeremans, n° 919/1 du 7 février 1997.
28. Proposition de loi instaurant l'interdiction du droit de conduire un véhicule à moteur ou de piloter un bateau ou un avion.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 957/1 du 12 mars 1997.

29. Proposition de loi complétant le Code pénal en vue de protéger le drapeau national belge.
Déposée par MM. A. Duquesne et M. Mairesse, n° 1031/1 du 6 mai 1997.
30. Proposition de loi insérant un article 146*bis* dans le Code pénal, visant à protéger l'exercice des droits garantis par la Constitution et par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 1191/1 du 16 septembre 1997.
Amendement de M. L. Willems, n° 1191/2 du 4 février 1999.
31. Proposition de loi insérant dans le Code pénal un article 417*bis* visant à réprimer l'incitation au suicide.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 1197/1 du 22 septembre 1997.
32. Proposition de loi modifiant la loi des 5 et 15 septembre 1807 relative au recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public en matière criminelle, correctionnelle et de police, en vue d'abroger le privilège de l'avocat sur ses honoraires pour la défense du condamné.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1238/1 du 16 octobre 1997.
33. Proposition de loi modifiant la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.
Déposée par MM. A. Duquesne et D. Reynders, n° 1291/1 du 19 novembre 1997.
34. Proposition de loi modifiant l'article 314*bis* du Code pénal.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 1398/1 du 2 février 1998.
Rapporteur : M. Th. Giet.
35. Proposition de loi précisant la mission de la Commission nationale d'évaluation chargée d'évaluer l'application des dispositions relatives à l'interruption de grossesse.
Déposée par Mmes I. van Kessel et A. Van Haesendonck, n° 1610/1 du 17 juin 1998.
36. Proposition de loi relative à la répression du meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion ou pour en assurer l'impunité.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 1643/1 du 10 juillet 1998.
37. Proposition de loi sanctionnant les autorités publiques qui contournent la loi pénale.
Déposée par Mme A. Colen, n° 1697/1 du 29 juillet 1998.
38. Proposition de loi accordant aux repentis une immunité pénale dans le cadre de la lutte contre le crime organisé.
Déposée par MM. A. Duquesne et J.-P. Moerman, n° 1813/1 du 16 novembre 1998.
39. Proposition de loi modifiant l'article 341 du Code pénal.
Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 2111/1 du 30 mars 1999.

Droit successoral

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de permettre aux époux séparés de bien d'attribuer au survivant des biens indivis.
Déposée par M. P. Beaufays, n° 24/1 du 11 juillet 1995.
2. Proposition de loi relative aux incidences fiscales de la conversion de l'usufruit du conjoint survivant en concours avec des descendants issus d'un précédent mariage.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 157/1 du 19 octobre 1995.

3. Proposition de loi en vue de remédier à la fragilité de la propriété acquise par voie de libéralité.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 199/1 du 27 octobre 1995.
4. Proposition de loi modifiant l'article 909 du Code civil.
Déposée par M. S. Moureaux, n° 325/1 du 18 décembre 1995.
5. Proposition de loi relative aux droits successoraux du conjoint survivant.
Déposée par MM. J. Simonet, A. Duquesne et L. Michel, n° 819/1 du 6 décembre 1996.
6. Proposition de loi modifiant l'article 909 du Code civil.
Déposée par MM. J. Valkeniers et T. Smets, n° 1366/1 du 16 janvier 1998.

Droits du malade

- Proposition de loi élargissant le droit de codécision du patient par l'institution d'une déclaration de volonté relative au traitement.
Déposée par M. F. Lozie, n° 227/1 du 10 novembre 1995.

Emploi des langues

1. Proposition de loi modifiant l'article 53 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par M. P. Dewael, n° 105/1 du 6 octobre 1995.
2. Proposition de loi relative à l'emploi de la langue allemande en matière législative.
Déposée par MM. I. Lowie et X. Buisseret (**), n° 639/1 du 2 juillet 1996.
3. Proposition de loi insérant un article 42*bis* dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par MM. A. Borin et P. Moriau, n° 839/1 du 16 décembre 1996.
4. Proposition de loi modifiant l'article 43*quater*, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 910/1 du 31 janvier 1997.
5. Proposition de loi modifiant l'article 43*quater* de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Déposée par Mme A. Van de Casteele et M. G. Bourgeois, n° 1766/1 du 5 octobre 1998.

État civil

- Proposition de loi modifiant les articles 78 et 79 du Code civil concernant la déclaration et les actes de décès.
Déposée par M. J. Van Eetvelt, n° 496/1 du 26 mars 1996.

Faillite

- Proposition de loi modifiant l'article 101 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.
Déposée par M. A. du Bus de Warnaffe, n° 2153/1 du 21 avril 1999.

Filiation

1. Proposition de loi concernant le nom de famille de l'enfant.
Déposée par Mme L. Croes épouse Lieten (**), n° 168/1 du 23 octobre 1995.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de permettre la modification du nom patronymique.
Déposée par M. D. Reynders et Mme J. Herzet, n° 2016/1 du 25 février 1999.

3. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de supprimer les discriminations entre hommes et femmes dans la transmission du nom à l'enfant.
Déposée par Mme M. Schüttringer et M. F. Lozie, n° 2053/1 du 11 mars 1999.

Grève

1. Proposition de loi insérant un article 438*bis* dans le Code pénal.
Déposée par MM. D. Reynders, L. Michel et P. Dewael, n° 417/1 du 6 février 1996.
2. Proposition de loi réorganisant la procédure du référé pour les contestations qui résultent de conflits collectifs du travail.
Déposée par MM. O. Deleuze, J. Wauters et Th. Detienne, n° 747/1 du 6 novembre 1996.

Guerre

- Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. A. Borginon, G. Bourgeois, H. Olaerts, Mme A. Van de Casteele et M. K. Van Hoorebeke, n° 849/1 du 18 décembre 1996.

Huissier

- Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'instaurer une réglementation objective en matière de nomination des huissiers de justice.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 390/1 du 25 janvier 1996.

Intérêt

- Proposition de loi abaissant le taux de l'intérêt légal.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 519/1 du 9 avril 1996.

Jeu de hasard

- Proposition de loi insérant un article 7*bis* dans la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.
Déposée par M. J. Simonet, n° 116/1 du 10 octobre 1995.

Juridiction pénale

- Proposition de loi modifiant l'article 224 du Code judiciaire.
Déposée par M. J. Simonet, n° 1058/1 du 3 juin 1997.

Liberté de la presse

1. Proposition de loi relative à la protection des sources d'information du journaliste.
Déposée par MM. P. Dewael, G. Versnick et M. Verwilghen, n° 137/1 du 16 octobre 1995.
2. Proposition de loi interprétative de l'article 18, alinéa 2, du Code judiciaire.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 306/1 du 13 décembre 1995.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 311/1 du 13 décembre 1995.

4. Projet de loi relatif au droit de réponse et au droit d'information.

Déposé par le gouvernement, n° 2034/1 du 8 mars 1999.
Amendements de MM. G. Bourgeois, A. Duquesne, J. Barzin, Y. Leterme, R. Landuyt, M. Verwilghen et S. Moureaux, n° 2034/2 du 24 mars 1999.
Rapporteur : M. D. Vandebossche.

5. Projet de loi modifiant l'article 587 du Code judiciaire.
Déposé par le gouvernement, n° 2035/1 du 8 mars 1999.
Rapporteur : M. D. Vandebossche.

Mariage

1. Proposition de loi modifiant l'article 164 du Code civil.
Déposée par M. S. Moureaux, n° 73/1 du 20 septembre 1995.
2. Proposition de loi modifiant l'article 1394 du Code civil en ce qui concerne la renonciation à l'accession entre époux communs en biens.
Déposée par MM. J.-P. Moerman, J. Barzin et A. Duquesne, n° 429/1 du 13 février 1996.
3. Proposition de loi complétant le Code civil en vue de faire de l'appartenance à des sexes différents une condition au mariage.
Déposée par M. F. Van den Eynde, Mme A. Colen, MM. G. Annemans et B. Laeremans, n° 932/1 du 19 février 1997.
4. Proposition de loi modifiant les articles 144, 162 et 163 du Code civil.
Déposée par M. G. Versnick, n° 2208/1 du 28 avril 1999.
5. Projet de loi modifiant les articles 162 et 164 du Code civil.
Déposé par le gouvernement, n° 2219/1 du 29 avril 1999.

Médecine

Proposition de loi relative à la protection de l'embryon in vitro.
Déposée par MM. Th. Detienne et F. Lozie, n° 1875/1 du 11 décembre 1998.

Morale

Proposition de loi créant un Centre de concertation et d'avis sur les valeurs.
Déposée par M. M. Eyskens, n° 1718/1 du 19 août 1998.

Naturalisation

Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge.
Déposée par M. P. Dewael, n° 1765/1 du 5 octobre 1998.

Notaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat relative à la force exécutoire de l'acte notarié contenant des clauses « rédigées par référence ».
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 171/1 du 23 octobre 1995.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 204/1 du 31 octobre 1995.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'Ordre national des avocats.
Déposée par MM. G. Annemans, B. Laeremans et F. Van den Eynde, n° 1227/1 du 7 octobre 1997.
2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'Ordre national des avocats, le livre III, titre III, de la deuxième partie du Code judiciaire.
Déposée par MM. G. Bourgeois, L. Willems, D. Vandebossche, P. Dewael, S. Verherstraeten et K. Van Hoorebeke, n° 1241/1 du 17 octobre 1997.

Organisation judiciaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Déposée par M. P. Beaufays, n° 33/1 du 19 juillet 1995.
2. Proposition de loi modifiant les articles 270, 271, 282 et 283 du Code judiciaire.
Déposée par M. M. Verwilghen, n° 84/1 du 26 septembre 1995.
3. Proposition de loi modifiant les articles 259bis, 259ter et 259quater du Code judiciaire et l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats.
Déposée par M. P. Dewael, n° 89/1 du 29 septembre 1995.
Amendement de M. R. Hotermans, n° 89/2 du 7 novembre 1995.
4. Proposition de loi modifiant l'article 64 du Code judiciaire.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 508/1 du 2 avril 1996.
5. Proposition de loi modifiant l'article 205 du Code judiciaire en vue d'améliorer le travail des tribunaux du commerce.
Déposée par M. J. Simonet, n° 565/1 du 3 mai 1996.
6. Proposition de loi visant à instituer un Conseil supérieur de la magistrature.
Déposée par MM. A. Duquesne et P. Dewael, n° 650/1 du 11 juillet 1996.
7. Proposition de loi modifiant l'article 383 du Code judiciaire en vue de ramener à soixante-cinq ans l'âge de la mise à la retraite des magistrats de l'ordre judiciaire.
Déposée par M. D. Vandebossche, n° 749/1 du 7 novembre 1996.
8. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la promotion des magistrats.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 765/1 du 12 novembre 1996.
9. Proposition de loi modifiant l'article 259ter du Code judiciaire.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 874/1 du 9 janvier 1997.
10. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de supprimer le port obligatoire de la toge pour les magistrats, les greffiers et les avocats dans l'exercice de leurs fonctions.
Déposée par M. D. Vandebossche, n° 895/1 du 23 janvier 1997.
11. Proposition de loi visant à abroger les articles 353 et 441 du Code judiciaire.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 941/1 du 25 février 1997.

12. Proposition de loi modifiant les articles 383 et 391 du Code judiciaire, relatifs à la retraite, la pension et l'éméritat des magistrats.
Déposée par M. A. Borin, n° 972/1 du 20 mars 1997.
13. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Déposée par M. A. Borin, n° 983/1 du 26 mars 1997.
14. Proposition de loi modifiant l'annexe du Code judiciaire.
Déposée par Mme P. Cahay-André, n° 1113/1 du 4 juillet 1997.
15. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'organisation judiciaire en vue de la scission des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Déposée par MM. B. Laeremans, G. Annemans et F. De Man, n° 1118/1 du 7 juillet 1997.
16. Projet de loi portant création du Conseil fédéral des greffiers et des secrétaires.
Déposé par le gouvernement, n° 1171/1 du 4 septembre 1997.
17. Proposition de loi visant à la création d'un auditorat économique et social.
Déposée par MM. Th. Giet, J.-J. Viseur (***) et D. Reynders, n° 1178/1 du 10 septembre 1997.
18. Proposition de loi modifiant l'article 351 du Code judiciaire.
Déposée par MM. Th. Giet et R. Landuyt, n° 1298/1 du 26 novembre 1997.
19. Proposition de loi adaptant le cadre du personnel du tribunal de première instance d'Ypres.
Déposée par M. Y. Leterme, n° 1380/1 du 21 janvier 1998.
20. Proposition de loi adaptant le cadre du personnel du tribunal de première instance de Furnes.
Déposée par M. Y. Leterme, n° 1381/1 du 21 janvier 1998.
21. Proposition de loi modifiant l'article 194 du Code judiciaire.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1551/1 du 13 mai 1998.
22. Proposition de loi modifiant les articles 366 et 367 du Code judiciaire.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 1935/1 du 19 janvier 1999.
23. Proposition de loi modifiant le cadre linguistique et le nombre des magistrats de la Cour de cassation.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 1946/1 du 22 janvier 1999.
24. Proposition de loi modifiant les articles 308 et 309 du Code judiciaire.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 2049/1 du 11 mars 1999.
25. Proposition de loi visant à modifier l'article 365 du Code judiciaire relatif aux traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire et à compléter les articles 90 et 171 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de modifier l'imposition des revenus des juges consulaires et sociaux.
Déposée par MM. A. du Bus de Warnaffe et J. Vandeurzen, n° 2147/1 du 20 avril 1999.

Pensions

- Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.
Déposée par M. S. Moureaux, n° 72/1 du 20 septembre 1995.

Personne morale

- Proposition de loi accordant la personnalité civile à l'enfant à naître.
Déposée par M. G. Annemans, Mme A. Colen et M. I. Lowie, n° 465/1 du 5 mars 1996.

Procédure civile

1. Proposition de loi visant à préciser les modalités d'application de l'astreinte prévue aux articles 1385*bis* et suivants du Code judiciaire, en matière d'obligation de respect des droits de visite d'enfant, dans le cadre des procédures de divorce ou de séparation temporaire ou définitive des parents.
Déposée par M. R. Hotermans, n° 76/1 du 21 septembre 1995.
2. Proposition de loi modifiant l'article 516 du Code judiciaire.
Déposée par M. M. Verwilghen, n° 78/1 du 22 septembre 1995.
Rapporteur : M. J.-J. Viseur (**).
3. Proposition de loi modifiant l'article 1017 du Code judiciaire.
Déposée par M. Th. Giet, n° 107/1 du 6 octobre 1995.
4. Proposition de loi modifiant l'article 1219 du Code judiciaire.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 169/1 du 23 octobre 1995.
5. Proposition de loi modifiant les articles 1193*bis* et 1326 du Code judiciaire.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 186/1 du 25 octobre 1995.
6. Proposition de loi relative à la nomination d'un administrateur judiciaire.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 220/1 du 9 novembre 1995.
7. Proposition de loi relative à la procédure en matière d'ordre.
Déposée par MM. E. Bertrand (**), A. Duquesne et L. Michel, n° 243/1 du 17 novembre 1995.
8. Proposition de loi modifiant l'article 36 du Code judiciaire.
Déposée par M. T. Van Parys (**), n° 403/1 du 30 janvier 1996.
9. Proposition de loi modifiant l'article 1412 du Code judiciaire.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 460/1 du 4 mars 1996.
10. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'autoriser la vente de gré à gré des immeubles en cas de saisie immobilière.
Déposée par M. J.-P. Moerman, n° 503/1 du 29 mars 1996.
11. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code pénal en ce qui concerne la récusation d'experts.
Déposée par M. L. Goutry, n° 516/1 du 4 avril 1996.
12. Proposition de loi modifiant l'article 633 du Code judiciaire.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 753/1 du 8 novembre 1996.
13. Proposition de loi autorisant à ester en justice au nom de l'État.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 756/1 du 8 novembre 1996.
14. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à l'expertise judiciaire.
Déposée par M. M. Mairesse, n° 998/1 du 17 avril 1997.

15. Proposition de loi modifiant l'article 636 du Code judiciaire.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 1114/1 du 4 juillet 1997.

16. Proposition de loi complétant le Code judiciaire en matière de preuve.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1239/1 du 16 octobre 1997.

17. Proposition de loi portant diverses mesures structurelles tendant à résorber l'arriéré judiciaire en matière civile.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1240/1 du 16 octobre 1997.

18. Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code judiciaire.
Déposée par M. Th. Giet, n° 1406/1 du 5 février 1998.

19. Proposition de loi modifiant l'article 17 du Code judiciaire.
Déposée par Mme A. Colen, n° 1484/1 du 1^{er} avril 1998.

20. Proposition de loi insérant un article 992*bis* dans le Code judiciaire.
Déposée par MM. G. Bourgeois, A. Borginon et K. Van Hoorebeke, n° 1489/1 du 3 avril 1998.

21. Proposition de loi introduisant de nouveaux moyens de télécommunication dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1501/1 du 15 avril 1998.

22. Proposition de loi modifiant les articles 502 et 1088 du Code judiciaire en ce qui concerne le recours en annulation de règlements et décisions d'organes de l'Ordre des Avocats.
Déposée par M. M. Didden, n° 1526/1 du 5 mai 1998.

23. Proposition de loi réglant le partage des compétences entre le procureur du Roi et l'auditeur du travail.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1550/1 du 12 mai 1998.

24. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le remboursement des frais de justice.
Déposée par MM. J.-J. Viseur (**) et Th. Giet, n° 1588/1 du 5 juin 1998.

25. Proposition de loi accordant un droit de représentation aux organisations de victimes.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1598/1 du 11 juin 1998.

26. Proposition de loi modifiant l'article 1410, § 4, du Code judiciaire.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1704/1 du 10 août 1998.

27. Proposition de loi précisant l'obligation de motivation du juge.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1789/1 du 29 octobre 1998.

28. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la conciliation et la médiation judiciaire.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 2119/1 du 1^{er} avril 1999.

29. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'intervention du ministère public dans la procédure devant la Cour de cassation et, en matière civile, devant les juges du fond.
Déposé par le gouvernement, n° 2142/1 du 14 avril 1999.

Procédure pénale

1. Proposition de loi modifiant les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. Th. Giet, n° 109/1 du 6 octobre 1995.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle et instituant le tribunal de l'application des peines.
Déposée par MM. M. Verwilghen, P. Dewael et I. Van Belle, n° 182/1 du 25 octobre 1995.

3. Proposition de loi modifiant l'article 29 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. R. Demotte, n° 362/1 du 9 janvier 1996.

4. Proposition de loi instituant le tribunal de l'application des peines.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 687/1 du 17 septembre 1996.

5. Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne les cas de disparitions inquiétantes de mineurs.
Déposée par MM. G. Bourgeois, M. Verwilghen, R. Landuyt, J. Vandeurzen, S. Moureaux et V. Decroly (**), Mmes J. Herzet et N. de T'Serclaes (**), n° 979/1 du 25 mars 1997.

6. Proposition de loi complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif.
Déposée par MM. J.-J. Viseur (**) et P. Beaufays et Mme N. de T'Serclaes (**), n° 1107/1 du 1^{er} juillet 1997.

7. Proposition de loi modifiant l'article 210 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. F. Lozie, V. Decroly (**) et G. Bourgeois, Mmes N. de T'Serclaes (**) et J. Herzet et M. S. Moureaux, n° 1196/1 du 22 septembre 1997.

8. Proposition de loi modifiant les articles 75, 155 et 317 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 1297/1 du 26 novembre 1997.

9. Proposition de loi insérant un article 10*quater* dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale, en vue de l'incrimination universelle de certaines violations des droits sociaux fondamentaux.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 1339/1 du 19 décembre 1997.

10. Proposition de loi modifiant l'article 341 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1427/1 du 19 février 1998.

11. Proposition de loi modifiant l'article 407 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1469/1 du 25 mars 1998.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.
Déposée par M. Th. Giet, n° 1589/1 du 5 juin 1998.

13. Proposition de loi insérant une procédure rapide dans le Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1678/1 du 16 juillet 1998.

14. Proposition de loi abrogeant l'article 150, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1754/1 du 2 octobre 1998.

15. Proposition de loi modifiant l'article 619 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. J. Ansoms, n° 1943/1 du 22 janvier 1999.

16. Proposition de loi modifiant les articles 28*quinquies* et 57 du Code d'instruction criminelle.
Déposée par M. P. Dewael, n° 1944/1 du 22 janvier 1999.

17. Proposition de loi tendant à uniformiser les délais d'opposition et d'appel tant en matière civile que répressive et introduisant la signification des jugements contradictoirement rendus en cette dernière matière.

Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 2019/1 du 25 février 1999.

18. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ainsi que la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante.

Déposée par M. D. Reynders, n° 2048/1 du 11 mars 1999.

19. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la lecture des procès-verbaux et de rapports, les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle.

Déposée par M. S. Verherstraeten, n° 2112/1 du 30 mars 1999.

Protection de l'enfance

1. Proposition de loi visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique structurelle en vue de lutter contre les diverses formes d'exploitation sexuelle des mineurs d'âge.

Déposée par Mme J. Herzet, n° 53/1 du 13 septembre 1995.

2. Proposition de loi modifiant l'article 369bis du Code pénal relatif à l'enlèvement d'enfants.

Déposée par Mme J. Herzet, n° 54/1 du 13 septembre 1995.

3. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code pénal relatives aux circonstances atténuantes en vue d'assurer une meilleure protection des enfants.

Déposée par Mme J. Herzet, n° 55/1 du 13 septembre 1995.

4. Proposition de loi relative au contrôle des films pouvant être vus par les enfants de moins de seize ans.

Déposée par M. P. Moriau, n° 66/1 du 19 septembre 1995.

5. Proposition de loi visant à abroger les articles 53 et 53bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Déposée par M. A. Borin, n° 978/1 du 24 mars 1997.

6. Proposition de loi modifiant l'article 46 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Déposée par M. G. Bourgeois, n° 2209/1 du 28 avril 1999.

Protection de l'environnement

1. Proposition de résolution concernant la modification de la Convention Benelux portant loi uniforme relative à l'astreinte.

Déposée par MM. O. Deleuze, L. Vanoost et F. Lozie, n° 249/1 du 21 novembre 1995.

Rapporteur : M. L. Willems.

Envoyée pour avis.

2. Proposition de loi abrogeant les articles 35, alinéa 1^{er}, et 36 du Code rural.

Déposée par MM. O. Deleuze, H. Van Dienderen et F. Lozie, n° 1066/1 du 6 juin 1997.

Protection du consommateur

Proposition de loi relative à la protection des particuliers lors de transactions immobilières.

Déposée par M. L. Willems, n° 1163/1 du 1^{er} août 1997.

Racisme

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Déposée par M. J. Lefevre, n° 1864/1 du 8 décembre 1998.

Responsabilité

Proposition de loi sur l'action en réparation pour la naissance et l'existence d'êtres humains.

Déposée par Mme A. Colen, n° 538/1 du 24 avril 1996.

Responsabilité civile

1. Proposition de loi insérant un article 1383bis dans le Code civil.

Déposée par Mme N. de T'Serclaes (***) et MM. J.-J. Viseur (***) et P. Beaufays, n° 1574/1 du 28 mai 1998.

Amendement de M. J. Barzin, n° 1574/2 du 24 février 1999.

Amendement de M. P. Beaufays, n° 1574/3 du 9 mars 1999.

Amendement de M. P. Beaufays, n° 1574/4 du 26 mars 1999.

2. Proposition de loi modifiant l'article 296bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'élargir la notion « d'utilisateur faible ».

Déposée par M. M. Moock, n° 1842/1 du 26 novembre 1998.

Ressortissant étranger

Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions.

Déposée par MM. P. Dewael, I. Van Belle et M. Verwilghen, n° 454/1 du 29 février 1996.

Saisie de biens

Proposition de loi modifiant l'article 1412 du Code judiciaire en vue d'empêcher la saisie ou la cession du minimum de moyens d'existence et du revenu garanti aux personnes âgées.

Déposée par MM. P. Van Gheluwe et H. Bonte, n° 236/1 du 17 novembre 1995.

Santé publique

Proposition de loi organisant le dédommagement des victimes des suites d'une vaccination obligatoire.

Déposée par MM. Th. Detienne et F. Lozie, n° 1672/1 du 15 juillet 1998.

Sport

Proposition de loi relative à la sécurité des manifestations sportives.

Déposée par M. A. Duquesne, n° 177/1 du 24 octobre 1995.

Syndicat

1. Proposition de loi relative à la personnalité civile des syndicats et des associations formés pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de leurs membres.

Déposée par MM. J. Vandenhoute et A. Duquesne, Mme J. Herzet, MM. R. Denis, M. Wauthier, D. Reynders, J. Simonet, D. Bacquelaine, Ph. Seghin et J. Barzin, n° 326/1 du 18 décembre 1995.

2. Proposition de loi sur le « *closed shop* » et d'autres atteintes à la liberté de se syndiquer ou de ne pas se syndiquer.

Déposée par MM. L. Michel, P. Dewael et D. Reynders, n° 379/1 du 23 janvier 1996.

3. Proposition de loi octroyant la personnalité civile aux organisations syndicales.

Déposée par MM. J. Huysentruyt, B. Laeremans et F. Van den Eynde, n° 575/1 du 14 mai 1996.

Tutelle

1. Proposition de loi modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental.
Déposée par MM. L. Goutry, J. Vandeurzen et J. Ansoms, n° 1465/1 du 23 mars 1998.
Amendements de M. A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/2 du 26 novembre 1998.
Amendements du gouvernement, de MM. L. Goutry, J. Vandeurzen, A. du Bus de Warnaffe et Th. Giet, n° 1465/3 du 14 janvier 1999.
Amendements de MM. L. Goutry et J. Vandeurzen, n° 1465/4 du 28 janvier 1999.
Amendements de M. A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/5 du 1^{er} février 1999.
Amendements de MM. L. Goutry, J. Vandeurzen, J. Barzin, A. du Bus de Warnaffe, Th. Giet, D. Vandebossche et M. Verwilghen et du gouvernement, n° 1465/6 du 2 mars 1999.

Amendements de M. L. Goutry, n° 1465/7 du 23 mars 1999.
Amendements du gouvernement, n° 1465/8 du 31 mars 1999.
Rapporteur : M. A. du Bus de Warnaffe.

2. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.
Déposée par M. Cl. Eerdeken, n° 1787/1 du 28 octobre 1998.

Vente

Proposition de loi relative à la vente d'immeubles.
Déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 187/1 du 25 octobre 1995.

SOUS-COMMISSION DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE

Droit civil

Proposition de loi modifiant les règles de prescription en droit privé.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 1192/1 du 16 septembre 1997.
Rapporteur : M. J. Barzin.

Organisation judiciaire

Proposition de loi visant à la création d'un auditorat économique et social.
Déposée par MM. Th. Giet, J.-J. Viseur (**) et D. Reynders, n° 1178/1 du 10 septembre 1997.
Rapporteur : M. J. Barzin.

Procédure civile

Proposition de loi modifiant l'article 36 du Code judiciaire.
Déposée par M. T. Van Parys (**), n° 403/1 du 30 janvier 1996.
Rapporteur : M. J. Barzin.

Responsabilité civile

Proposition de loi insérant un article 1383*bis* dans le Code civil.
Déposée par Mme N. de T'Serclaes (**) et MM. J.-J. Viseur (**) et P. Beaufays, n° 1574/1 du 28 mai 1998.

Amendement de M. J. Barzin, n° 1574/2 du 24 février 1999.
Amendement de M. P. Beaufays, n° 1574/3 du 9 mars 1999.
Amendement de M. P. Beaufays, n° 1574/4 du 26 mars 1999.
Rapporteur : M. G. Bourgeois.

Tutelle

Proposition de loi modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental.
Déposée par MM. L. Goutry, J. Vandeurzen et J. Ansoms, n° 1465/1 du 23 mars 1998.
Amendements de M. A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/2 du 26 novembre 1998.
Amendements du gouvernement et de MM. L. Goutry, J. Vandeurzen, A. du Bus de Warnaffe et Th. Giet, n° 1465/3 du 14 janvier 1999.
Amendements de MM. L. Goutry et J. Vandeurzen, n° 1465/4 du 28 janvier 1999.
Amendements de M. A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/5 du 1^{er} février 1999.
Amendements de MM. L. Goutry, J. Vandeurzen, J. Barzin, A. du Bus de Warnaffe, Th. Giet, D. Vandebossche et M. Verwilghen et du gouvernement, n° 1465/6 du 2 mars 1999.
Amendements de M. L. Goutry, n° 1465/7 du 23 mars 1999.
Amendements du gouvernement, n° 1465/8 du 31 mars 1999.
Rapporteur : M. A. du Bus de Warnaffe.

8. COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Aide au développement

Proposition de loi créant un Fonds de sécurité alimentaire.
Déposée par Mme A. Hermans, n° 1579/1 du 2 juin 1998.

Arme nucléaire

1. Proposition de résolution relative aux initiatives diplomatiques à prendre en vue de l'élimination des armes nucléaires.
Déposée par MM. H. Van Dienderen et V. Decroly (**), n° 248/1 du 21 novembre 1995.

2. Proposition de résolution concernant la stratégie nucléaire de l'OTAN, considérée à la lumière d'un avis de la Cour internationale de justice.
Déposée par M. H. Van Dienderen, Mme M. Schüttringer et M. L. Vanoost, n° 694/1 du 30 septembre 1996.
Amendements de MM. H. Van Dienderen et L. Vanoost, n° 694/2 du 8 juillet 1998.
3. Proposition de résolution relative au soutien d'une initiative internationale visant à parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 1874/1 du 11 décembre 1998.

Commerce des armes

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.
Déposée par MM. L. Vanoost et V. Decroly (**), n° 614/1 du 12 juin 1996.
Amendement de MM. L. Vanoost et V. Decroly (**), n° 614/2 du 14 novembre 1996.
Amendement de MM. L. Vanoost, V. Decroly (**), J.-P. Viseur et H. Van Dienderen, n° 614/3 du 24 janvier 1997.
Rapport de MM. P. Moriau et L. Vanoost, n° 614/4 du 28 avril 1999.
2. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, en vue du renforcement du contrôle exercé par le parlement.
Déposée par M. A. Borginon, n° 1226/1 du 7 octobre 1997.
Rapporteur : Mme L. Croes épouse Lieten (**).
3. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.
Déposée par Mme S. Verhoeven, n° 1446/1 du 3 mars 1998.
Rapporteur : Mme L. Croes épouse Lieten (**).
4. Proposition de résolution relative au commerce international des armes.
Déposée par MM. R. Demotte, O. Deleuze, R. De Richter, L. Vanoost, Mme S. Verhoeven et M. J. Lefevre, n° 1504/1 du 20 avril 1998.
Corrigendum, n° 1504/2 du 28 avril 1998.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 1520/1 du 4 mai 1998.
Corrigendum, n° 1520/2 du 8 mai 1998.
Rapporteur : Mme L. Croes épouse Lieten (**).
6. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.
Déposée par M. G. Versnick, n° 1555/1 du 18 mai 1998.
Rapporteur : Mme L. Croes épouse Lieten (**).
7. Proposition de résolution relative à la présence en Belgique de groupes de pression de l'armement.
Déposée par MM. A. Borginon, L. Vanoost et O. Deleuze, n° 1978/1 du 10 février 1999.
Rapporteur : M. Y. Harmegnies.

Commission d'enquête

1. Proposition visant à instituer une commission parlementaire d'enquête sur les activités de l'administration générale de la coopération au développement (AGCD).
Déposée par MM. H. Van Dienderen, P. Dewael, A. Borginon et Mme M. Schüttringer, n° 301/1 du 12 décembre 1995.
2. Proposition visant à instituer une commission parlementaire d'enquête sur d'éventuelles fraudes ou fautes de gestion à l'Administration générale de la coopération au développement (AGCD).
Déposée par M. G. Annemans, n° 305/1 du 13 décembre 1995.

Droits de l'homme

1. Proposition de résolution relative à la situation des Kurdes en Turquie.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 622/1 du 18 juin 1996.
2. Proposition de résolution relative à la détention irrégulière de citoyens koweïtiens et non koweïtiens en Irak.
Déposée par Mme J. Herzet, n° 656/1 du 15 juillet 1996.
3. Proposition de résolution relative aux droits de l'homme en Chine.
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 796/1 du 28 novembre 1996.
4. Proposition de résolution sur le problème kurde.
Déposée par M. J. Lefevre, n° 1459/1 du 18 mars 1998.
5. Proposition de résolution sur l'embargo de l'ONU à l'encontre de l'Irak.
Déposée par MM. J. Lefevre et J.-J. Viseur (**), n° 1559/1 du 20 mai 1998.
6. Proposition de résolution sur la violation des droits territoriaux de peuplades indigènes par l'exploitation de l'uranium.
Déposée par M. H. Van Dienderen, Mme M. Schüttringer, MM. J. Wauters et L. Vanoost, n° 1570/1 du 25 mai 1998.
7. Proposition de résolution concernant la Convention du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et la biomédecine.
Déposée par MM. F. Van den Eynde, G. Annemans et Mme A. Colen, n° 1696/1 du 29 juillet 1998.
8. Proposition de résolution concernant la situation politique en Iran.
Déposée par M. R. Biefnot, n° 2047/1 du 11 mars 1999.
Amendements de M. R. Biefnot, n° 2047/2 du 22 avril 1999.

Impôt direct

- Projet de loi portant des dispositions dérogatoires au Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre l'exécution de l'Avenant à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964, fait à Bruxelles le 8 février 1999.
Déposé par le gouvernement, n° 2148/1 du 20 avril 1999.

Investissement

- Proposition de résolution concernant les négociations conduites au sein de l'OCDE en vue d'un accord multilatéral sur l'investissement.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 1562/1 du 20 mai 1998.

Maintien de la paix

1. Proposition de résolution relative à la création d'un Fonds des Nations unies pour la paix.
Déposée par MM. H. Van Dienderen et V. Decroly (**), n° 178/1 du 24 octobre 1995.
2. Proposition de loi créant un « Institut belge pour la paix » (IBP).
Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 1242/1 du 20 octobre 1997.

OTAN

Proposition de résolution relative à l'adaptation de la Convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord sur les statuts de leurs forces dans le cadre de la lutte contre les mines terrestres.

Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2158/1 du 22 avril 1999.

Protection de l'environnement

1. Proposition de loi sur les initiatives de la Belgique en faveur du développement soutenable.

Déposée par M. P. Moriau, n° 70/1 du 20 septembre 1995.
Rapporteur : M. D. Van der Maelen.

2. Proposition de résolution concernant la modification de la Convention Benelux portant loi uniforme relative à l'astreinte.

Déposée par MM. O. Deleuze, L. Vanoost et F. Lozie, n° 249/1 du 21 novembre 1995.
Rapporteur : M. D. Van der Maelen.

3. Proposition de résolution relative à la création d'un écolabel pour le bois.

Déposée par MM. O. Deleuze et H. Van Dienderen, n° 1038/1 du 7 mai 1997.

Statistique

Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.

Déposée par MM. L. Vanoost et V. Decroly (**), n° 1564/1 du 20 mai 1998.

Rapporteur : Mme L. Croes épouse Lieten (**).

Trafic de stupéfiants

Proposition de résolution demandant au gouvernement belge de promouvoir une révision des conventions internationales en matière de drogues lors de l'Assemblée générale de l'ONU de juin 1998.

Déposée par M. V. Decroly (**), Mme M. Schüttringer, MM. F. Lozie, O. Deleuze et J. Tavernier, n° 1571/1 du 27 mai 1998.

9. COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ**Aide sociale**

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1848 sur la réorganisation des Monts-de-Piété.

Déposée par M. F.-X. de Donnée, n° 63/1 du 18 septembre 1995.

2. Proposition de loi modifiant l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 1212/1 du 25 septembre 1997.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue d'instaurer une médiation dans les procédures de récupération du minimum de moyens d'existence.

Déposée par MM. Th. Detienne et J. Wauters, n° 1230/1 du 9 octobre 1997.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de modifier la dénomination des centres publics d'aide sociale.

Déposée par Mme C. Burgeon, n° 1088/1 du 20 juin 1997.
Avis du Conseil d'État, n° 1088/2 du 19 mars 1998.

Rapporteur : M. J. Verstraeten.

Droit pénal

1. Proposition de loi renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.

Déposée par MM. G. Annemans et F. De Man, n° 433/1 du 14 février 1996.

2. Proposition de loi assouplissant les règles relatives aux poursuites et aux recherches dans le cadre de la politique en matière de drogue.

Déposée par MM. G. Annemans et F. De Man, n° 434/1 du 14 février 1996.

Droits de l'enfant

Proposition de résolution demandant l'instauration d'une journée nationale des droits de l'enfant.

Déposée par Mme A. Hermans, M. Th. Detienne, Mmes M. Vanlerberghe, M. Dejonghe, A. Van de Castele, J. Herzet, MM. P. Dewael, J. Lefevre et P. Moriau, n° 1396/1 du 30 janvier 1998.

Droits du malade

1. Proposition de loi relative au contrat de soins médicaux et aux droits du patient.

Déposée par M. H. Brouns, n° 1279/1 du 12 novembre 1997.

2. Projet de loi relatif aux droits du patient.

Déposé par le gouvernement, n° 2098/1 du 24 mars 1999.

Égalité homme-femme

Proposition de loi créant un Institut pour l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Déposée par Mme A. Van Haesendonck, n° 1915/1 du 7 janvier 1999.

Bioéthique

Proposition de loi visant à interdire le clonage des êtres humains.

Déposée par MM. J.-P. Viseur et F. Lozie, n° 1122/1 du 9 juillet 1997.

Amendement de MM. R. Denis et Ph. Seghin, n° 1122/2 du 28 janvier 1998.

Rapporteur : Mme G. Gardeyn-Debever.

Budget

Projet de loi contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1996 — Section 26 — Affaires sociales, Santé publique et Environnement.

Déposé par le gouvernement, n° 539/1 du 26 avril 1996.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. A. Borginon, n° 679/1 du 2 août 1996.

Fécondité

Proposition de résolution relative à la forte aggravation des problèmes de stérilité masculine.

Déposée par MM. O. Deleuze et F. Lozie, n° 431/1 du 13 février 1996.

Guerre

Proposition de loi concernant l'octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 % en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum.

Déposée par M. D. Reynders, n° 799/1 du 29 novembre 1996.

Handicapé

Proposition de loi modifiant l'article 21 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration.

Déposée par M. L. Goutry, n° 2036/1 du 8 mars 1999.

Législation vétérinaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un institut d'expertise vétérinaire.

Déposée par MM. L. Vanvelthoven, D. Vandebosssche, J. Verstraeten et Mme M. Vanlerberghe, n° 439/1 du 16 février 1996.

Amendements de MM. R. Denis et Ph. Seghin, n° 439/2 du 14 janvier 1997.

Rapporteur : Mme M. Dejonghe.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire.

Déposée par M. J. Arens, n° 1407/1 du 5 février 1998.

3. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 22 décembre 1998 relatif au financement de l'Institut d'expertise vétérinaire.

Déposé par le gouvernement, n° 2095/1 du 23 mars 1999.

Médecine

1. Proposition de loi relative à la protection de l'embryon in vitro.

Déposée par Mme I. van Kessel, n° 1378/1 du 21 janvier 1998.

2. Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Déposé par le gouvernement, n° 2040/1 du 5 mars 1999.

Amendement du gouvernement, n° 2040/2 du 30 mars 1999.

Amendement de Mmes I. van Kessel et M. Vanlerberghe, n° 2040/3 du 31 mars 1999.

Amendement de MM. J. Wauters, J. Valkeniers et R. Denis, n° 2040/4 du 19 avril 1999.

Amendements de Mme I. van Kessel, n° 2040/5 du 20 avril 1999.

Rapport de Mme I. van Kessel, n° 2040/6 du 23 avril 1999.

Texte adopté par la commission, n° 2040/7 du 23 avril 1999.

Renvoyé en commission le 28 avril 1999.

Avis du Conseil d'Etat, n° 2040/8 du 3 mai 1999.

Médicament

Proposition de loi visant à créer et à organiser des services indépendants habilités à diffuser aux professionnels de la santé une information objective et générale sur les médicaments à usage humain.

Déposée par MM. Th. Detienne et F. Lozie, n° 1209/1 du 25 septembre 1997.

Rapporteur : Mme G. Gardeyn-Debever.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en vue de réglementer l'activité pharmaceutique en milieu hospitalier.

Déposée par M. J. Vandeurzen, n° 856/1 du 18 décembre 1996.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Déposée par MM. J. Valkeniers, P. Dewael, P. Chevalier, F. Anthuenis, D. Bacquelaïne et Ph. Seghin, n° 1463/1 du 18 mars 1998.

Corrigendum, n° 1463/2 du 20 avril 1998.

3. Proposition de loi créant l'Ordre des médecins et l'Ordre des dentistes.

Déposée par MM. H. Brouns et J. Lenssens, n° 1682/1 du 17 juillet 1998.

4. Proposition de loi relative à l'Ordre des pharmaciens.

Déposée par M. H. Brouns, n° 1804/1 du 12 novembre 1998.

5. Proposition de loi relative à l'Ordre des médecins.

Déposée par M. Ph. Dallons, n° 1885/1 du 16 décembre 1998.

Protection de l'environnement

1. Proposition de résolution relative aux mesures à prendre en cas de pointe importante de la concentration d'ozone dans la troposphère.

Déposée par M. F. Lozie, n° 36/1 du 24 juillet 1995.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, en vue d'assurer un régime identique à tous les pesticides quel que soit le marché auquel ils sont destinés.

Déposée par MM. F. Lozie et O. Deleuze, n° 285/1 du 4 décembre 1995.

3. Proposition de loi relative à la fourniture au réseau public de courant électrique, produit à partir des sources d'énergie renouvelables.

Déposée par MM. O. Deleuze et H. Van Dienderen, n° 357/1 du 8 janvier 1996.

Amendements de M. O. Deleuze, n° 357/2 du 10 mars 1998.

Rapporteur : M. Th. Detienne.

4. Proposition de résolution invitant le gouvernement à mettre en œuvre les moyens visant à la conclusion d'accords de coopération ayant pour objectif la diminution de la pollution dans l'air ambiant résultant particulièrement du trafic routier.

Déposée par MM. O. Deleuze et H. Van Dienderen, n° 566/1 du 3 mai 1996.

5. Proposition de résolution relative à l'exemple que le gouvernement fédéral devrait donner en matière d'économie d'énergie.

Déposée par MM. H. Van Dienderen et O. Deleuze, n° 1523/1 du 4 mai 1998.

Protection du consommateur

Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 606/1 du 5 juin 1996.

Revenu minimum d'existence

1. Proposition de loi modifiant l'article 2, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par MM. P. Chevalier, W. Cortois et J. Valkeniers, n° 166/1 du 23 octobre 1995.
Rapporteur : M. F. Anthuenis.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 192/1 du 26 octobre 1995.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, en ce qui concerne le calcul des ressources.
Déposée par M. Gh. Vermassen, n° 292/1 du 6 décembre 1995.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par MM. Th. Detienne, J. Wauters et V. Decroly (**), n° 336/1 du 19 décembre 1995.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'y insérer un complément logement.
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 368/1 du 15 janvier 1996.
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence.
Déposée par M. M. van den Abeelen, n° 498/1 du 27 mars 1996.
7. Proposition de loi complétant l'article 5, § 2, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par Mme P. Cahay-André, n° 1121/1 du 9 juillet 1997.
8. Proposition de loi organisant un régime de liaison du minimum de moyens d'existence, du revenu garanti aux personnes âgées et des allocations aux handicapés aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation.
Déposée par MM. R. Daems et F. Anthuenis, n° 1314/1 du 9 décembre 1997.
9. Proposition de loi modifiant l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par Mme A. Van Haesendonck, n° 1450/1 du 5 mars 1998.

Santé publique

1. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par M. F. Lozie, n° 339/1 du 20 décembre 1995.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par M. D. Bacquelaïne, n° 391/1 du 26 janvier 1996.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 24 janvier 1945 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes.
Déposée par M. H. Wailliez, n° 545/1 du 29 avril 1996.

4. Proposition de loi instituant l'association d'hôpitaux.
Déposée par M. J. Vandeurzen, n° 741/1 du 6 novembre 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 741/2 du 6 novembre 1997.
Amendement de M. J. Vandeurzen, n° 741/3 du 28 avril 1998.
Rapporteur : Mme I. van Kessel.
5. Proposition de loi visant à interdire le flunitrazepam (Rohypnol).
Déposée par MM. M. Minne, R. Biefnot, Ph. Dallons, Mme C. Burgeon, MM. R. Demotte et P. Moriau, n° 926/1 du 13 février 1997.
6. Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis.
Déposée par M. V. Decroly (**), Mme M. Schüttringer et M. F. Lozie, n° 1186/1 du 16 septembre 1997.
7. Proposition de loi complétant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en ce qui concerne le droit de plainte du patient.
Déposée par M. H. Brouns, n° 1280/1 du 12 novembre 1997.
Amendement de M. H. Brouns, n° 1280/2 du 28 novembre 1997.
8. Proposition de loi visant à créer un fonds de prévention du tabagisme.
Déposée par MM. Th. Detienne, F. Lozie et J. Lefevre, n° 1400/1 du 30 janvier 1998.
9. Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé.
Déposée par MM. L. Vanvelthoven, J. Wauters, R. Landuyt, H. Bonte, Gh. Vermassen et Mme M. Vanlerberghe, n° 1449/1 du 4 mars 1998.
Rapporteur : Mme I. van Kessel.
10. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques en ce qui concerne les traitements de substitution.
Déposée par MM. J. Vandeurzen, H. Brouns, J. Van Erps, Mme I. van Kessel et M. T. Van Parys (**), n° 1498/1 du 15 avril 1998.
11. Proposition de loi améliorant la situation des enfants hospitalisés.
Déposée par Mme A. Hermans, n° 1578/1 du 2 juin 1998.
12. Proposition de loi relative à la lutte contre le tabagisme chez les jeunes.
Déposée par M. J. Lefevre, n° 1615/1 du 18 juin 1998.
Rapporteurs : MM. A. Frédéric et J. Van Erps.
13. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.
Déposée par M. H. Brouns, n° 1706/1 du 10 août 1998.
14. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques en vue de réglementer l'usage du cannabis à but thérapeutique.
Déposée par MM. M. Minne, M. Moock, P. Moriau et D. Vandenbossche, n° 1755/1 du 2 octobre 1998.
15. Proposition de loi instituant un Fonds pour la défense des intérêts des patients.
Déposée par M. H. Brouns, n° 1803/1 du 10 novembre 1998.
Amendements de M. H. Brouns, n° 1803/2 du 30 mars 1999.
Rapporteur : Mme M. Dejonghe.

16. Proposition de loi créant une Agence fédérale de la sécurité alimentaire.
Déposée par M. H. Brouns, Mmes S. Creyf et G. Gardeyn-Debever, n° 1921/1 du 11 janvier 1999.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la rémunération des médecins et candidats-médecins des services d'urgences, l'article 130 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

10. COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Communauté et Région

1. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 55 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.
Déposée par MM. F. Van den Eynde, B. Laeremans et J. Van den Broeck, n° 320/1 du 18 décembre 1995.
2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 371/1 du 17 janvier 1996.
3. Proposition de loi spéciale modifiant les lois spéciales relatives aux communautés et aux régions en vue de leur rendre applicables les obligations fédérales en matière de liste de mandats et de déclaration de patrimoine.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 381/1 du 23 janvier 1996.
Avis du Conseil d'État, n° 381/2 du 10 juin 1997.
Rapporteur : M. G. Versnick.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone en vue de lui rendre applicables les obligations fédérales en matière de liste de mandats et de déclaration de patrimoine, ainsi que les incompatibilités ministérielles applicables aux autres Communautés.
Déposée par MM. J.-P. Viseur et J. Tavernier, n° 421/1 du 8 février 1996.
5. Proposition de résolution concernant la Communauté germanophone.
Déposée par M. I. Lowie, n° 637/1 du 2 juillet 1996.
Rapporteur : M. R. Delathouwer.
6. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par M. I. Lowie, n° 755/1 du 8 novembre 1996.
7. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 18 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 6 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'instaurer le référendum régional.
Déposée par M. J. Tavernier, n° 1030/1 du 6 mai 1997.
8. Proposition de loi spéciale complétant l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par MM. G. Bourgeois et K. Van Hoorebeke, n° 1235/1 du 14 octobre 1997.
9. Proposition de loi fixant le critère objectif visé à l'article 39, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.
Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 1898/1 du 21 décembre 1998.

Déposée par M. G. Annemans, n° 1359/1 du 15 janvier 1998.

2. Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposée par M. Gh. Vermassen, n° 1525/1 du 5 mai 1998.

10. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par M. A. Gehlen, n° 2109/1 du 30 mars 1999.

11. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises afin de garantir le fonctionnement démocratique des institutions de la Région bruxelloise.
Déposée par MM. O. Maingain et J. Simonet, n° 2157/1 du 22 avril 1999.

Cour d'arbitrage

1. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposée par MM. D. Reynders et J. Simonet, n° 92/1 du 3 octobre 1995.
2. Proposition de loi spéciale modifiant les articles 1^{er} et 26 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.
Déposée par M. P. Dewael, n° 1362/1 du 15 janvier 1998.

CPAS

Proposition de loi spéciale modifiant l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par MM. P. Dewael, M. Verwilghen et I. Van Belle, n° 126/1 du 13 octobre 1995.

Droit pénal

Proposition de loi déterminant, en exécution de l'article 103 de la Constitution, les cas de responsabilité pénale des ministres et secrétaires d'État du fait d'infractions particulières accomplies dans l'exercice de leurs fonctions.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 1768/1 du 7 octobre 1998.

Enseignement

Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.
Déposée par M. R. Delathouwer, n° 2154/1 du 21 avril 1999.

Impôt

Proposition de loi modifiant la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution.
Déposée par M. H. Olaerts, n° 582/1 du 23 mai 1996.

Législation

1. Proposition de loi organisant l'appareillement en matière législative.
Déposée par MM. F. Lozie et Th. Detienne, n° 418/1 du 6 février 1996.

2. Proposition de loi instaurant un conseil législatif.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1071/1 du 10 juin 1997.
Rapporteur : M. D. Reynders.
3. Proposition de loi relative à la collaboration de la Cour de cassation à l'évaluation de la législation.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1151/1 du 22 juillet 1997.
Rapporteur : M. D. Reynders.

Liberté de la presse

1. Proposition de loi réglant la libre collecte d'informations.
Déposée par MM. P. Dewael et G. Versnick, n° 144/1 du 17 octobre 1995.
Rapporteur : M. S. Verherstraeten.
2. Proposition de loi relative au droit de collecter librement des informations et de diffuser de brèves séquences d'information.
Déposée par M. D. Van der Maelen, n° 333/1 du 19 décembre 1995.
Amendement de M. J.-P. Viseur, n° 333/2 du 21 novembre 1996.
Amendements de MM. D. Van der Maelen et G. Versnick, n° 333/3 du 4 décembre 1996.
Amendement de M. F. Lozie, n° 333/4 du 18 décembre 1996.
Rapporteur : M. S. Verherstraeten.

Marché public

- Proposition de loi portant modification de la loi du 3 janvier 1958 relative aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et fournitures.
Déposée par M. J. Simonet, n° 739/1 du 5 novembre 1996.

Organisation électorale

- Proposition de loi spéciale modifiant les articles 10 et 20 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par MM. P. Dewael et W. Cortois, n° 1383/1 du 22 janvier 1998.

Politique énergétique

- Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par M. G. Annemans, n° 598/1 du 31 mai 1996.

Procédure législative

- Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.
Déposée par MM. Th. Detienne, J. Tavernier, A. Gehlen, L. Vanvelthoven et R. Demotte, Mme A. Van de Castele et MM. A. Duquesne et P. Tant, n° 1208/1 du 25 septembre 1997.
Amendement de M. D. Reynders, n° 1208/2 du 9 juin 1998.
Rapporteur : M. D. Reynders.

Province

1. Proposition de résolution relative à la suppression de l'échelon administratif provincial et à la création d'un niveau administratif intermédiaire par la mise en place d'une coopération intercommunale.
Déposée par M. I. Lowie, n° 507/1 du 2 avril 1996.
2. Proposition de loi spéciale créant une province allemande.
Déposée par M. I. Lowie, n° 1751/1 du 2 octobre 1998.

Référendum

1. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par MM. P. Dewael, R. Daems et H. De Croo, n° 127/1 du 13 octobre 1995.
2. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 17 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Déposée par MM. P. Dewael, M. Verwilghen et I. Van Belle, n° 135/1 du 16 octobre 1995.

Règlement de la Chambre

- Proposition tendant à insérer dans le règlement de la Chambre des représentants un article 65*bis* visant à créer un « office des légistes ».
Déposée par M. J.-J. Viseur (**), n° 1098/1 du 10 octobre 1997.
Reprise par M. A. du Bus de Warnaffe, le 25 février 1999, en remplacement de M. J.-J. Viseur (**).
Farde, n° 1098/2 du 25 février 1999.
Rapporteur : M. D. Reynders.

Révision de la Constitution

1. Révision de la Constitution
Révision du titre II de la Constitution en vue d'y insérer un article 11*bis* relatif au droit à l'objection de conscience.
Proposition déposée par MM. Ph. Dallons, H. Van Dienderen, R. Delathouwer et J.-P. Henry, Mme A. Van de Castele et M. J.-J. Viseur (**), n° 209/1 du 6 novembre 1995.
2. Révision de la Constitution
Révision du titre V de la Constitution par l'insertion d'un article 174*bis* relatif au droit à une fiscalité équitable.
Proposition déposée par Mme J. Herzet, n° 210/1 du 6 novembre 1995.
3. Révision de la Constitution
Révision du titre III de la Constitution en vue d'y insérer un article 36*bis* relatif au référendum.
Proposition déposée par MM. A. Duquesne et L. Michel, n° 219/1 du 9 novembre 1995.
4. Révision de la Constitution
Révision des articles 68 et 71 de la Constitution.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 467/1 du 7 mars 1996.
5. Révision de la Constitution
Révision de l'article 130 de la Constitution.
Proposition déposée par MM. D. Reynders, O. Maingain, R. Denis et R. Hotermans, n° 502/1 du 29 mars 1996.
6. Révision de la Constitution
Révision de l'article 14 de la Constitution.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 563/1 du 2 mai 1996.
Rapporteurs : MM. P. Breyne (**) et F. Lozie.
7. Révision de la Constitution
Révision de l'article 120 de la Constitution.
Proposition déposée par M. S. Verherstraeten, n° 629/1 du 26 juin 1996.
8. Révision de la Constitution
Révision de l'article 151 de la Constitution.
Proposition déposée par MM. J. Tavernier et F. Lozie, n° 718/1 du 16 octobre 1996.
Rapporteurs : MM. R. Delathouwer et P. Dewael.

9. Révision de la Constitution
Révision de l'article 151 de la Constitution.
Proposition déposée par MM. P. Dewael, I. Van Belle et M. Verwilghen, n° 719/1 du 16 octobre 1996.
Rapporteurs : MM. R. Delathouwer et P. Dewael.
10. Révision de la Constitution
Proposition relative à la révision de l'article 151 de la Constitution.
Déposée par le gouvernement, n° 740/1 du 5 novembre 1996.
Amendements de MM. B. Laeremans, G. Annemans, F. Lozie et O. Deleuze, n° 740/2 du 12 novembre 1996.
Amendement de M. G. Bourgeois, n° 740/3 du 26 janvier 1998.
Rapporteurs : MM. R. Delathouwer et P. Dewael.
11. Révision de la Constitution
Révision de l'article 151 de la Constitution.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 751/1 du 8 novembre 1996.
Rapporteurs : MM. R. Delathouwer et P. Dewael.
12. Révision de la Constitution
Révision de l'article 162 de la Constitution, en vue de, en application de l'article 39 de la Constitution, régionaliser la législation organique relative aux provinces et aux communes, à l'exception de ce qui est réglé par la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux (la « loi de pacification ») et dans le respect de l'unité de la politique en matière de services de police et d'incendie, ainsi que du caractère communal des services de police et d'incendie.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 811/1 du 5 décembre 1996.
13. Révision de la Constitution
Révision de l'article 165 de la Constitution.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 812/1 du 5 décembre 1996.
14. Révision de la Constitution
Révision de l'article 166, § 1^{er}, de la Constitution.
Proposition déposée par M. G. Bourgeois, n° 813/1 du 5 décembre 1996.
15. Révision de la Constitution
Révision de l'article 36 de la Constitution.
Proposition déposée par M. P. Dewael, n° 1021/1 du 29 avril 1997.
16. Révision de la Constitution
Révision de l'article 150 de la Constitution.
Proposition déposée par Mme M. Schüttringer et M. F. Lozie, n° 1094/1 du 30 juin 1997.
17. Révision de la Constitution
Révision de l'article 41 de la Constitution.
Proposition déposée par M. L. Willems, n° 1124/1 du 10 juillet 1997.
18. Révision de la Constitution
Révision de l'article 192 de la Constitution.
- Proposition déposée par Mme A. Van de Castele, n° 1179/1 du 10 septembre 1997.
19. Révision de la Constitution
Révision de l'article 157 de la Constitution.
Proposition déposée par MM. L. Vanoost, O. Deleuze et H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 1246/1 du 23 octobre 1997.
20. Révision de la Constitution
Révision de l'article 150 de la Constitution.
Proposition déposée par Mme S. Creyf, n° 1288/1 du 17 novembre 1997.
21. Révision de la Constitution
Révision du titre III, chapitre VI, de la Constitution en vue d'y insérer un article 159*bis* relatif au rapport entre les normes du droit interne et les normes du droit international et supranational.
Proposition déposée par MM. P. Dewael et G. Versnick, n° 1363/1 du 15 janvier 1998.
22. Révision de la Constitution
Révision de l'article 162 de la Constitution.
Proposition déposée par MM. P. Dewael et R. Daems, n° 1364/1 du 15 janvier 1998.
23. Révision de la Constitution
Révision de l'article 23 de la Constitution.
Proposition déposée par Mme N. de T'Serclaes (***) et MM. R. Landuyt, P. Dewael, A. Duquesne, T. Van Parys (**), Th. Giet, V. Decroly (***) et F. Lozie, n° 1456/1 du 10 mars 1998.
24. Révision de la Constitution
Révision de l'article 23 de la Constitution.
Proposition déposée par M. P. Beaufays, Mme N. de T'Serclaes (***) et M. J.-J. Viseur (**), n° 1467/1 du 24 mars 1998.
25. Révision de la Constitution
Révision de l'article 120 de la Constitution.
Proposition déposée par Mme A. Van de Castele, n° 1800/1 du 9 novembre 1998.
26. Révision de la Constitution
Révision de l'article 150 de la Constitution.
Proposition déposée par M. R. Landuyt, n° 1852/1 du 30 novembre 1998.
27. Révision de la Constitution
Révision de l'article 23 de la Constitution en vue d'y insérer le droit à la protection contre le racisme et la xénophobie.
Proposition déposée par MM. O. Deleuze et J. Tavernier, n° 1953/1 du 28 janvier 1999.
28. Révision de la Constitution
Révision de l'article 28 de la Constitution.
Proposition déposée par M. A. du Bus de Warnaffe, n° 2061/1 du 15 mars 1999.
Amendement de M. L. Goutry, n° 2061/2 du 24 mars 1999.
29. Révision de la Constitution
Révision de l'article 57 de la Constitution.
Proposition déposée par M. A. du Bus de Warnaffe, n° 2062/1 du 15 mars 1999.
Amendement de M. L. Goutry, n° 2062/2 du 24 mars 1999.

11. COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Chèque

Proposition de loi relative à la sécurité des chèques.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 172/1 du 23 octobre 1995.

Entreprise

Proposition de loi visant la protection de la sous-traitance.
Déposée par M. P. Moriau, n° 69/1 du 20 septembre 1995.

Faillite

Proposition de loi modifiant l'article 33 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 2042/1 du 8 mars 1999.

Organisation de la profession

1. Proposition de loi contenant des dispositions complémentaires en vue d'assurer le respect du monopole dont bénéficie la profession de comptable.
Déposée par Mme T. Pieters (**) et M. L. Willems, n° 548/1 du 29 avril 1996.
Rapporteur : M. D. Vandebossche.
2. Proposition de loi créant un institut des juristes d'entreprise.
Déposée par M. A. Duquesne, n° 173/1 du 23 octobre 1995.

3. Proposition de loi créant un institut des juristes d'entreprise.
Déposée par M. T. Van Parys (**), n° 440/1 du 16 février 1996.

Personne morale

- Projet de loi modifiant la loi du 25 octobre 1919 accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique.
Déposé par le gouvernement, n° 1883/1 du 15 décembre 1998.
Amendements du gouvernement, n° 1883/2 du 23 mars 1999.

Société commerciale

1. Proposition de loi modifiant l'article 191 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.
Déposée par M. J. Simonet, n° 901/1 du 28 janvier 1997.
2. Proposition de loi instaurant la procédure de l'offre de rachat dans la législation sur les sociétés commerciales.
Déposée par M. R. Landuyt, n° 1715/1 du 18 août 1998.

12. COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Règlement de la Chambre

1. Proposition de modification du règlement de la Chambre des représentants instaurant, dans le chef d'un membre susceptible d'obtenir une décoration, une promotion ou une nomination dans les ordres nationaux, une condition d'appartenance à un parti démocratique.
Déposée par Mme P. Cahay-André, n° 104/1 du 6 octobre 1995.
2. Proposition de modification du règlement de la Chambre en vue d'interdire l'utilisation d'appareils téléphoniques portables lors des débats.
Déposée par MM. Th. Detienne et J. Tavernier, n° 515/1 du 4 avril 1996.
Rapporteur : M. D. Reynders.
3. Proposition visant à abroger l'article 40bis du Règlement.
Déposée par MM. F. Lozie, Th. Detienne et J. Tavernier, n° 689/1 du 20 septembre 1996.
4. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants visant à instaurer l'« initiative populaire ».
Déposée par MM. P. Van Gheluwe et P. Roose (**), n° 915/1 du 5 février 1997.

5. Proposition de modification des articles 106bis et 107 du Règlement de la Chambre des représentants de Belgique en ce qui concerne la composition et les compétences du collège des questeurs et de la commission de la comptabilité.
Déposée par M. L. Suykens, n° 1045/1 du 13 mai 1997.
Amendements de M. L. Suykens, n° 1045/2 du 26 mai 1997.
6. Proposition de modification de l'article 22, n° 1, du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par M. G. Bourgeois, n° 1358/1 du 15 janvier 1998.
7. Proposition de modification de l'article 112 du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par Mme A. Van Haesendonck, n° 1556/1 du 18 mai 1998.
8. Proposition de modification de l'article 18 du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'instaurer une révision légistique et linguistique des textes de loi.
Déposée par Mme A. Van Haesendonck, n° 1703/1 du 10 août 1998.
9. Proposition de modification de l'article 99 du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par M. A. Borginon, n° 1764/1 du 5 octobre 1998.
10. Proposition de modification des articles 25bis et 100 du Règlement de la Chambre des représentants.
Déposée par M. P. Tant, n° 1792/1 du 30 octobre 1998.

13. COMMISSION DES PÉTITIONS

Fonction publique

Proposition demandant au collège des médiateurs fédéraux de mener une investigation sur le fonctionnement de l'Office des étrangers.

Déposée par M. J. Wauters, n° 1900/1 du 21 décembre 1998.

14. COMMISSIONS RÉUNIES

Affaires sociales et Intérieur**Grève**

Proposition de loi sur le référendum dans l'entreprise et dans le secteur public.

Déposée par MM. D. Reynders, L. Michel et P. Dewael, n° 380/1 du 23 janvier 1996.

Déposée par MM. H. De Croo et P. Dewael, n° 696/1 du 2 octobre 1996.

Syndicat

Proposition de loi relative à la comptabilité ouverte des organisations syndicales.

Déposée par M. P. Dewael, n° 100/1 du 4 octobre 1995.

Amendement de M. Van den Eynde, n° 100/2 du 5 juin 1996.

Rapporteur : M. F. Anthuenis.

Affaires sociales et Santé publique**Sécurité du travail**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs contre les concentrations trop élevées d'ozone troposphérique.

Déposée par MM. J. Wauters et Th. Detienne, n° 809/1 du 4 décembre 1996.

Rapporteur : Mme T. Pieters (**).

Justice et Santé publique**Droits du malade**

1. Proposition de loi relative au droit à la dignité thérapeutique du patient incurable.

Déposée par M. S. Moureaux, n° 121/1 du 13 octobre 1995.

2. Proposition de loi relative à la demande d'interruption de vie.

Déposée par MM. D. Bacquelaine, Ph. Seghin, R. Hotermans, D. D'hondt, E. Bertrand (**), et O. Maingain, n° 401/1 du 29 janvier 1996.

Économie et Santé publique**Commission d'enquête**

Proposition d'institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier les problèmes que pose la lutte contre l'utilisation illégale d'hormones dans le secteur agricole et de proposer une stratégie pour les résoudre.

Déposée par MM. G. Versnick et M. Verwilghen, n° 537/1 du 24 avril 1996.

Médecine

Proposition de loi réglementant la procédure de demande et de réalisation d'une autopsie à but scientifique ou diagnostique.

Déposée par M. J.-P. Henry, n° 113/1 du 10 octobre 1995.

Organisation de la profession

Proposition de loi relative au droit de propriété et d'exploitation d'officines pharmaceutiques.

Déposée par Mme T. Pieters (**), et M. L. Willems, n° 366/1 du 12 janvier 1996.

Reprise par M. S. De Clerck en remplacement de Mme T. Pieters (**), le 8 mai 1998.

Farde, n° 366/2 du 8 mai 1998.

Intérieur et Justice**Police**

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Déposée par MM. B. Laeremans et G. Annemans, n° 729/1 du 24 octobre 1996.

Protection de l'environnement

Proposition de loi interdisant certains pesticides.

Déposée par MM. F. Lozie et O. Deleuze, n° 225/1 du 10 novembre 1995.

Relations extérieures et Défense nationale**Commission d'enquête**

1. Proposition instituant une commission parlementaire d'enquête sur le génocide et l'assassinat de dix Casques bleus belges au Rwanda.

Déposée par MM. G. Versnick, M. van den Abeelen, J. Simonet, H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 323/1 du 18 décembre 1995.

2. Proposition visant à créer une commission d'enquête parlementaire sur le génocide du Rwanda et sur l'assassinat des dix para-commandos et des civils belges.

Déposée par MM. L. Michel, H. De Croo, P. Dewael, D. Reynders, J. Simonet et G. Versnick, n° 657/1 du 15 juillet 1996.

Finances et Affaires sociales**Loi-cadre**

Proposition de loi abrogeant la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

15. COMITÉ D'AVIS POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE

Aide sociale

Proposition de loi modifiant les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions organisés par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par Mme J. Herzet, n° 584/1 du 24 mai 1996.
Rapporteur : Mme M. Dejonghe.

Filiation

Proposition de loi concernant le nom de famille de l'enfant.
Déposée par Mme L. Croes épouse Lieten (**), n° 168/1 du 23 octobre 1995.

Rapporteurs : Mmes A. Hermans et M. Dejonghe.

Impôt direct

Proposition de loi modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer une exonération des revenus provenant de travaux ménagers.

Déposée par Mme M. Vanlerberghe, n° 967/1 du 18 mars 1997.

Rapporteur : Mme S. Creyf.

Obligation alimentaire

Proposition de loi relative à la création et à l'organisation d'un Fonds national des créances alimentaires.

Déposée par Mme C. Burgeon, n° 191/1 du 26 octobre 1995.
Rapporteur : Mme M. Dejonghe.

Travail

Proposition de loi instaurant un droit à l'interruption de carrière pour permettre aux travailleurs de soigner des membres de la famille malades.

Déposée par Mme M. Vanlerberghe, n° 604/1 du 3 juin 1996.
Rapporteur : Mme M. Dejonghe.

III. — Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission

Bénévolat

Proposition de loi portant organisation d'un service citoyen volontaire.

Déposée par MM. A. du Bus de Warnaffe et R. Fournaux, n° 2212/1 du 3 mai 1999.

Communauté et Région

1. Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État.
Déposée par M. P. Dewael, n° 2191/1 du 23 avril 1999.

2. Proposition de loi spéciale modifiant les articles 9 et 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 2202/1 du 26 avril 1999.

Droit pénal

Proposition de loi modifiant le Code pénal et le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'étendre la qualification de l'infanticide.

Déposée par M. H. Wailliez, n° 1354/1 du 13 janvier 1998.

État

Proposition de résolution relative à la dissolution et à la scission complètes de l'État belge.

Déposée par M. I. Lowie, n° 1531/1 du 5 mai 1998.

Guerre

1. Proposition de loi accordant l'amnistie aux victimes de la répression.

Déposée par MM. G. Annemans et X. Buisseret (**), Mme A. Colen, MM. F. de Man, J. Geraerts, J. Huysentruyt, B. Laeremans, I. Lowie, J. Spinnewyn et J. Van den Broeck, n° 302/1 du 13 décembre 1995.

Impôt indirect

1. Proposition de loi modifiant l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Déposée par M. I. Van Belle, n° 1285/1 du 17 novembre 1997.

2. Proposition de résolution relative à la réduction du taux de la TVA applicable aux réparations de bicyclettes et à d'autres services à fort coefficient de main-d'œuvre.

Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2190/1 du 23 avril 1999.

Organisation électorale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Déposée par MM. L. Michel, J. Lefevre et M. Minne, n° 1033/1 du 6 mai 1997.

2. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale.

Déposée par MM. L. Michel, J. Lefevre et M. Minne, n° 1034/1 du 6 mai 1997.

3. Proposition de loi modifiant l'article 56 de la loi électorale communale du 4 août 1932.

Déposée par Mme A. Van de Castele, n° 2200/1 du 26 avril 1999.

Organisation judiciaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire et la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance en ce qui concerne le tribunal de première instance de Hasselt.
Déposée par M. J. Vandeurzen, n° 995/1 du 14 avril 1997.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, pour ce qui concerne le tribunal du travail de Tongres.

Déposée par M. J. Vandeurzen, n° 996/1 du 14 avril 1997.

Peine de mort

Proposition de loi portant approbation du protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort, adopté par le Conseil de l'Europe le 28 avril 1983.

Déposée par M. G. Bourgeois, n° 847/1 du 17 décembre 1996.

Avis du Conseil d'État, n° 847/2 du 17 décembre 1996.

Protection des animaux

Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et interdisant les abattages rituels.

Déposée par M. G. Annemans, n° 310/1 du 13 décembre 1995.

Ressortissant étranger

1. Proposition de résolution relative à la réalisation d'une analyse coût-profit objective de la présence d'étrangers dans notre pays.

Déposée par M. J. Van den Broeck, n° 1491/1 du 3 avril 1998.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par Mme A. Van de Casteele et MM. K. Van Hoorebeke et A. Borginon, n° 2203/1 du 22 avril 1999.

Révision de la Constitution

Proposition de déclaration de révision des articles 53 et 142 de la Constitution.

Déposée par M. P. Dewael, n° 2201/1 du 26 avril 1999.

Santé publique

Proposition de résolution soulevant un conflit de compétence en matière de publicité pour le tabac.

Déposée par MM. Th. Detienne, J. Tavernier et F. Lozie, n° 1888/1 du 17 décembre 1998.

Sécurité routière

Proposition de loi modifiant le règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne les bicyclettes et les cycles.

Déposée par M. H. Van Dienderen et Mme M. Schüttringer, n° 2189/1 du 23 avril 1999.

Travail

Proposition de loi complétant l'article 60 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Déposée par MM. D. Bacquelaine et D. Reynders, n° 1539/1 du 8 mai 1998.

Union européenne

Proposition de résolution relative aux conditions minimales pour l'approbation d'un nouveau traité sur l'Union européenne.

Déposée par MM. O. Deleuze, J. Tavernier, H. Van Dienderen et L. Vanoost, n° 1064/1 du 6 juin 1997.

B. — PROJETS DE LOI ADOPTÉS ET TRANSMIS PAR LE SÉNAT**I. — Projets de loi dont l'examen est terminé en commission****a) Projets de loi que les commissions proposent d'adopter****Procédure civile**

Projet de loi modifiant l'article 1409 du Code judiciaire, en vue d'adapter la quotité non cessible ou non saisissable de la rémunération.

Transmis par le Sénat, n° 2133/1 du 7 avril 1999.

b) Projets de loi que les commissions proposent de ne pas adopter**Santé publique**

Projet de loi modifiant l'article 7, § 2bis, 3°, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac.

Transmis par le Sénat, n° 1862/1 du 7 décembre 1998.

Amendement de MM. D. Reynders, R. Hotermans et R. Denis, n° 1862/2 du 8 février 1999.

Rapport de MM. A. Frédéric et J. Van Erps, n° 1862/3 du 1^{er} mars 1999.

II. — Projets de loi en commission

1. COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Pensions

Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement et la loi du 4 août 1986 réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement.
Transmis par le Sénat, n° 2197/1 du 27 avril 1999.

Procédure civile

Projet de loi modifiant l'article 1409 du Code judiciaire, en vue d'adapter la quotité non cessible ou non saisissable de la rémunération.

Transmis par le Sénat, n° 2133/1 du 7 avril 1999.

Sécurité sociale

Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne le Conseil scientifique institué auprès du Service des soins de santé.
Transmis par le Sénat, n° 2104/1 du 29 mars 1999.
Rapporteur : M. L. Goutry

2. COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Profession indépendante

Projet de loi pour la promotion de l'entreprise indépendante.

Amendé par le Sénat, n° 1207/4 du 20 juillet 1998.

3. COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Police

Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 2064/1 du 12 mars 1999.

4. COMMISSION DE LA JUSTICE

Organisation de la profession

Projet de loi créant un Institut des juristes d'entreprise.
Transmis par le Sénat, n° 2215/1 du 3 mai 1999.

Organisation judiciaire

1. Projet de loi modifiant l'annexe au Code judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 2214/1 du 3 mai 1999.

2. Projet de loi modifiant l'article 306 du Code judiciaire.
Amendé par le Sénat, n° 85/6 du 23 avril 1999.

Procédure pénale

Projet de loi modifiant l'article 217 et insérant un article 217bis dans le Code d'instruction criminelle, et complétant l'article 5 de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
Transmis par le Sénat, n° 1881/1 du 11 décembre 1998.

5. COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Législation

Projet de loi instituant une procédure d'évaluation législative.

Transmis par le Sénat, n° 1950/1 du 22 janvier 1999.
Amendements de M. G. Bourgeois, n° 1950/2 du 27 avril 1999.
Rapporteur : M. D. Reynders.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN ALS NIET-BESTAANDE BESCHOUWD ⁽¹⁾

INHOUD :

	Blz.
A. VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING)	2
I. — Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is	2
II. — Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies	5
1) Bedrijfsleven, Wetenschapsbeleid, Onderwijs, Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, Middenstand en Landbouw	5
2) Binnenlandse Zaken, Algemene Zaken en Openbaar Ambt	7
3) Buitenlandse Betrekkingen	12
4) Financiën en Begroting	14
5) Infrastructuur, Verkeer en Overheidsbedrijven	19
6) Justitie	21
Subcommissie van de commissie voor de Justitie	31
7) Landsverdediging	32
8) Sociale Zaken	33
9) Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Hernieuwing	38
10) Herziening van de Grondwet en Hervorming van de Instellingen	41
11) Handels- en Economisch Recht	44
12) Reglement en Hervorming van de Parlementaire Werkzaamheden	45
13) Verzoekschriften	45
14) Verenigde Commissies	46
15) Adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie	47
III. — Voorstellen die niet naar commissie werden verzonden	47
B. WETSONTWERPEN DIE WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT	49
I. — Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is	49
II. — Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies	49

⁽¹⁾ Artikel 2, eerste lid, van de wet van 5 mei 1999 betreffende de gevolgen van de ontbinding van de Wetgevende Kamers ten aanzien van de aanhangige wetsontwerpen en wetsvoorstellen bepaalt :

« In geval van ontbinding van de federale Wetgevende Kamers worden alle bij de ontbonden Kamers aanhangige wetsontwerpen en wetsvoorstellen als niet-bestaande beschouwd. »

Artikel 2, tweede lid, bepaalt echter dat : « Een wet kan evenwel onder de wetsontwerpen die in de loop van de vorige zittingsperiode door een van beide federale Wetgevende Kamers waren aangenomen, die ontwerpen aanwijzen welke zonder nieuwe verzending aanhangig zijn bij de andere federale Wetgevende Kamer op voorwaarde dat laatstgenoemde assemblee ze tijdens de vorige zittingsperiode niet had verworpen. »

(Opmerking : de tabel bevat niet alleen de wetsvoorstellen, maar eveneens andere voorstellen.)

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

A. — VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING)

I. — Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is

a) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de bespreking en/of de stemming in plenaire vergadering werden verdaagd

Geneeskunde

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige koninklijke besluiten inzake de bijzondere beroepstitels voor verpleegkundigen en normen waaraan sommige ziekenhuisdiensten moeten voldoen.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 2059/1 van 15 maart 1999.

Verslag van mevrouw I. van Kessel, n° 2059/2 van 27 april 1999.

b) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming wordt voorgesteld door de commissies

Arbeid

Wetsvoorstel betreffende het behoud van het normaal loon van samenwonende werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

Ingediend door de heren H. Bonte en J.-M. Delizée, n° 855/1 van 18 december 1996.

Amendementen van de heren J. Wauters en D. Bacquelaire, n° 855/2 van 21 april 1999.

Verslag van de heer M. Dighneef, n° 855/3 van 4 mei 1999.

Tekst aangenomen door de commissie voor de Sociale Zaken, n° 855/4 van 8 mei 1999.

Amendement van de heer J. Tavernier, n° 499/2 van 8 mei 1996.

Verslag van mevrouw A. Hermans, n° 499/3 van 14 mei 1996.

Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Begroting, n° 499/4 van 31 mei 1996.

Radio- en televisietaks

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heren G. Bourgeois en H. Olaerts, n° 951/1 van 6 maart 1997.

Verslag van de heer J. Tavernier, n° 951/2 van 23 december 1997.

Herziening van de Grondwet

Herziening van de Grondwet.

Herziening van artikel 44, eerste lid, van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer J. Dupré (**), n° 597/1 van 31 mei 1996.

Overgenomen door de heer P. Tant, op 1 juli 1996, ter vervanging van de heer J. Dupré (**).

Amendement van de heer J. Dupré (**), n° 597/2 van 26 juni 1996.

Kaft, n° 597/3 van 1 juli 1996.

Verslag van de heer R. Delathouwer, n° 597/4 van 2 juli 1996.

Tekst aangenomen door de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen, n° 597/5 van 2 juli 1996.

Veiligheid op de weg

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor het vervoer te land, de onderdelen ervan evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Ingediend door de heren J. Ansoms en H. Brouns, n° 701/1 van 3 oktober 1996.

Amendement van de regering, n° 701/2 van 15 januari 1997.

Amendement van de heer J. Ansoms, n° 701/3 van 25 februari 1997.

Verslag van de heer M. Bartholomeeussen, n° 701/4 van 3 mei 1999.

Indirecte belasting

Wetsvoorstel tot invoering van het BTW-tarief van 6 % in de sierteelt.

Ingediend door de heer P. Tant, n° 499/1 van 27 maart 1996.

Verkeersvoorschriften

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 27.4. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer P. Chevalier, n° 2074/1 van 17 maart 1999.

De namen gevolgd door twee (**) zijn deze van de volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaakten van de Kamer tijdens de 49^e zittingsperiode.

c) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies

Arbeidsbezoldiging

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 juni 1976 tot invoering van een vakantiegeld voor bepaalde groepen van personen.
 Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 373/1 van 17 januari 1996.
 Verslag van de heer J.-M. Delizée, n° 373/2 van 6 februari 1997.

Arbeidscontract

Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.
 Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 347/1 van 21 december 1995.
 Verslag van mevrouw T. Pieters (**), n° 347/2 van 15 juli 1996.

Belasting

Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een absolute belastingstop op het eigendomsbezit.
 Ingediend door de heren J. Valkeniers, P. Dewael, R. Daems, H. De Croo, M. van den Abeelen, P. De Grauwe, n° 615/1 van 12 juni 1996.
 Verslag van de heer D. Reynders, n° 615/2 van 29 januari 1997.

Beroepsorganisatie

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.
 Ingediend door de heer D. Reynders, n° 1232/1 van 9 oktober 1997.
 Verslag van de heer L. Willems, n° 1232/2 van 15 december 1997.
 Teruzgending naar de commissie op 17 december 1997.
 Verslag van mevrouw S. Creyf, n° 1232/3 van 19 juni 1998.

Dierenbescherming

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.
 Ingediend door de heer M. van den Abeelen, n° 298/1 van 11 december 1995.
 Verslag van de heer J. Verstraeten, n° 298/2 van 5 maart 1996.

Directe belasting

1. Wetsvoorstel ter aanmoediging van beleggingen in risicodragend kapitaal.
 Ingediend door de heren P. De Grauwe, P. Lano, M. van den Abeelen en J. Van Aperen, n° 540/1 van 29 april 1996.
 Verslag van de heer D. Reynders, n° 540/2 van 29 januari 1997.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 ten einde een belastingplichtige bouwheer toe te staan de gerechtskosten af te trekken.
 Ingediend door de heren M. Mairesse, R. Fournaux, R. Lespagnard, M. Minne, J.-J. Viseur (**) en J.-P. Viseur, n° 835/1 van 13 december 1996.
 Verslag van de heer J. Arens, n° 835/2 van 2 juni 1997.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de aftrekbaarheid mogelijk te maken van de verblijfkosten, betaald door de studenten die hoger onderwijs volgen.
 Ingediend door de heer J. Arens, n° 1037/1 van 7 mei 1997.
 Amendement van de heer J. Arens, n° 1037/2 van 15 mei 1998.
 Amendement van de heer J. Arens, n° 1037/3 van 23 maart 1999.
 Verslag van de heer L. Suykens, n° 1037/4 van 13 april 1999.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 31 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de gedeeltelijke belastingvrijstelling van sluitingsvergoedingen en vergoedingen wegens collectief ontslag.
 Ingediend door de heer B. Laeremans, n° 1244/1 van 22 oktober 1997.
 Amendement van de heer B. Laeremans, n° 1244/2 van 15 juli 1998.
 Verslag van mevrouw A. Colen, n° 1244/3 van 29 oktober 1998.

5. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 318 en 327, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Ingediend door de heren L. Suykens en H. Schoeters, n° 1413/1 van 6 februari 1998.
 Verslag van de heer L. Suykens, n° 1413/2 van 15 april 1998.
 Verslag van de heer R. Meureau, n° 1413/3 van 16 juni 1998.

Energiebeleid

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 173, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 met betrekking tot de opstelling van een uitrustingsprogramma voor de elektriciteitssector.
 Ingediend door de heer O. Deleuze, n° 246/1 van 20 november 1995.
 Verslag van mevrouw M. Schüttringer, n° 246/2 van 11 juni 1998.

Geweld

Wetsvoorstel betreffende de schadevergoeding van de Belgen die in het buitenland het slachtoffer van oorlogen of onlusten zijn geworden.
 Ingediend door de heren J. Simonet, L. Michel en D. Reynders, n° 611/1 van 10 juni 1996.
 Verslag van mevrouw S. Verhoeven, n° 611/2 van 21 november 1996.

Kansspel

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij.
 Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 627/1 van 20 juni 1996.
 Verslag van de heer J. Arens, n° 627/2 van 14 mei 1997.

Luchtvaart

1. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op nachtvluchten van en naar de nationale luchthaven van Zaventem voor bepaalde types van vliegtuigen.
 Ingediend door de heer J. Vandenhoute, n° 1796/1 van 4 november 1998.
 Amendementen van de heren J. Vandenhoute, L. Vanoost en M. Wauthier, n° 1796/2 van 24 maart 1999.
 Verslag van de heer J. Van Aperen, n° 1796/3 van 3 mei 1999.

2. Wetsvoorstel betreffende het op de luchthaven van Zaventem voor nachtvluchten preferente gebruik van « 25 Rechts » als landingsbaan en van « 07 Links » als startbaan teneinde de vliegtuighinder terug te dringen. Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 2077/1 van 18 maart 1999.
Verslag van de heer M. Moock, n° 2077/2 van 3 mei 1999.

Pensioenen

- Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 26, § 2, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
- Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 241/1 van 17 november 1995.
- Amendement van de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 241/2 van 3 december 1996.
- Verslag van de heer M. Dighneef, n° 241/3 van 16 december 1996.

Politie

- Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 91bis in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.
- Ingediend door de heren J.-P. Viseur, J. Tavernier en O. Deleuze, n° 1957/1 van 29 januari 1999.
- Verslag van mevrouw A. Hermans, n° 1957/2 van 5 maart 1999.

Rechten van de mens

1. Voorstel van resolutie strekkende tot ondertekening door België van de Raamovereenkomst van de Raad van Europa voor de bescherming van de nationale minderheden.
Ingediend door de heren P. Beaufays en J.-P. Henry, n° 1845/1 van 27 november 1998.
Verslag van de heer A. Gehlen en mevrouw S. Verhoeven, n° 1845/2 van 1 april 1999.
2. Voorstel van resolutie strekkende tot ondertekening door België van de Raamovereenkomst van de Raad van Europa voor de bescherming van de nationale minderheden.
Ingediend door de heren G. Clerfayt, O. Maingain, S. Moureaux en D. Reynders, n° 1846/1 van 27 november 1998.
Verslag van de heer A. Gehlen en mevrouw S. Verhoeven, n° 1846/2 van 1 april 1999.

Reglement van de Kamer

1. Voorstel tot wijziging van artikel 3 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers betreffende de samenstelling van het bureau.
Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Tavernier, n° 231/1 van 13 november 1995.
Amendement van de heren Th. Detienne en J. Tavernier, n° 231/2 van 11 juni 1998.
Verslag van mevrouw M. Vanlerberghe, n° 231/3 van 15 september 1998.
2. Voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer strekkende tot afschaffing van de mogelijkheid om eenvoudige moties in te dienen.
Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Tavernier, n° 514/1 van 4 april 1996.
Verslag van de heer D. Reynders, n° 514/2 van 15 september 1998.
3. Voorstel tot wijziging van het Reglement.
Ingediend door de heer F. Van den Eynde, n° 914/1 van 3 februari 1997.
Rapporteur : mevrouw M. Vanlerberghe.

Spoorwegwet

- Voorstel van resolutie strekkende tot het verlenen, aan het Rekenhof, van een controleopdracht op de aanwending van overheidsgeld door de NMBS.
- Ingediend door de heren D. Reynders en H. De Croo, n° 1613/1 van 17 juni 1998.
- Amendement van de heren H. De Croo, D. Reynders en K. Van Hoorebeke, n° 1613/2 van 10 maart 1999.
- Verslag van de heer J. Van Aperen, n° 1613/3 van 7 april 1999.
- Amendementen van de heren D. Reynders, H. De Croo, L. Vanvelthoven, M. Bartholomeeussen, H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1613/4 van 27 april 1999.
- Aanvullend verslag van de heer J. Van Aperen, n° 1613/5 van 3 mei 1999.
- Terugzending naar de commissie op 22 april 1999.

Veiligheid op de weg

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer om autowedstrijden te verbieden die volledig of gedeeltelijk op de openbare weg plaatshebben.
- Ingediend door de heer F. Lozie, n° 455/1 van 29 februari 1996.
- Verslag van de heer J. Van Aperen, n° 455/2 van 3 maart 1997.

Volksgezondheid

1. Wetsvoorstel betreffende asbest en asbestverbindingen.
Ingediend door de heren O. Deleuze en F. Lozie, n° 883/1 van 14 januari 1997.
Amendement van de heer Ph. Seghin, n° 883/2 van 3 februari 1998.
Verslag van mevrouw M. Dejonghe, n° 883/3 van 29 juni 1998.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.
Ingediend door de heren R. Hotermans, P. Dewael, A. Grosjean (**), A. Gehlen, D. Bacquelaine, J.-P. Detremmerie, Th. Giet, D. Reynders en Ph. Seghin, n° 1333/1 van 17 december 1997.
Amendement van de heren D. Reynders, R. Hotermans en R. Denis, n° 1333/2 van 3 december 1998.
Rapporteurs : de heren A. Frédéric en J. Van Erps.

Wegverkeer

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968.
- Ingediend door de heer X. Buisseret (**), n° 731/1 van 24 oktober 1996.
- Verslag van de heer R. Fournaux, n° 731/2 van 20 maart 1997.

Werkloosheid

- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.
- Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 345/1 van 21 december 1995.
- Verslag van mevrouw T. Pieters (**), n° 345/2 van 17 juni 1996.

II. — Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies

1. COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW

Archief

Voorstel van archiefwet.
 Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 258/1 van 22 november 1995.
 Amendementen van de heer R. Hotermans en mevrouw S. Creyf, n° 258/2 van 2 juli 1996.
 Amendement van de heer J. Van den Broeck, n° 258/3 van 3 december 1996.
 Advies van de Raad van State, n° 258/4 van 11 maart 1997.
 Amendementen van mevrouw S. Creyf, n° 258/5 van 21 mei 1997.
 Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

Beroepsbekwaamheid

Wetsvoorstel tot bescherming van de titel en de uitoefening van het beroep van autodeskundige.
 Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 2156/1 van 22 april 1999.

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.
 Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 91/1 van 2 oktober 1995.
 2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 7bis van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren.
 Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 1153/1 van 22 juli 1997.
 Rapporteur : de heer J. Van den Broeck.

Bescherming van de consument

1. Wetsvoorstel houdende een vaste boekenprijs.
 Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 80/1 van 25 september 1995.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument betreffende de betoelging van voorbarige reclame.
 Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 216/1 van 8 november 1995.
 Rapporteur : de heer J. Verstraeten.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en tot reglementering van de financiële gevolgen van de niet-uitvoering van een overeenkomst.
 Ingediend door de heren M. Dighneef en L. Toussaint, n° 560/1 van 30 april 1996.
 4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.
 Ingediend door de heer R. Biefnot, n° 875/1 van 9 januari 1997.
 5. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met het oog op de beperking van de reclame tot stimulering van het krediet.

Ingediend door mevrouw M. Dejonghe en de heer R. De Richter, n° 1252/1 van 27 oktober 1997.
 Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

6. Wetsvoorstel tot instelling van een positieve kredietcentrale bij de Nationale Bank van België.
 Ingediend door mevrouw M. Dejonghe en de heren R. De Richter en R. Demotte, n° 1253/1 van 27 oktober 1997.
 Rapporteurs : de heer Ch. Moors, mevrouw S. Creyf en de heer J.-J. Viseur (**).

7. Wetsvoorstel houdende het verbod op bepaalde vormen van invordering van schulden tegen betaling.
 Ingediend door mevrouw M. Dejonghe en de heren R. De Richter en R. Demotte, n° 1256/1 van 27 oktober 1997.
 Rapporteurs : de heren Ch. Moors en J. Verstraeten.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten.
 Ingediend door de heren R. Demotte en M. Moock, n° 1522/1 van 4 mei 1998.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met name wat de verkopen aan de consument betreft gesloten buiten de onderneming van de verkoper.
 Ingediend door de heren J. Arens en M. Mairesse, n° 1546/1 van 8 mei 1998.

10. Wetsvoorstel betreffende de commissies voor de buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen.
 Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 1674/1 van 15 juli 1998.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument teneinde het misbruik van de zwakheid van de consumenten strafbaar te stellen.
 Ingediend door de heer R. Demotte, n° 1925/1 van 13 januari 1999.

Burgerlijke rechtsoverdracht

Wetsvoorstel tot wijziging, wat het uitvoerend beslag op roerend goed voor geringe schuldvorderingen betreft, van artikel 1499 van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door mevrouw M. Dejonghe en de heren R. De Richter en R. Demotte, n° 1254/1 van 27 oktober 1997.
 Rapporteur : de heer Ch. Moors.

Civiele aansprakelijkheid

Wetsvoorstel tot wijziging van de vergoedingsregeling voor lichamelijke en morele schade, geleden door zwakke weggebruikers en passagiers van voertuigen bij letselongevallen.
 Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1757/1 van 5 oktober 1998.

Dierenbescherming

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 30bis in de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

Ingediend door de heer J. Simonet, n° 1095/1 van 30 juni 1997.

Elektriciteitsvoorziening

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening.

Ingediend door de heren F. Lozie en O. Deleuze, n° 223/1 van 10 november 1995.

Energiebeleid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 173, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 met betrekking tot het opstellen van een uitrustingsplan voor elektrische energie.

Ingediend door de heren R. De Richter en J. Verstraeten, n° 167/1 van 23 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een uitrustingsplan voor de aardgassector.

Ingediend door de heren R. De Richter en J. Verstraeten, n° 175/1 van 24 oktober 1995.

Financiële instelling

Wetsvoorstel tot regeling van de kosten aangerekend op bepaalde financiële verrichtingen.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur, J. Tavernier en Th. Detienne, n° 1353/1 van 6 januari 1998.

Amendement van de heren J.-P. Viseur en R. Demotte, n° 1353/2 van 24 november 1998.

Verslag van de heer J. Verstraeten, n° 1353/3 van 8 januari 1999.

Amendementen van de heer R. De Richter, n° 1353/4 van 12 januari 1999.

Terugzending naar de commissie op 14 januari 1999.

Gezinsuitkering

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Ingediend door de heren F. Van den Eynde, X. Buisseret (***) en J. Van den Broeck, n° 422/1 van 8 februari 1996.

Handelsonderneming

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen.

Ingediend door de heer H. Wailliez, n° 759/1 van 8 november 1996.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12 van de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen.

Ingediend door de heren P. Dewael en H. De Croo, n° 1382/1 van 22 januari 1998.

Huisvesting

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van te bouwen of in aanbouw zijnde woningen en van het koninklijk besluit van 21 oktober 1971 houdende uitvoering van de wet van 9 juli 1971.

Ingediend door de heren W. Vermeulen en A. Schellens, n° 2110/1 van 30 maart 1999.

Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

Kernenergie

Voorstel van resolutie met betrekking tot de gevolgen van de nucleaire ramp in Tsjernobyl en de keuze voor elektriciteitsproductie zonder gebruik te maken van kernsplijting.

Ingediend door mevrouw A. Van de Casteele en de heren H. Olaerts, A. Borginon, G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 591/1 van 29 mei 1996.

Milieubescherming

1. Wetsvoorstel houdende het verbod van ondergrondse berging van nucleaire afvalstoffen.

Ingediend door de heren O. Deleuze en H. Van Dienderen, n° 222/1 van 9 november 1995.

2. Voorstel van resolutie betreffende de berging van laag-radioactief afval.

Ingediend door de heren J. Wauters en O. Deleuze, n° 1750/1 van 2 oktober 1998.

3. Voorstel van resolutie betreffende de berging van nucleair afval van categorie A.

Ingediend door mevrouw S. Creyf, de heren R. Demotte, R. De Richter en M. Mairesse en mevrouw I. Van Kessel, n° 1752/1 van 2 oktober 1998.

Natuurramp

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 8 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Ingediend door de heren M. Wauthier en J. Barzin, n° 1267/1 van 4 november 1997.

Onderneming

Wetsvoorstel ter vereenvoudiging van de aan ondernemingen opgelegde administratieve formaliteiten.

Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 1712/1 van 17 augustus 1998.

Onderwijs

Wetsvoorstel waarbij de bepalingen van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisorat uitgebreid worden tot het gesubsidieerd onderwijs.

Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 140/1 van 17 oktober 1995.

Pensioenen

Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid voor vrouwen om toe te treden tot de regeling voor vervroegde uittrekking in de landbouwsector.

Ingediend door de heer J. Arens, n° 273/1 van 28 november 1995.

Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

Schuldenlast

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet met het oog op de voorkoming van schuldenoverlast.

Ingediend door de heren O. Maingain en G. Clerfayt, n° 858/1 van 18 december 1996.

Rapporteurs : de heer Ch. Moors, mevrouw S. Creyf en de heer J.-J. Viseur (**).

Sociale Zekerheid

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 239/1 van 17 november 1995.

Verzekering

1. Wetsvoorstel tot invoering van een verplichte burgerrechtelijke aansprakelijkheidsverzekering buiten overeenkomst met betrekking tot het privé-leven.

Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 251/1 van 21 november 1995.

Amendementen van de heer R. De Richter, n° 251/2 van 25 februari 1997.

Amendement van de heer R. Hotermans, n° 251/3 van 20 mei 1998.

Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

2. Wetsvoorstel houdende de verzekering tegen schade ingevolge overstroming en aardbeving.

2. COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

Archief

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 132 van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 260/1 van 22 november 1995.

Advies van de Raad van State, n° 260/2 van 11 maart 1997.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet.

Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 261/1 van 22 november 1995.

Advies van de Raad van State, n° 261/2 van 11 maart 1997.

Bemiddelaar

Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet, de nieuwe gemeentewet en de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.

Ingediend door de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 2068/1 van 15 maart 1999.

Buitenlandse staatsburger

1. Wetsvoorstel houdende de invoering van een terugkeerregeling voor personen van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heer J. Simonet, n° 115/1 van 10 oktober 1995.

2. Voorstel van resolutie betreffende de bestraffing van elke vorm van medeplichtigheid aan clandestiene immigratie.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 165/1 van 20 oktober 1995.

3. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de regering, n° 1487/1 van 2 april 1998.

Ingediend door de heer R. De Richter, n° 1057/1 van 2 juni 1997.

3. Wetsvoorstel tot invoering van een artikel 80bis in de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door de heren L. Vanvelthoven en H. Schoeters, n° 1670/1 van 15 juli 1998.

Veterinaire wetgeving

Voorstel van resolutie betreffende de wijze waarop de rechten voor veterinaire controle en keuring worden vastgesteld.

Ingediend door de heer R. Denis, n° 2018/1 van 25 februari 1999.

Wapenindustrie

Wetsvoorstel tot oprichting van een overleg- en evaluatiecomité voor aangelegenheden met betrekking tot het inzake defensie te voeren industriebeleid.

Ingediend door de heer J.-P. Moerman, n° 1853/1 van 1 december 1998.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, teneinde een uitzonderingsprocedure voor de regularisatie van illegaal in ons land verblijvende vreemdelingen in te voeren, alsook tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, teneinde in een tijdelijke beschermingsregeling te voorzien.

Ingediend door de heren V. Decroly (**), Th. Detienne, F. Lozie, J. Tavernier, O. Deleuze, n° 1810/1 van 12 november 1998.

5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de procedures tot het verkrijgen van de hoedanigheid van vluchteling betreft, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heren P. De Crem, J. Van Overberghe, n° 1897/1 van 21 december 1998.

6. Voorstel van resolutie betreffende de uitzetting van de Sierraleonse ingezetenen.

Ingediend door de heren V. Decroly (**), F. Lozie, J. Lefevre, S. Moureaux en mevrouw Schüttringer, n° 2029/1 van 3 maart 1999.

7. Wetsvoorstel tot invoering van een terugkeerpremie voor personen van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heer J. Spinnewyn, n° 2044/1 van 8 maart 1999.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Th. Giet, n° 2155/1 van 22 april 1999.

Civiele bescherming

Wetsvoorstel betreffende de hervorming van de civiele-veiligheidsdiensten.

Ingediend door de heer R. Lespagnard, n° 1514/1 van 28 april 1998.

Rapporteur : de heer R. Lespagnard.

Gemeenschap en Gewest

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de toewijzing van de betrekkingen in de hoofdstedelijke diensten aan de verschillende taalkaders betreft, van artikel 32 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 1473/1 van 25 maart 1998.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.
Ingediend door de heren G. Annemans en B. Laeremans, n° 1595/1 van 11 juni 1998.
3. Wetsvoorstel houdende overdracht van de uitoefening van het gewoon administratief toezicht op de gemeenten van het Duitse taalgebied aan de Duitstalige Gemeenschap.
Ingediend door de heer A. Gehlen, n° 1814/1 van 17 november 1998.
Rapporteur : de heer P. Van Gheluwe.
4. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp betreft, van artikel 32 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heer P. Dewael, n° 1882/1 van 15 december 1998.
5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp betreft, van artikel 32 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.
Ingediend door de heer R. Delathouwer en mevrouw S. Creyf, n° 1901/1 van 21 december 1998.

Gemeente

1. Wetsvoorstel tot wijziging van titel V, hoofdstuk II, van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 32/1 van 19 juli 1995.
2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet, wat de aanduiding van burgemeesters en schepenen betreft.
Ingediend door de heren P. Roose (**), I. Lowie en J. Van den Broeck, n° 307/1 van 13 december 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 85 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren D. D'hondt en E. Bertrand (**), n° 392/1 van 26 januari 1996.
Rapporteur : de heer J.-P. Detremmerie.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 569/1 van 7 mei 1996.
5. Wetsvoorstel tot opheffing van het vermoeden van taalkennis.
Ingediend door de heren X. Buisseret (**), I. Lowie en J. Van den Broeck, n° 616/1 van 12 juni 1996.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 juni 1988 tot vaststelling van de schrijfwijze van de gemeentenamen.
Ingediend door de heren I. Lowie en X. Buisseret (**), n° 635/1 van 2 juli 1996.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer B. Laeremans, n° 714/1 van 14 oktober 1996.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.
Ingediend door de heer I. Lowie, n° 728/1 van 22 oktober 1996.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 71 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer B. Laeremans, n° 732/1 van 24 oktober 1996.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Van den Broeck, n° 746/1 van 6 november 1996.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 88, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Van den Broeck, n° 966/1 van 18 maart 1997.
12. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de verkiezing van de burgemeester betreft, van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren J. Van den Broeck en F. De Man, n° 974/1 van 24 maart 1997.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 301 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 985/1 van 26 maart 1997.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 134 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer F. De Man, n° 1029/1 van 6 mei 1997.
15. Voorstel van bijzondere wet tot afschaffing van de faciliteiten in de randgemeenten.
Ingediend door de heren G. Annemans en B. Laeremans, n° 1369/1 van 16 januari 1998.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 244 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 1824/1 van 19 november 1998.
17. Wetsvoorstel houdende de rechtstreekse verkiezing van de burgemeester.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1982/1 van 12 februari 1999.
18. Voorstel van resolutie tot afschaffing van het recht om aan de steden en gemeenten nieuwe lasten op te leggen.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 2017/1 van 25 februari 1999.
Amendement van de heer J.-P. Viseur, n° 2017/2 van 1 april 1999.
19. Wetsvoorstel tot afschaffing van het recht om aan de steden en gemeenten nieuwe lasten op te leggen.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 2023/1 van 1 maart 1999.

Identiteitsbewijs

- Wetsvoorstel tot invoering van een uniforme legitimatiekaart.
Ingediend door de heer P. De Crem, n° 1506/1 van 22 april 1998.

Leger

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en van artikel 71 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer F. Ghesquière, n° 493/1 van 25 maart 1996.

Rapporteur : de heer P. Van Gheluwe.
Verzonden voor advies.

Milieubescherming

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

Ingediend door de heer J.-P. Detremmerie, n° 1597/1 van 11 juni 1998.

OCMW

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 88 en 89 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heren L. Willems, J.-P. Detremmerie, Ch. Janssens en mevrouw M. Dejonghe, n° 1798/1 van 5 november 1998.

Onverenigbaarheid

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 73 van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door de heer J. Eeman, n° 367/1 van 12 januari 1996.

Openbare veiligheid

1. Wetsvoorstel betreffende het gebruik van camera's.
Ingediend door de heer L. Vanvelthoven, n° 2079/1 van 18 maart 1999.

Rapporteur : de heer P. Van Gheluwe.

2. Wetsvoorstel betreffende de plaatsing van bewakings- en beveiligingscamera's op de openbare weg.

Ingediend door de heer J. Van Overberghe, n° 2101/1 van 25 maart 1999.

Organisatie van verkiezingen

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 102 van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer Th. Giet, n° 110/1 van 10 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel betreffende het actief en passief kiesrecht voor inwoners van België bij de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heren F. Lozie en V. Decroly (**), n° 331/1 van 19 december 1995.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek.

Ingediend door de heren G. Annemans, B. Laeremans en F. De Man, n° 623/1 van 18 juni 1996.

4. Wetsvoorstel tot opheffing van titel VI van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1009/1 van 25 april 1997.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, teneinde het kiesrecht bij gemeenteraadsverkiezingen toe te kennen aan de onderdanen uit landen die geen lid zijn van de Europese Unie.

Ingediend door mevrouw P. Cahay-André en de heren J.-J. Viseur (**) en J.-P. Detremmerie, n° 1019/1 van 29 april 1997.

6. Wetsvoorstel tot wijziging, met het oog op de afschaffing van de opkomstplicht, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932.
Ingediend door de heer J. Van Hecke (**), n° 1036/1 van 7 mei 1997.

7. Wetsvoorstel tot wijziging, met het oog op de afschaffing van de opkomstplicht bij de verkiezingen voor het Vlaams Parlement en de Waalse Gewestraad, van artikel 27 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1043/1 van 12 mei 1997.

8. Wetsvoorstel tot neutralisering van de gevolgen van de stem bovenaan op een lijst bij de parlements- en de provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heren L. Michel en D. Reynders, n° 1048/1 van 15 mei 1997.

9. Wetsvoorstel houdende de fusie van de kieskringen Brugge en Oostende-Veurne-Diksmuide-Ieper.

Ingediend door de heer F. Lozie, n° 1083/1 van 17 juni 1997.

10. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de kieskringen voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers betreft, van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer F. Lozie, n° 1091/1 van 25 juni 1997.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciekieswetgeving.

Ingediend door de heer F. Lozie, n° 1092/1 van 25 juni 1997.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 56 van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 1104/1 van 1 juli 1997.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 en van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen teneinde de devolutive werking van de lijststem ongedaan te maken.

Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 1105/1 van 1 juli 1997.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de nieuwe gemeentewet.

Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 1106/1 van 1 juli 1997.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 4 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1187/1 van 16 september 1997.

16. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 13 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselsese instellingen.

Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1188/1 van 16 september 1997.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming.

Ingediend door de heer D. Reynders, n° 1420/1 van 16 februari 1998.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 8, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1625/1 van 24 juni 1998.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.
Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1626/1 van 24 juni 1998.
20. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 26bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1627/1 van 24 juni 1998.
21. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 21 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.
Ingediend door de heren D. Reynders en L. Michel, n° 1628/1 van 24 juni 1998.
22. Voorstel van bijzondere wet betreffende de cumulatie van kandidaturen bij verkiezingen.
Ingediend door de heren J. Wauters en J. Tavernier, n° 1640/1 van 8 juli 1998.
23. Wetsvoorstel betreffende de cumulatie van kandidaturen bij gelijktijdige verkiezingen voor de Wetgevende Kamers en het Europees Parlement.
Ingediend door de heren J. Wauters en J. Tavernier, n° 1641/1 van 8 juli 1998.
24. Wetsvoorstel ter bevordering van gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij verkiezingen.
Ingediend door de heer J. Wauters en mevrouw Schüttringer, n° 1731/1 van 10 september 1998.
25. Voorstel van bijzondere wet ter bevordering van gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij verkiezingen.
Ingediend door de heer J. Wauters en mevrouw Schüttringer, n° 1732/1 van 10 september 1998.
26. Wetsvoorstel tot neutralisering van de lijststem en opheffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers bij de parlementsverkiezingen.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1734/1 van 15 september 1998.
27. Wetsvoorstel tot neutralisering van de lijststem en opheffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers bij de verkiezing van het Europees Parlement.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1735/1 van 15 september 1998.
28. Voorstel van bijzondere wet tot neutralisering van de lijststem en opheffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers bij de verkiezingen van het Vlaams Parlement en de Waalse Gewestraad.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1736/1 van 15 september 1998.
29. Voorstel van bijzondere wet tot neutralisering van de lijststem en opheffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers bij de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1737/1 van 15 september 1998.
30. Wetsvoorstel tot neutralisering van de gevolgen van de lijststem bij gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1738/1 van 15 september 1998.
31. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 56 van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932.

- Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 1771/1 van 7 oktober 1998.
32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming.
Ingediend door de heer F. De Man, n° 1772/1 van 8 oktober 1998.
33. Voorstel van resolutie betreffende de automatische stemverrichtingen.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 1941/1 van 21 januari 1999.
34. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen, alsmede van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.
Ingediend door de heren D. Reynders, O. Maingain en mevrouw P. Cahay-André, n° 2054/1 van 11 maart 1999.
Amendementen van de heer O. Deleuze, n° 2054/2 van 16 maart 1999.
Amendement van de heer A. Gehlen, n° 2054/3 van 17 maart 1999.
35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, van het Kieswetboek, van de inrichtingswet der provincieverkiezingen van 19 oktober 1921, alsmede van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.
Ingediend door de heren D. Reynders en O. Maingain en mevrouw P. Cahay-André, n° 2055/1 van 11 maart 1999.

Overheidsadministratie

1. Wetsvoorstel strekkende tot strenge inperking van de tussenkomst van politieke mandatarissen bij de afhandeling van individuele administratieve dossiers.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 592/1 van 30 mei 1996.
2. Wetsvoorstel tot regeling van de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor personen die op ministeriële kabinetten werken of tewerkgesteld zijn geweest.
Ingediend door de heren K. Van Hoorebeke en G. Bourgeois, n° 913/1 van 3 februari 1997.
3. Voorstel van resolutie betreffende de taalkaders bij de federale overheid.
Ingediend door de heren B. Laeremans en G. Annemans, n° 1315/1 van 10 december 1997.

Overheidssteun

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen.
Ingediend door de heren M. Mairesse en R. Lespagnard, n° 522/1 van 9 april 1996.

Paspoort

- Wetsontwerp tot afschaffing van de commissie van beroep inzake de afgifte van paspoorten.
Ingediend door de regering, n° 2006/1 van 23 februari 1999.

Plaatselijk bestuur

- Voorstel van resolutie betreffende de gemeentelijke en provinciale verenigingen zonder winstoogmerk.
Ingediend door de heren F. De Man en I. Lowie, n° 335/1 van 19 december 1995.

Politie

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 24*bis* in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.
Ingediend door de heer F. De Man, n° 1027/1 van 6 mei 1997.

Provincie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de provinciewet.
Ingediend door de heren I. Lowie, B. Laeremans en F. Van den Eynde, n° 556/1 van 29 april 1996.
2. Wetsvoorstel tot regeling van de provinciegouverneursverkiezingen.
Ingediend door de heer F. Lozie, n° 1343/1 van 23 december 1997.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1, 4, 5 en 5*bis* van de provinciewet, met het oog op de invoering van de rechtstreekse verkiezing van de provinciegouverneur.
Ingediend door de heer F. Lozie, n° 1345/1 van 23 december 1997.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5, § 1, van de provinciewet.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 2012/1 van 23 februari 1999.

Raad van State

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 579/1 van 22 mei 1996.
Rapporteur : de heer P. De Crem.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1234/1 van 14 oktober 1997.
3. Wetsvoorstel tot beteugeling van het tergend en roekeloos beroep bij de afdeling administratie van de Raad van State.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 1497/1 van 15 april 1998.

Racisme

Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.
Ingediend door de heren F. Van den Eynde, J. Huysentruyt en F. De Man, n° 1379/1 van 21 januari 1998.

Rechtspersoon

Wetsontwerp tot regeling van een nationaal repertorium van de rechtspersonen en de verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, die onderworpen zijn aan verplichtingen of die houder zijn van rechten krachtens de Belgische fiscale, sociale en economische wetgeving.
Ingediend door de regering, n° 2151/1 van 20 april 1999.

Referendum

1. Wetsvoorstel strekkende tot instelling van een volksraadpleging over de herinvoering van de doodstraf.
Ingediend door de heer H. Wailliez, n° 1049/1 van 15 mei 1997.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een referendum over het Verdrag van Amsterdam houdende wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen en sommige bijbehorende akten.

Ingediend door de heer A. Borginon en mevrouw A. Van de Castele, n° 1429/1 van 19 februari 1998.

Regering

1. Wetsvoorstel houdende regeling van het taalgebruik van de leden van de federale regering.
Ingediend door de heren I. Lowie en X. Buisseret (**), n° 447/1 van 16 februari 1996.
2. Wetsvoorstel met het oog op de verduidelijking en de verhoging van de informatieve waarde van de regeringsadvertenties in de geschreven pers.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 634/1 van 2 juli 1996.

Registratie van een voertuig

Wetsvoorstel tot registratie van de fietsen.
Ingediend door de heer W. Taelman, n° 77/1 van 21 september 1995.
Rapporteur : de heer J. Van Eetvelt.

Staking

Wetsvoorstel tot waarborging van de continuïteit van de openbare diensten in geval van staking.
Ingediend door de heren L. Michel, D. Reynders en P. Dewael, n° 378/1 van 23 januari 1996.

Taalgebruik

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 21 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.
Ingediend door de heren B. Laeremans, I. Lowie en F. Van den Eynde, n° 452/1 van 29 februari 1996.
2. Voorstel van resolutie tot erkenning van het eigen karakter van het Areler Land.
Ingediend door de heer I. Lowie, n° 636/1 van 2 juli 1996.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 47 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 917/1 van 6 februari 1997.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 65 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heren K. Van Hoorebeke en P. Dewael, n° 1500/1 van 15 april 1998.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 1502/1 van 20 april 1998.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52 van en tot invoeging van een artikel 59*bis* in de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
Ingediend door de heer F. Van den Eynde, nr. 1945/1 van 22 januari 1999.

Vakvereniging

Wetsvoorstel tot invoering van de vakbondsvertegenwoordiging bij het openbaar ambt.

Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 139/1 van 17 oktober 1995.

Verkiezingspropaganda

1. Wetsvoorstel tot organisatie van de verkiezing van de kandidaat-burgemeesters.

Ingediend door de heren L. Michel, D. Reynders en J. Simonet, n° 93/1 van 3 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Waalse Gewestraad, de Vlaamse Raad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, en van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door mevrouw P. Cahay-André en de heer F. Cauwenberghs, n° 436/1 van 15 februari 1996.

Advies van de Raad van State, n° 436/2 van 5 februari 1997.

3. Wetsvoorstel betreffende de financiering en de open boekhouding van de componenten van de politieke partijen.

Ingediend door de heren O. Deleuze en J. Tavernier, n° 964/1 van 18 maart 1997.

4. Wetsvoorstel tot beperking van het vertrouwelijke karakter van de identiteit van particuliere schenkers inzake de financiering van de verkiezingsuitgaven en van de politieke partijen.

Ingediend door de heren O. Deleuze en J. Tavernier, n° 980/1 van 25 maart 1997.

5. Wetsvoorstel betreffende de berekening van de financiële impact van de aan de kiezer voorgestelde partijprogramma's.

Ingediend door de heer P. De Crem, n° 1720/1 van 24 augustus 1998.

6. Voorstel van bijzondere wet betreffende de berekening van de financiële impact van de aan de kiezer voorgestelde partijprogramma's.

Ingediend door de heer P. De Crem, n° 1721/1 van 24 augustus 1998.

Volkstelling

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24bis van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 1634/1 van 29 juni 1998.

3. COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

Directe belasting

Wetsontwerp houdende afwijkende bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 met oog op de uitvoering van het Avenant bij de Overeenkomst tussen België en Frankrijk tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, ondertekend te Brussel op 10 maart 1964, gedaan te Brussel op 8 februari 1999.

Ingediend door de regering, n° 2148/1 van 20 april 1999.

Enquêtecommissie

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de activiteiten van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (ABOS).

Ingediend door de heren H. Van Dienderen, P. Dewael, A. Borginon en mevrouw M. Schüttringer, n° 301/1 van 12 december 1995.

2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar fraude of onverantwoord beheer bij het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (ABOS).

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 305/1 van 13 december 1995.

Handel in verdoevende middelen

Voorstel van resolutie waarbij de Belgische regering wordt verzocht op de Algemene Vergadering van de VN in juni 1998 te bevorderen dat de internationale verdragen op het gebied van drugs worden herzien.

Ingediend door de heer V. Decroly (**) mevrouw M. Schüttringer, de heren F. Lozie, O. Deleuze en J. Tavernier, n° 1571/1 van 27 mei 1998.

Handhaving van de vrede

1. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een vredesfonds voor de Verenigde Naties.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en V. Decroly (**), n° 178/1 van 24 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Belgisch Vredesinstituut » (BIV).

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1242/1 van 20 oktober 1997.

Investering

Voorstel van resolutie betreffende de onderhandelingen binnen de OESO met het oog op het sluiten van een multilaterale overeenkomst inzake investeringen.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 1562/1 van 20 mei 1998.

Kernwapen

1. Voorstel van resolutie betreffende diplomatieke initiatieven ter afschaffing van kernwapens.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en V. Decroly (**), n° 248/1 van 21 november 1995.

2. Voorstel van resolutie over de nucleaire strategie van de NAVO na een advies van het Internationaal Gerechtshof.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen, mevrouw M. Schüttringer en de heer L. Vanoost, n° 694/1 van 30 september 1996.

Amendementen van de heren H. Van Dienderen en L. Vanoost, n° 694/2 van 8 juli 1998.

3. Voorstel van resolutie betreffende de steun aan een internationaal initiatief voor een kernwapenvrije wereld.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1874/1 van 11 december 1998.

Milieubescherming

1. Wetsvoorstel betreffende de Belgische initiatieven ten behoeve van een duurzame ontwikkeling.
Ingediend door de heer P. Moriau, n° 70/1 van 20 september 1995.
Rapporteur : de heer D. Van der Maelen.
2. Voorstel van resolutie betreffende de wijziging van de Benelux-Overeenkomst houdende eenvormige wet betreffende de dwangsom.
Ingediend door de heren O. Deleuze, L. Vanoost en F. Lozie, n° 249/1 van 21 november 1995.
Rapporteur : de heer D. Van der Maelen.
3. Voorstel van resolutie inzake de invoering van een ecolabel voor hout.
Ingediend door de heren O. Deleuze en H. Van Dienderen, n° 1038/1 van 7 mei 1997.

NAVO

- Voorstel van resolutie betreffende een aanpassing van de Overeenkomst met betrekking tot de strijdkrachten van de verdragstaten bij het Noord-Atlantisch Verdrag in het raam van de strijd tegen landmijnen.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2158/1 van 22 april 1999.

Ontwikkelingshulp

- Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor voedselzekerheid.
Ingediend door mevrouw A. Hermans, n° 1579/1 van 2 juni 1998.

Rechten van de Mens

1. Voorstel van resolutie betreffende de situatie van de Koerden in Turkije.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 622/1 van 18 juni 1996.
2. Voorstel van resolutie met betrekking tot de onrechtmatige gevangenschap van Koeweitse en niet-Koeweitse burgers in Irak.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 656/1 van 15 juli 1996.
3. Voorstel van resolutie betreffende de mensenrechten in China.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 796/1 van 28 november 1996.
4. Voorstel van resolutie over het Koerdische vraagstuk.
Ingediend door de heer J. Lefevre, n° 1459/1 van 18 maart 1998.
5. Voorstel van resolutie betreffende het VN-embargo tegen Irak.
Ingediend door de heren J. Lefevre en J.-J. Viseur (**), n° 1559/1 van 20 mei 1998.
6. Voorstel van resolutie over de schending van de landrechten van inheemse volkeren door de ontginning van uranium.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen, mevrouw M. Schüttringer, de heren J. Wauters en L. Vanoost, n° 1570/1 van 25 mei 1998.
7. Voorstel van resolutie betreffende de Conventie van de Raad van Europa inzake de rechten van de mens en de biogeneeskunde.
Ingediend door de heren F. Van den Eynde, G. Annemans en mevrouw A. Colen, n° 1696/1 van 29 juli 1998.

8. Voorstel van resolutie betreffende de politieke toestand in Iran.
Ingediend door de heer R. Biefnot, n° 2047/1 van 11 maart 1999.
Amendementen van de heer R. Biefnot, n° 2047/2 van 22 april 1999.

Statistiek

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.
Ingediend door de heren L. Vanoost en V. Decroly (**), n° 1564/1 van 20 mei 1998.
Rapporteur : mevrouw L. Croes echt. Lieten (**).

Wapenhandel

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.
Ingediend door de heren L. Vanoost en V. Decroly (**), n° 614/1 van 12 juni 1996.
Amendement van de heren L. Vanoost en V. Decroly (**), n° 614/2 van 14 november 1996.
Amendement van de heren L. Vanoost, V. Decroly (**), J.-P. Viseur en H. Van Dienderen, n° 614/3 van 24 januari 1997.
Verslag van de heren P. Moriau en L. Vanoost, n° 614/4 van 28 april 1999.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, met het oog op de versterking van de controlemogelijkheden van het parlement.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 1226/1 van 7 oktober 1997.
Rapporteur : mevrouw L. Croes echt. Lieten (**).
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.
Ingediend door mevrouw S. Verhoeven, n° 1446/1 van 3 maart 1998.
Rapporteur : mevrouw L. Croes echt. Lieten (**).
4. Voorstel van resolutie betreffende de internationale wapenhandel.
Ingediend door de heren R. Demotte, O. Deleuze, R. De Richter, L. Vanoost, mevrouw S. Verhoeven en de heer J. Lefevre, n° 1504/1 van 20 april 1998.
Corrigendum, n° 1504/2 van 28 april 1998.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 1520/1 van 4 mei 1998.
Corrigendum, n° 1520/2 van 8 mei 1998.
Rapporteur : mevrouw L. Croes echt. Lieten (**).
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 1555/1 van 18 mei 1998.
Rapporteur : mevrouw L. Croes echt. Lieten (**).

7. Voorstel van resolutie betreffende de aanwezigheid van wapenlobbygroepen in België.

Ingediend door de heren A. Borginon, L. Vanoost en O. Deleuze, n° 1978/1 van 10 februari 1999.
Rapporteur : de heer Y. Harmegnies.

4. COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

Begroting

1. Wetsontwerp houdende een vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995 - Sectie « Rijksschuld ».
Ingediend door de regering, n° 752/1 van 8 november 1996.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.
Ingediend door de heren M. Didden, J. Arens, D. Reynders en H. Schoeters, n° 891/1 van 23 januari 1997.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de samengeordende wetten op de Rijkscomptabiliteit.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 1313/1 van 9 december 1997.
Rapporteur : de heer J. Tavernier.

Belasting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.
Ingediend door de heer W. Cortois, n° 94/1 van 3 oktober 1995.
Rapporteur : de heer J. Arens.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 9 van het organiek besluit van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 970/1 van 20 maart 1997.
Verslag van de heer L. Suykens, n° 970/2 van 15 april 1998.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, teneinde de mobiliteit te vergroten door het gecombineerd vervoer aan te moedigen.
Ingediend door de heren M. Moock en R. Demotte, n° 1612/1 van 17 juni 1998.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.
Ingediend door de heren M. Moock, R. Demotte en R. Meureau, n° 1916/1 van 8 januari 1999.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.
Ingediend door de heer D. Pieters, n° 2160/1 van 22 april 1999.

Directe Belasting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 128 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 118/1 van 10 oktober 1995.
Verslag van de heer L. Suykens, n° 118/2 van 15 april 1998.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 145(1), 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer M. Didden, n° 128/1 van 13 oktober 1995.
Rapporteur : de heer L. Suykens.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 150/1 van 18 oktober 1995.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het stelsel van de voorafbetalingen opgelegd aan de zelfstandigen en aan de bedrijfsleiders van KMO's.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 181/1 van 24 oktober 1995.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor een geboortenbevorderend beleid.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 284/1 van 4 december 1995.
6. Wetsvoorstel om de vermindering van onroerende voorheffing ambtshalve toe te kennen.
Ingediend door de heren P. Van Gheluwe, P. Roose (**), mevrouw A. Hermans, de heren F. Dufour en J. Arens, n° 321/1 van 18 december 1995.
Rapporteur : de heer H. Schoeters.
7. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 470bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op een regelmatige doorstorting van belastinggelden naar de gemeenten.
Ingediend door de heren H. Schoeters en L. Suykens, n° 410/1 van 5 februari 1996.
Rapporteur : mevrouw A. Colen.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 546/1 van 29 april 1996.
Rapporteur : de heer D. Reynders.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de vrijstelling van de onroerende voorheffing.
Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 547/1 van 29 april 1996.
Rapporteur : de heer J. Arens.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 143 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 682/1 van 6 september 1996.
Amendementen van de heer J. Van Eetvelt, n° 682/2 van 17 maart 1999.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 143 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer F. Ghesquière, n° 702/1 van 3 oktober 1996.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51, vierde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heren M. Mairesse, J. Arens, J.-J. Viseur (***) en J. Lefevre, n° 744/1 van 6 november 1996.
Rapporteur : de heer J. Arens.
13. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 392 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 902/1 van 28 januari 1997.
Verslag van de heer L. Suykens, n° 902/2 van 15 april 1998.

14. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met bepalingen betreffende de belastingvrije som voor personen ten laste.
Ingediend door de heren Gh. Vermassen, J.-M. Delizée, R. Demotte en L. Suykens, n° 909/1 van 31 januari 1997.
Amendementen van de heer Gh. Vermassen, n° 909/2 van 3 juli 1998.
Rapporteurs : mevrouw M. Vanlerberghe en de heer H. Schoeters.
15. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 52 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 938/1 van 25 februari 1997.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot invoering van een vrijstelling van de bezoldiging voor « huishoudelijke arbeid ».
Ingediend door mevrouw M. Vanlerberghe, n° 967/1 van 18 maart 1997.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38, 12°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer L. Vanvelthoven, n° 987/1 van 26 maart 1997.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 104 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heren H. Bonte en L. Goutry, n° 994/1 van 14 april 1997.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
19. Voorstel van resolutie betreffende de belastingregeling voor grensarbeiders.
Ingediend door de heren J. Arens en P. Breyne (**), n° 1040/1 van 12 mei 1997.
Overgenomen door de heer Y. Leterme ter vervanging van de heer P. Breyne (**), op 13 juni 1997.
Kaft, n° 1040/2 van 13 juni 1997.
Rapporteur : de heer R. Demotte.
20. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 156bis in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer J. Arens, n° 1251/1 van 27 oktober 1997.
Rapporteur : de heer R. Demotte.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 27 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 1357/1 van 15 januari 1998.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 in verband met de belastingvermindering voor het langetermijnsparen in het raam van levensverzekeringen.
Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 1385/1 van 23 januari 1998.
Rapporteur : de heer R. Demotte.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 178 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 1388/1 van 23 januari 1998.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 32 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer R. Demotte, n° 1409/1 van 5 februari 1998.
Rapporteur : de heer H. Schoeters.
25. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 156bis in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer Y. Leterme, n° 1411/1 van 5 februari 1998.
Kaft, n° 1411/2 van 8 juni 1998.
Rapporteur : de heer R. Demotte.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heren R. Demotte en R. Meureau, n° 1466/1 van 24 maart 1998.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 133 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door mevrouw A. Van Haesendonck, n° 1472/1 van 25 maart 1998.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
28. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de invoering van een belastingkrediet ten behoeve van de werknemers.
Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1540/1 van 8 mei 1998.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 53, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 1596/1 van 11 juni 1998.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
30. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 156bis in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1609/1 van 16 juni 1998.
Rapporteur : de heer R. Demotte.
31. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de vrijstelling van sommige vergoedingen van sociale aard.
Ingediend door de heren R. Demotte en P. Moriau, n° 1611/1 van 17 juni 1998.
Rapporteur : mevrouw A. Colen.
32. Wetsontwerp houdende vaststelling van het belastingstelsel van toepassing op de prestatie-premie die aan bepaalde Belgische olympische atleten zijn toegekend.
Ingediend door de regering, n° 1614/1 van 18 juni 1998.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
33. Wetsvoorstel tot toekenning van een belastingvermindering voor schoolabonnementen.
Ingediend door mevrouw L. Croes echt. Lieten (**), n° 1622/1 van 24 juni 1998.
34. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van het Wetboek van de met het zegel gelijkgestelde taksen betreffende de kredietverlening in verband met sociale huisvesting.
Ingediend door de heer P. Moriau, n° 1723/1 van 2 september 1998.
35. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 145(4), 145(5) en 145(9) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heren H. Schoeters en L. Suykens, n° 1749/1 van 2 oktober 1998.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
36. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 53, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer M. Didden, n° 1770/1 van 7 oktober 1998.
Amendement van de heer M. Didden, n° 1770/2 van 8 december 1998.
Rapporteur : de heer L. Suykens.

37. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 145(18) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer D. Vanpoucke, n° 1827/1 van 24 november 1998.

Rapporteur : mevrouw A. Van Haesendonck.

38. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 470 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer D. Reynders, n° 1904/1 van 30 december 1998.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer J. Lenssens en mevrouw G. D'Hondt, n° 1914/1 van 7 januari 1999.

40. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 470bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren R. Meureau, R. Demotte en M. Moock, n° 1918/1 van 11 januari 1999.

41. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 289ter en een artikel 289quater in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren R. Demotte, M. Moock en R. Meureau, n° 1926/1 van 13 januari 1999.

42. Wetsvoorstel tot wegwerking van de discriminaties tussen gehuwden en ongehuwd samenwonenden op het vlak van de personenbelasting.

Ingediend door de heer R. Daems, n° 1947/1 van 22 januari 1999.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer J. Van Aperen, n° 1962/1 van 1 februari 1999.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 145(8) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer A. Desimpel, n° 1964/1 van 1 februari 1999.

45. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 67 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 2041/1 van 8 maart 1999.

46. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 171, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 2075/1 van 17 maart 1999.

47. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38, 14°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ter bevordering van het gebruik van motorfietsen en bromfietsen in het woon-werkverkeer.

Ingediend door de heren L. Michel en M. Wauthier, n° 2097/1 van 24 maart 1999.

48. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 394 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer H. Brouns, n° 2099/1 van 25 maart 1999.

49. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 53 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heren R. Cuyt en Gh. Vermassen, n° 2199/1 van 26 april 1999.

Economisch beleid

Wetsvoorstel tot het opnieuw invoeren van de oneigenlijke reconversievennootschappen.

Ingediend door de heer P. Breyne (**), n° 174/1 van 24 oktober 1995.

Overgenomen door de heer Y. Leterme ter vervanging van de heer P. Breyne (**), op 9 juni 1997.

Kaft, n° 174/2 van 9 juni 1997.

Rapporteur : de heren D. Vanpoucke en H. Schoeters.

Geldbeleid

Wetsvoorstel om de pariteit en de volledige gelijkwaardigheid van alle in België gangbare munten te waarborgen.

Ingediend door de heer G. Clerfayt, n° 1347/1 van 29 december 1997.

Gemeente

1. Wetsvoorstel tot invoering van een compenserende dotatie aan de gemeenten met geringere belastingopbrengsten ten gevolge van het statuut van de ambtenaren van de Europese Unie.

Ingediend door de heren G. Clerfayt, O. Maingain, J. Vandenhaute en J. Simonet, n° 382/1 van 23 januari 1996.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een dotatie aan de gemeenten als compensatie voor de fiscale minderontvangsten ingevolge de toepassing van de tussen België en de aangrenzende Staten gesloten overeenkomsten tot voorkoming van dubbele belasting.

Ingediend door de heer J. Arens, n° 2069/1 van 16 maart 1999.

Handelsrecht

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 15 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.

Ingediend door de regering, n° 2009/1 van 23 februari 1999.

Handhaving van de vrede

Wetsvoorstel tot oprichting van een Vredesbelastingfonds.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen, mevrouw M. Schüttringer, de heren J. Tavernier, L. Vanoost en J. Wauters, n° 2192/1 van 23 april 1999.

Indirecte belasting

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnsregime van bier.

Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 57/1 van 13 september 1995.

Rapporteur : de heer L. Suykens.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 96 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen met betrekking tot de belasting op de inverkeerstelling.

Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 79/1 van 22 september 1995.

3. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het aantal rechthebbers op fiscale voordelen bij aankoop en gebruik van een auto voor personenvervoer.

Ingediend door de heer M. Didden, n° 129/1 van 13 oktober 1995.

Rapporteur : de heer L. Suykens.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 mei 1967 betreffende het accijnsregime van bier.

Ingediend door de heer W. Cortois, n° 132/1 van 16 oktober 1995.

Rapporteur : de heer L. Suykens.

5. Wetsvoorstel houdende verlaging van het BTW-tarief voor de private en de sociale woningbouw en houdende verlaging van het registratierecht en het BTW-tarief voor de levering van een eerste woning.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 159/1 van 19 oktober 1995.
Rapporteur : de heer L. Suykens.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde teneinde een gestandaardiseerd kasregister in te voeren.
Ingediend door de heren L. Suykens en R. Cuyt, n° 215/1 van 8 november 1995.
Rapporteur : de heer J. Tavernier.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 92 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.
Ingediend door de heren J. Canon en F. Dufour, n° 238/1 van 17 november 1995.
Verslag van de heer L. Suykens, n° 238/2 van 15 april 1998.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht.
Ingediend door de heer F. Van den Eynde, n° 337/1 van 19 december 1995.
9. Wetsvoorstel houdende maatregelen tegen gruwelfilms.
Ingediend door de heren F. Van den Eynde en F. De Man, n° 342/1 van 20 december 1995.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 212 van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de heren J. Arens, M. Mairesse, P. Beaufays en J.-J. Viseur (**), n° 488/1 van 14 maart 1996.
Amendementen van de heren J. Arens en J. Dupré (**), n° 488/2 van 11 juni 1996.
Rapporteur : de heer J. Tavernier.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heer L. Suykens, n° 564/1 van 2 mei 1996.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 121 van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de heren R. Demotte, F. Dufour, R. Meureau en P. Moriau, n° 685/1 van 12 september 1996.
13. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de toegang tot de eerste onroerende eigendom te vergemakkelijken.
Ingediend door de heren M. Mairesse, J.-J. Viseur (**), J. Lefevre en R. Fournaux, n° 873/1 van 9 januari 1997.
Amendement van de heer M. Mairesse, n° 873/2 van 22 april 1997.
Rapporteur : de heer J. Arens.
14. Wetsvoorstel tot invoering van bepaalde fiscale maatregelen ten voordele van het duurzame bosbeheer.
Ingediend door de heer Ph. Dallons, n° 950/1 van 6 maart 1997.
Rapporteur : de heer J. Arens.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der successierechten met het oog op de uitbreiding van de inbetalinggeving tot ongebouwde onroerende goederen die bestemd zijn voor de bosbouw.
Ingediend door de heer Ph. Dallons, n° 1063/1 van 6 juni 1997.
16. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 44 van het BTW-Wetboek, met het oog op de vrijstelling van diensten van diëtisten.

- Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1162/1 van 1 augustus 1997.
Rapporteur : de heer D. Pieters.
17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 44, § 3, 2°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.
Ingediend door de heer A. Desimpel, n° 1168/1 van 11 augustus 1997.
Rapporteur : mevrouw A. Van Haesendonck.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van boek III van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.
Ingediend door de heren J.-P. Detremmerie en D. D'hondt, n° 1236/1 van 17 oktober 1997.
19. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 140bis in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de heer I. Van Belle, n° 1368/1 van 16 januari 1998.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1quater van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.
Ingediend door de heren M. Mairesse en J. Arens, n° 1377/1 van 21 januari 1998.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52-2 van het Wetboek der successierechten.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1590/1 van 5 juni 1998.
22. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 83(4) in het Wetboek der successierechten.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 1963/1 van 1 februari 1999.
23. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 45, § 3, 3°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 2007/1 van 23 februari 1999.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van de regeling van het BTW-tarief voor bepaalde medische hulpmiddelen.
Ingediend door de heer J. Lenssens en mevrouw G. D'Hondt, n° 2118/1 van 31 maart 1999.

Kansspel

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij.
Ingediend door de heer X. Buisseret (**), n° 854/1 van 18 december 1996.

Krediet

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet.
Ingediend door de heer M. Didden, n° 649/1 van 10 juli 1996.

Onteigening

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de interesten op het terug te betalen gedeelte van de onteigeningsvergoeding betreft, van artikel 18 van de wet van 17 april 1835 op de onteigening ten algemene nutte en artikel 21 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 1549/1 van 12 mei 1998.
Amendementen van de heer L. Suykens en de regering, n° 1549/2 van 23 maart 1999.

Verslag van de heer R. Meureau, n° 1549/3 van 13 april 1999.

Tekst aangenomen door de commissie, n° 1549/4 van 13 april 1999.

Amendementen van de regering, n° 1549/5 van 21 april 1999.

Terugzending naar de commissie op 21 april 1999.

Advies van de Raad van State, n° 1549/6 van 4 mei 1999.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte.

Ingediend door de heren L. Suykens en H. Schoeters, n° 1719/1 van 19 augustus 1998.

Amendementen van de heren S. Verherstraeten en Y. Leterme, n° 1719/2 van 3 december 1998.

Amendementen van de heren L. Suykens en H. Schoeters, n° 1719/3 van 9 december 1998.

Verslag van de heer R. Meureau, n° 1719/4 van 13 april 1999.

Amendement van de heren D. Pieters, J. Ansoms, Y. Leterme en Cl. Eerdeken, n° 1719/5 van 21 april 1999.

Terugzending naar de commissie op 21 april 1999.

Advies van de Raad van State, n° 1719/6 van 4 mei 1999.

Radio- en televisietaks

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heer X. Buisseret (**), n° 617/1 van 12 juni 1996.

Rapporteur : de heer J. Arens.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heer Y. Leterme, n° 1762/1 van 5 oktober 1998.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 2198/1 van 26 april 1999.

Vervoer over de weg

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot invoering van een eurovignet.

Ingediend door mevrouw G. Gardeyn-Debever, n° 754/1 van 8 november 1996.

Amendement van de heer L. Sevenhans, n° 754/2 van 21 januari 1998.

Amendementen van de heren J. Van Eetvelt, L. Suykens, H. Schoeters, R. Daems en J. Van Aperen, n° 754/3 van 24 maart 1998.

Amendement van de heer J. Van Aperen, n° 754/4 van 20 mei 1998.

Rapporteur : de heren D. Pieters en L. Suykens.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Ingediend door de heer R. Daems, n° 1006/1 van 23 april 1997.

Rapporteur : de heer L. Suykens.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Ingediend door de heer J. Van Aperen, n° 1370/1 van 16 januari 1998.

Amendement van de heer J. Van Aperen, n° 1370/2 van 20 mei 1998.

Rapporteurs : de heren D. Pieters en L. Suykens.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Ingediend door de heer L. Sevenhans, n° 1403/1 van 2 februari 1998.

Rapporteurs : de heren D. Pieters en L. Suykens.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Ingediend door de heren J. Van Eetvelt, J. Ansoms en L. Goutry, n° 1448/1 van 3 maart 1998.

Rapporteur : de heer L. Suykens.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12 van de eurovignetwet van 27 december 1994.

Ingediend door de heer J. Van Aperen, n° 1702/1 van 10 augustus 1998.

7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 5 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993.

Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 1724/1 van 2 september 1998.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor de tijdelijke compensatie van gederfde sponsoring en voor de bestrijding van het roken.

Ingediend door de heren J. Lefevre en Th. Detienne, n° 1886/1 van 16 december 1998.

Amendement van de regering, n° 1886/2 van 13 januari 1999.

Advies van de Raad van State, n° 1886/3 van 3 februari 1999.

Rapporteur : de heer R. Demotte.

5. COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR, HET VERKEER EN DE OVERHEIDSBEDRIJVEN

Luchtvaart

1. Wetsvoorstel tot invoering van strafbepalingen voor luchtvaartmaatschappijen en vliegtuigpiloten die de vluchtreglementering en -procedures niet in acht nemen.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 46/1 van 9 augustus 1995.

Amendement van de heer L. Vanoost, n° 46/2 van 21 maart 1996.

Rapporteur : Mevr. T. Pieters (**).

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1989 houdende vaststelling van de vergoedingen verschuldigd voor het gebruik van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 47/1 van 9 augustus 1995.

Amendement van de heer L. Vanoost, n° 47/2 van 21 maart 1996.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

3. Wetsvoorstel tot instelling van een algemeen reglement inzake nachtelijk luchtverkeer en vliegtuiglawaai op de luchthaven van Brussel-Nationaal.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 303/1 van 13 december 1995.

Amendementen van de heer L. Vanoost, n° 303/2 van 21 maart 1996.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

4. Wetsvoorstel houdende vaststelling van de vergoedingen verschuldigd voor het gebruik van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 304/1 van 13 december 1995.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

5. Wetsvoorstel tot oprichting van een Adviesraad van de omwonenden van de luchthaven van Brussel-Nationaal.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 419/1 van 7 februari 1996.

Rapporteur : de heer M. Mook.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de benaming van de nationale luchthaven.

Ingediend door de heren J. Huysentruyt, X. Buisseret (**), B. Laeremans en F. van den Eynde, n° 571/1 van 9 mei 1996.

7. Wetsvoorstel houdende een verbod op luchtvaartacrobatieshows.

Ingediend door de heer L. Vanoost, n° 1245/1 van 23 oktober 1997.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der luchtvaart.

Ingediend door de heer J. Vandenhaute, n° 2076/1 van 18 maart 1999.

Milieubescherming

1. Wetsvoorstel strekkende tot bevordering van het gebruik van door elektrische energie aangedreven voertuigen.

Ingediend door de heren L. Toussaint, R. Demotte en M. Mook, n° 653/1 van 12 juli 1996.

Amendementen van de heer J. Van Eetvelt, n° 653/2 van 8 januari 1997.

Rapporteur : de heer R. Fournaux.

2. Wetsvoorstel tot bevordering van het gebruik van emissie-arme voertuigen.

Ingediend door de heren H. Brouns en J. Ansoms, n° 1917/1 van 11 januari 1999.

Overheidsbedrijf

Wetsvoorstel tot wijziging, wat de dienst « ombudsman » betreft, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Ingediend door de heer P. Roose (**), n° 1180/1 van 10 september 1997.

Rapporteur : de heer M. Mook.

Radio- en televisietaks

Wetsvoorstel tot wijziging van de Nederlandse tekst van het opschrift van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 940/1 van 25 februari 1997.

Registratie van een voertuig

Wetsvoorstel met betrekking tot het gebruik van gewestkentekens op motorvoertuigen en hun aanhangwagens.

Ingediend door de heren B. Laeremans en J. Van den Broeck, n° 358/1 van 9 januari 1996.

Spoorwegwet

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscmissie belast met het onderzoek van de financiële situatie van de NMBS, alsmede met de opstelling van een evaluatierapport met betrekking tot het topmanagement van de maatschappij.

Ingediend door de heer H. De Croo, n° 60/1 van 14 september 1995.

Amendementen van de heer H. Van Dienderen, n° 60/2 van 20 maart 1996.

Rapporteur : de heer J. Van Aperen.

2. Voorstel van resolutie waarin de regering gevraagd wordt het herstructureringsplan « Doelstelling 2005 » van de NMBS pas na een parlementair debat goed te keuren.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en Ph. Dallons, n° 428/1 van 13 februari 1996.

Rapporteur : de heer M. Mook.

3. Voorstel van resolutie om een nieuw beheerscontract met de NMBS te sluiten na een parlementair debat.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en Ph. Dallons, n° 620/1 van 17 juni 1996.

Rapporteur : de heer P. Roose (**).

4. Voorstel van resolutie om een fietshoofdstuk op te nemen in het nieuwe beheerscontract met de NMBS.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 896/1 van 24 januari 1997.

Rapporteur : de heer P. Roose (**).

5. Wetsvoorstel tot oprichting van een Belgisch Instituut voor het spoorvervoer.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1344/1 van 23 december 1997.
Rapporteur : de heer M. Moock.
6. Voorstel van resolutie betreffende de schoolabonnementen bij de spoorwegen.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1899/1 van 21 december 1998.
7. Voorstel van resolutie betreffende een moratorium op de tweede spoorontsluiting van de Antwerpse haven ten voordele van investeringen voor meer stiptheid in de treindienst.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen, L. Vanoost en J. Wauters, n° 1973/1 van 9 februari 1999.

Strafrecht

- Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen tot bestraffing van de bedrieglijke handel in autowrakken.
Ingediend door de heren M. Mairesse en J.-J. Viseur (**), n° 1569/1 van 26 mei 1998.
Amendementen van de heer M. Mairesse, n° 1569/2 van 24 maart 1999.
Amendementen van de heer M. Mairesse en de regering, n° 1569/3 van 19 april 1999.
Rapporteur : de heer M. Moock.

Veiligheid op de weg

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer met het oog op het verplicht gebruik van aangepaste veiligheidsvoorzieningen voor minderjarige passagiers.
Ingediend door de heren V. Decroly (**), H. Van Dienderen, n° 88/1 van 29 september 1995.
Rapporteur : de heer M. Wauthier.
2. Wetsvoorstel tot verscherping van de controle op de remmen en houdende verplicht gebruik van vertragingsystemen op in België rijdende vrachtauto's.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 228/1 van 10 november 1995.
3. Wetsvoorstel tot beperking van de weekeindongevallen in het verkeer en meer bepaald tot verstrenging van de straffen voor jongeren die onder invloed rijden tijdens het weekeinde.
Ingediend door de heren G. Annemans, X. Buisseret (**), I. Lowie, n° 450/1 van 28 februari 1996.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzake snelheidsbeperkingen.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen en Ph. Dallons, n° 578/1 van 20 mei 1996.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, met het oog op een zwaardere bestraffing van sommige overtredingen inzake het stilstaan- en parkeerverbod.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 699/1 van 3 oktober 1996.
Rapporteur : de heer J. Ansoms.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 67bis van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968.
Ingediend door de heren D. Reynders, J. Vandenhoute en J. Barzin, n° 743/1 van 6 november 1996.
Rapporteur : de heer M. Moock.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer betreffende de aanvullende verkeersreglementen en de raadgevende commissies.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 748/1 van 6 november 1996.
Amendementen van de heren J. Van Aperen, W. Taelman, A. Grosjean (**), M. Moock en J. Vandenhoute, n° 748/2 van 19 februari 1997.
Advies van de Raad van State, n° 748/3 van 11 april 1997.
Advies van de Raad van State, n° 748/4 van 21 mei 1997.
Rapporteur : de heer R. Cuyt.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968, met betrekking tot de overtredingen begaan door fietsers en voetgangers.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 816/1 van 6 december 1996.
9. Wetsvoorstel tot bepaling van de vereisten voor het inrichten van de zones met een snelheidsbeperking van 30 km per uur.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen en Ph. Dallons en mevrouw M. Schüttringer, n° 840/1 van 16 december 1996.
10. Wetsvoorstel ter aanvulling van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.
Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 894/1 van 23 januari 1997.
Rapporteur : de heer M. Moock.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, houdende het voeren van een gedifferentieerd snelheidsbeleid in verstedelijkt gebied en de invoering van het begrip « centrumgebied ».
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1215/1 van 3 oktober 1997.
12. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het verplichte gebruik van de parkeerschijf betreft, van artikel 27.1.1., eerste lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement betreffende de politie van het wegverkeer.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 1272/1 van 5 november 1997.
Rapporteur : de heer W. Vermeulen.
13. Wetsvoorstel tot bevordering van het fietsverkeer en de veiligheid van spelende kinderen.
Ingediend door de heren J. Ansoms en J. Van Eetvelt, n° 1301/1 van 26 november 1997.
14. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, met het oog op de beteugeling van de verkeersagressie en de invoering van de administratieve oplegging van voertuigen.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1351/1 van 6 januari 1998.
Advies van de Raad van State, n° 1351/2 van 5 januari 1999.
Amendement van de heer J. Van Aperen, n° 1351/3 van 16 maart 1999.
Rapporteur : de heer A. Frédéric.
15. Wetsvoorstel betreffende de installatie van een elektronisch ongevalgegevenssysteem in motorvoertuigen.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen en L. Vanoost, n° 1548/1 van 12 mei 1998.
16. Wetsvoorstel tot bevordering van het fietsgebruik.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1739/1 van 16 september 1998.

17. Wetsvoorstel tot bevordering van de verkeersveiligheid door een beperking van het vrachtverkeer.
Ingediend door de heren J. Wauters, H. Van Dienderen, Th. Detienne en mevrouw M. Schüttringer, n° 1780/1 van 20 oktober 1998.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 27.5.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.
Ingediend door de heren L. Vanvelthoven en J. Verstraeten, n° 1952/1 van 28 januari 1999.
19. Wetsvoorstel tot strafbaarstelling van vrachtwagenbestuurders wegens het niet respecteren van de afstand tussen de voertuigen.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1972/1 van 9 februari 1999.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2.7 van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2161/1 van 22 april 1999.
21. Wetsvoorstel tot wijziging, wat rolschaatsers betreft, van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2162/1 van 22 april 1999.
22. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de busstroken en bijzondere overrijdbare beddingen betreft, van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2163/1 van 22 april 1999.
23. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het fietsopstelvak betreft, van artikel 77 van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2164/1 van 22 april 1999.
24. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het stilstaan en parkeren betreft, van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2165/1 van 22 april 1999.
25. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de oversteekplaatsen betreft, van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2166/1 van 22 april 1999.
26. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de toelating van fietsers in eenrichtingsstraten betreft, van artikel 68 van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2167/1 van 22 april 1999.

27. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de driekleurige verkeerslichten betreft, van het wegverkeersreglement.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2168/1 van 22 april 1999.

Vervoer over de weg

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten.
Ingediend door de heren J. Ansoms en D. Pieters, n° 700/1 van 3 oktober 1996.
Advies van de Raad van State, n° 700/2 van 6 februari 1997.

Vervoerbeleid

1. Wetsvoorstel betreffende het federale fietsbeleid.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1974/1 van 9 februari 1999.
2. Voorstel van resolutie betreffende de bevordering van het autodelen.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen, n° 1975/1 van 9 februari 1999.

Wegverkeer

1. Wetsvoorstel betreffende de versnelde beteugeling van de verkeersmisdrijven door de inning van forfaitaire verkeersboeten.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 462/1 van 4 maart 1996.
Advies van de Raad van State, n° 462/2 van 5 januari 1999.
Amendementen van de heer J. Ansoms, n° 462/3 van 26 januari 1999.
Rapporteur : de heer M. Mook.
2. Wetsvoorstel betreffende de administratiefrechtelijke afdoening van sommige inbreuken op de wetgeving inzake het wegverkeer.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 561/1 van 30 april 1996.
Advies van de Raad van State, n° 561/2 van 5 januari 1999.
Rapporteur : de heer M. Mook.
3. Wetsvoorstel betreffende het gebruik van samengedrukt aardgas (NGV) voor motorvoertuigen.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 771/1 van 14 november 1996.
Rapporteur : de heer J. Ansoms.
4. Wetsvoorstel tot beteugeling van asociaal en agressief verkeersgedrag.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1402/1 van 2 februari 1998.
Advies van de Raad van State, n° 1402/2 van 5 januari 1999.
Rapporteur : de heer A. Frédéric.

6. COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Aansprakelijkheid

- Wetsvoorstel tot regeling van schadevergoeding toegekend bij aansprakelijkheid voor het ontstaan en voortbestaan van menselijk leven.
Ingediend door mevrouw A. Colen, n° 538/1 van 24 april 1996.

Abortus

1. Wetsvoorstel ter herinvoering van abortus in het strafrecht.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 388/1 van 24 januari 1996.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 350, tweede lid, 6°, van het Strafwetboek.
Ingediend door mevrouw A. Colen, n° 952/1 van 6 maart 1997.

Adoptie

1. Wetsvoorstel strekkende om de adoptie door een feitelijk gezin mogelijk te maken.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 151/1 van 18 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 355 van het Burgerlijk Wetboek betreffende adoptie.
Ingediend door de heren Th. Giet en J. Simonet, n° 1294/1 van 19 november 1997.

Advocaat

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 459 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren P. Roose (**) en R. Landuyt, n° 1072/1 van 11 juni 1997.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 428 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer J. Van Overberghe, n° 1777/1 van 15 oktober 1998.

Afstamming

1. Wetsvoorstel betreffende de familienaam van het kind.
Ingediend door mevrouw L. Croes echt. Lieten (**), n° 168/1 van 23 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de familienaamsverandering mogelijk te maken.
Ingediend door de heer D. Reynders en mevrouw J. Herzet, n° 2016/1 van 25 februari 1999.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, teneinde bij de naamsoverdracht op het kind discriminatie tussen mannen en vrouwen weg te werken.
Ingediend door mevrouw M. Schüttringer en de heer F. Lozie, n° 2053/1 van 11 maart 1999.

Autoverzekering

Wetsvoorstel betreffende de maximumtermijnen voor de uitkering van schadevergoedingen door verzekeraars bij letselongevallen in het verkeer.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1623/1 van 24 juni 1998.

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de Nationale Orde van Advocaten betreft, van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren G. Annemans, B. Laeremans en F. Van den Eynde, n° 1227/1 van 7 oktober 1997.
2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de Nationale Orde van advocaten betreft, van boek III, titel III, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren G. Bourgeois, L. Willems, D. Vandebossche, P. Dewael, S. Verherstraeten en K. Van Hoorebeke, n° 1241/1 van 17 oktober 1997.

Bescherming van de consument

Wetsvoorstel betreffende de bescherming van particulieren bij vastgoedtransacties.
Ingediend door de heer L. Willems, n° 1163/1 van 1 augustus 1997.

Beslag op bezittingen

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1412 van het Gerechtelijk Wetboek om beslag op of overdracht van het bestaansminimum en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden onmogelijk te maken.
Ingediend door de heren P. Van Gheluwe en H. Bonte, n° 236/1 van 17 november 1995.

Bio-ethiek

Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op het klonen van mensen.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur en F. Lozie, n° 1122/1 van 9 juli 1997.

Amendement van de heren R. Denis en Ph. Seghin, n° 1122/2 van 28 januari 1998.

Buitenechtelijke samenleving

1. Wetsvoorstel tot instelling van een instapregeling voor samenwonenden.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 372/1 van 17 januari 1996.
2. Wetsvoorstel betreffende het geregistreerd partnerschap.
Ingediend door de heren R. Landuyt en L. Willems, n° 1417/1 van 10 februari 1998.
Amendement van de heer R. Landuyt, n° 1417/2 van 18 juni 1998.

Buitenlandse staatsburger

Wetsvoorstel tot wijziging van de uitleveringswet van 15 maart 1874.
Ingediend door de heren P. Dewael, I. Van Belle en M. Verwilghen, n° 454/1 van 29 februari 1996.

Burgerlijk recht

1. Wetsvoorstel betreffende de erfpacht.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 114/1 van 10 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel betreffende de afstand van het recht van onroerende natrekking.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 163/1 van 20 oktober 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de hypotheekwet.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 179/1 van 24 oktober 1995.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de hypotheekwet.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 180/1 van 24 oktober 1995.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de hypotheekwet betreffende de vervalt termijn van de inschrijvingen van bedongen hypotheeken.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 203/1 van 31 oktober 1995.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 20, 5°, van de hypotheekwet van 16 december 1851.
Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 762/1 van 8 november 1996.
Rapporteurs : de heren J. Vandeurzen en Th. Giet.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de hypotheekwet van 16 december 1851 houdende invoering van een algemeen voorrecht op roerende goederen ten voordele van de slachtoffers van strafrechtelijke misdrijven.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 800/1 van 29 november 1996.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de privaatrechtelijke verjaringsregels.
Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 1192/1 van 16 september 1997.
Rapporteur : de heer J. Barzin.
9. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het bewijs van verbintenissen.
Ingediend door de regering, n° 2141/1 van 14 april 1999.

10. Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aannemings- en de onderaannemingsovereenkomst.
Ingediend door de heer S. De Clerck, n° 2146/1 van 19 april 1999.

Burgerlijke rechtsvordering

1. Wetsvoorstel ter bepaling van de toepassingswijze van de dwangsom als bedoeld in de artikelen 1385*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek inzake de verplichting tot nakoming van het bezoekrecht aan kinderen, in het raam van de procedures tot echtscheiding of tot tijdelijke of definitieve scheiding van de ouders.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 76/1 van 21 september 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 516 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer M. Verwilghen, n° 78/1 van 22 september 1995.
Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1017 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 107/1 van 6 oktober 1995.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1219 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 169/1 van 23 oktober 1995.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1193*bis* en 1326 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 186/1 van 25 oktober 1995.
6. Wetsvoorstel betreffende de aanstelling van een gerechtelijk bewindvoerder.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 220/1 van 9 november 1995.
7. Wetsvoorstel betreffende de procedure tot rangregeling.
Ingediend door de heren E. Bertrand (**), A. Duquesne en L. Michel, n° 243/1 van 17 november 1995.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer T. Van Parys (**), n° 403/1 van 30 januari 1996.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1412 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 460/1 van 4 maart 1996.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde in geval van beslag op onroerend goed de verkoop uit de hand toe te staan.
Ingediend door de heer J.-P. Moerman, n° 503/1 van 29 maart 1996.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Strafwetboek, met betrekking tot de wraking van deskundigen.
Ingediend door de heer L. Goutry, n° 516/1 van 4 april 1996.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 633 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 753/1 van 8 november 1996.
13. Wetsvoorstel tot het verlenen van machtiging om in rechte op te treden namens de Staat.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 756/1 van 8 november 1996.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek.
Ingediend door de heer M. Mairesse, n° 998/1 van 17 april 1997.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 636 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1114/1 van 4 juli 1997.
16. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het bewijs.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1239/1 van 16 oktober 1997.
17. Wetsvoorstel houdende diverse structurele maatregelen teneinde de gerechtelijke achterstand weg te werken in burgerlijke zaken.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1240/1 van 16 oktober 1997.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 1406/1 van 5 februari 1998.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw A. Colen, n° 1484/1 van 1 april 1998.
20. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 992*bis* in het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren G. Bourgeois, A. Borginon en K. Van Hoorebeke, n° 1489/1 van 3 april 1998.
21. Wetsvoorstel tot introductie van nieuwe telecommunicatiemiddelen in de gerechtelijke en de buitengerechtelijke procedure.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1501/1 van 15 april 1998.
22. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de vordering tot nietigverklaring van reglementen en beslissingen van organen van de Orde van Advocaten betreft, van de artikelen 502 en 1088 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer M. Didden, n° 1526/1 van 5 mei 1998.
23. Wetsvoorstel tot regeling van de bevoegdheidsverdeling tussen de procureur des Konings en de arbeidsauditeur.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1550/1 van 12 mei 1998.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering in verband met de terugbetaling van de gerechtskosten.
Ingediend door de heren J.-J. Viseur (**), en Th. Giet, n° 1588/1 van 5 juni 1998.
25. Wetsvoorstel tot toekenning van een vertegenwoordigingsrecht aan slachtofferorganisaties.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1598/1 van 11 juni 1998.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1704/1 van 10 augustus 1998.

27. Wetsvoorstel tot precisering van de motiveringsplicht van de rechter.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1789/1 van 29 oktober 1998.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de minnelijke schikking en de gerechtelijke bemiddeling.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 2119/1 van 1 april 1999.

29. Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de tussenkomst van het openbaar ministerie in de procedure voor het Hof van Cassatie en, in burgerlijke zaken, voor de rechters ten gronde.
Ingediend door de regering, n° 2142/1 van 14 april 1999.

Burgerlijke stand

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 78 en 79 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aangifte en de akten van overlijden.
Ingediend door de heer J. Van Eetvelt, n° 496/1 van 26 maart 1996.

Civiele aansprakelijkheid

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1383bis in het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw N. de T'Serclaes (***) en de heren J.-J. Viseur (***) en P. Beaufays, n° 1574/1 van 28 mei 1998.

Amendement van de heer J. Barzin, n° 1574/2 van 24 februari 1999.

Amendement van de heer P. Beaufays, n° 1574/3 van 9 maart 1999.

Amendement van de heer P. Beaufays, n° 1574/4 van 26 maart 1999.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 29bis van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, teneinde het begrip « zwakke weggebruiker » te verruimen.
Ingediend door de heer M. Mooock, n° 1842/1 van 26 november 1998.

Contract

Wetsvoorstel tot bescherming van de koper bij overeenkomsten inzake gebruik van onroerende goederen in *time-sharing*.

Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 74/1 van 20 september 1995.

Echtscheiding

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de beperking in de tijd van de dringende voorlopige maatregelen.

Ingediend door de heer L. Willems, n° 1496/1 van 15 april 1998.

2. Wetsvoorstel betreffende de echtscheidingsbemiddeling.
Ingediend door de heer J. Vandeurzen, n° 1773/1 van 9 oktober 1998.

Enquêtecommissie

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscmissie belast met de beleidsvorming ter bestrijding van de sekten en van de gevaren van die sekten voor het individu en inzonderheid voor de minderjarigen.

Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 98/1 van 4 oktober 1995.

2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscmissie belast met het bestuderen van de problemen inzake drughandel en -gebruik in onze samenleving en het uitwerken van voorstellen strekkende tot een gediversifieerd en doeltreffend anti-drugbeleid.

Ingediend door de heer F. De Man, n° 230/1 van 13 november 1995.

Erediensten

1. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van de kerkfabrieken en het beheer van hun goederen en hun inkomsten.

Ingediend door de heren Ch. Janssens, J.-P. Henry en S. Moureaux, n° 75/1 van 20 september 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 259/1 van 22 november 1995.

Advies van de Raad van State, n° 259/2 van 11 maart 1997.

3. Wetsvoorstel houdende organisatie van de kerkfabrieken.

Ingediend door de heren P. Beaufays, J. Arens, M. Mairesse, J.-J. Viseur (***) en R. Fournaux, n° 446/1 van 16 februari 1996.

4. Voorstel van resolutie betreffende de vertegenwoordiging van de Islam in België.

Ingediend door de heren V. Decroly (***) en J. Tavernier en O. Deleuze, n° 1119/1 van 8 juli 1997.

5. Wetsontwerp betreffende de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen.

Ingediend door de regering, n° 1966/1 van 5 februari 1999.
Amendementen van de heer D. Vandebossche, n° 1966/2 van 31 maart 1999.

Erfrecht

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde echtgenoten die gescheiden zijn van goederen, de mogelijkheid te bieden onverdeelde goederen toe te bedelen aan de langstlevende.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 24/1 van 11 juli 1995.

2. Wetsvoorstel inzake de fiscale terugslag van de omzetting van het vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot wanneer deze met afstammelingen uit een vorig huwelijk tot de nalatenschap komt.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 157/1 van 19 oktober 1995.

3. Wetsvoorstel tot voorkoming van de onzekerheid van bij wijze van schenking verkregen eigendom.

Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 199/1 van 27 oktober 1995.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 325/1 van 18 december 1995.

5. Wetsvoorstel inzake het erfrecht van de langstlevende echtgenoot.

Ingediend door de heren J. Simonet, A. Duquesne en L. Michel, n° 819/1 van 6 december 1996.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heren J. Valkeniers en T. Smets, n° 1366/1 van 16 januari 1998.

Faillissement

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 101 van de faillissementswet van 8 augustus 1997.
Ingediend door de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 2153/1 van 21 april 1999.

Gemeente

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 2026/1 van 3 maart 1999.

Geneeskunde

Wetsvoorstel betreffende de bescherming van het embryo in vitro.
Ingediend door de heren Th. Detienne en F. Lozie, n° 1875/1 van 11 december 1998.

Gerechtsdeurwaarder

Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek tot invoering van een objectieve regeling voor de benoeming van gerechtsdeurwaarders.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 390/1 van 25 januari 1996.

Hulp aan minderbegunstigden

Wetsvoorstel betreffende het beroep op de vrijgevigheid van de bevolking.
Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 912/1 van 3 februari 1997.

Huurcontract van een winkel

Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de regels betreffende de handelshuur.
Ingediend door de heren M. Verwilghen en I. Van Belle, n° 81/1 van 26 september 1995.

Huurovereenkomst

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1741*bis* in het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Ch. Janssens, n° 64/1 van 19 september 1995.
Rapporteur : de heer R. Landuyt.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de regels van het Burgerlijk Wetboek betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder om een maximumhuurprijs in te stellen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 267/1 van 24 november 1995.
Rapporteur : de heer R. Landuyt.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om een recht van voorkoop voor de huurder van zijn hoofdverblijfplaats in te voeren.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 268/1 van 24 november 1995.
Rapporteur : de heer R. Landuyt.
4. Wetsvoorstel betreffende de onderverhuring van woningen door verenigingen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 269/1 van 24 november 1995.

5. Wetsvoorstel waarbij aan huurdersbonden het recht van vertegenwoordiging in rechte wordt toegekend.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 500/1 van 28 maart 1996.
6. Wetsvoorstel tot instelling van een maximumhuurwaarborg voor bescheiden huurwoningen, die tot hoofdverblijfplaats dienen.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 518/1 van 9 april 1996.
Rapporteur : de heer R. Landuyt.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek in verband met de regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder.
Ingediend door de heren V. Decroly (***) en F. Lozie, n° 659/1 van 16 juli 1996.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3, § 2, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1759/1 van 5 oktober 1998.
9. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1, § 1*bis*, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1760/1 van 5 oktober 1998.
10. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1762*ter* in het Burgerlijk Wetboek en tot aanvulling van artikel 3 van het boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, van hetzelfde wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1761/1 van 5 oktober 1998.
11. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 7*bis* in boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1884/1 van 16 december 1998.

Huwelijk

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 164 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 73/1 van 20 september 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1394 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de afstand van het recht van natrekking tussen in gemeenschap van goederen gehuwde echtgenoten.
Ingediend door de heren J.-P. Moerman, J. Barzin en A. Duquesne, n° 429/1 van 13 februari 1996.
3. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de opnemings van het geslachtsverschil als huwelijksnorm.
Ingediend door de heer F. Van den Eynde, mevrouw A. Colen, de heren G. Annemans en B. Laeremans, n° 932/1 van 19 februari 1997.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 144, 162 en 163 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer G. Versnick, n° 2208/1 van 28 april 1999.
5. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 162 en 164 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de regering, n° 2219/1 van 29 april 1999.

Kansspel

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel *7bis* in de Spelwet van 24 oktober 1902.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 116/1 van 10 oktober 1995.

Kinderbescherming

1. Voorstel houdende instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met de uitbouw van een structureel beleid ter bestrijding van allerlei vormen van seksuele uitbuiting van minderjarigen.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 53/1 van 13 september 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 369*bis* van het Strafwetboek betreffende de ontvoering van kinderen.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 54/1 van 13 september 1995.
3. Wetsvoorstel houdende wijziging van de bepalingen van het Strafwetboek betreffende de verzachtende omstandigheden met het oog op een betere bescherming van kinderen.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 55/1 van 13 september 1995.
4. Wetsvoorstel betreffende de keuring van films die onder de ogen van kinderen beneden zestien jaar mogen worden gebracht.
Ingediend door de heer P. Moriau, n° 66/1 van 19 september 1995.
5. Wetsvoorstel tot weglating van de artikelen 53 en 53*bis* van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.
Ingediend door de heer A. Borin, n° 978/1 van 24 maart 1997.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 46 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 2209/1 van 28 april 1999.

Leger

1. Wetsvoorstel houdende afschaffing van de militaire rechtbanken in vreedetijd.
Ingediend door de heren S. Moureaux en A. Borin, n° 567/1 van 3 mei 1996.
Amendement van de heer L. Vanoost, n° 567/2 van 30 september 1997.
2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de afzetting en de beroving van de graad betreft, van het Militair Strafwetboek.
Ingediend door de heer J. Eeman, n° 993/1 van 2 april 1997.

Milieubescherming

1. Voorstel van resolutie betreffende de wijziging van de Benelux-Overeenkomst houdende eenvormige wet betreffende de dwangsom.
Ingediend door de heren O. Deleuze, L. Vanoost en F. Lozie, n° 249/1 van 21 november 1995.
Rapporteur : de heer L. Willems.
Verzonden voor advies.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 35, eerste lid, en 36 van het Veldwetboek.
Ingediend door de heren O. Deleuze, H. Van Dienderen en F. Lozie, n° 1066/1 van 6 juni 1997.

Moraal

Wetsvoorstel houdende oprichting van een Waardenoverleg- en adviescentrum.
Ingediend door de heer M. Eyskens, n° 1718/1 van 19 augustus 1998.

Naturalisatie

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.
Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1765/1 van 5 oktober 1998.

Notaris

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt betreffende de executoriale kracht van de notariële akten die « onder verwijzing opgemaakte » bedingen bevatten.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 171/1 van 23 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1935 betreffende de organisatie en de controle van de boekhouding van notarissen.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 204/1 van 31 oktober 1995.

Oorlog

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van strafverordering.
Ingediend door de heren A. Borginon, G. Bourgeois, H. Olaerts, mevrouw A. Van de Castele en de heer K. Van Hoorebeke, n° 849/1 van 18 december 1996.

Ouderlijke macht

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 387*bis* van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer A. Borin, n° 774/1 van 21 november 1996.

Pachtcontract

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52, 7°, van de regels van het Burgerlijk Wetboek betreffende de pacht in het bijzonder.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 198/1 van 27 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de Pachtwet.
Ingediend door de heer H. De Croo, n° 1016/1 van 28 april 1997.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 9 en 12 van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling III, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer J. Arens, n° 1927/1 van 13 januari 1999.

Pensioenen

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de hypotheekwet van 16 december 1851.
Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 72/1 van 20 september 1995.

Persvrijheid

1. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de informatiebronnen van de journalist.
Ingediend door de heren P. Dewael, G. Versnick en M. Verwilghen, n° 137/1 van 16 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 18, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 306/1 van 13 december 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 311/1 van 13 december 1995.
4. Wetsontwerp betreffende het recht van antwoord en het recht van informatie.
Ingediend door de regering, n° 2034/1 van 8 maart 1999.
Amendementen van de heren G. Bourgeois, A. Duquesne, J. Barzin, Y. Leterme, R. Landuyt, M. Verwilghen en S. Moureaux, n° 2034/2 van 24 maart 1999.
Rapporteur : de heer D. Vandebossche.
5. Wetsontwerp tot wijziging van het artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de regering, n° 2035/1 van 8 maart 1999.
Rapporteur : de heer D. Vandebossche.

Racisme

- Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.
Ingediend door de heer J. Lefevre, n° 1864/1 van 8 december 1998.

Rechten van de zieke

- Wetsvoorstel strekkende tot de vergroting van het medebeslissingsrecht van de patiënt via de invoering van een behandelingsbeschikking.
Ingediend door de heer F. Lozie, n° 227/1 van 10 november 1995.

Rechterlijke inrichting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.
Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 33/1 van 19 juli 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 270, 271, 282 en 283 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer M. Verwilghen, n° 84/1 van 26 september 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 259bis, 259ter en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten.
Ingediend door de heer P. Dewael, n° 89/1 van 29 september 1995.
Amendement van de heer R. Hotermans, n° 89/2 van 7 november 1995.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 64 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 508/1 van 2 april 1996.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 205 van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de werking van de rechtbanken van koophandel te verbeteren.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 565/1 van 3 mei 1996.
6. Wetsvoorstel tot instelling van een Hoge raad voor de magistratuur.
Ingediend door de heren A. Duquesne en P. Dewael, n° 650/1 van 11 juli 1996.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 383 van het Gerechtelijk Wetboek houdende de opruststelling van magistraten van de rechterlijke orde op vijftenzestig jaar.
Ingediend door de heer D. Vandebossche, n° 749/1 van 7 november 1996.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de bevordering van magistraten.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 765/1 van 12 november 1996.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 874/1 van 9 januari 1997.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek tot afschaffing van de verplichting voor magistraten, griffiers en advocaten een toga te dragen als zij hun ambt uitoefenen.
Ingediend door de heer D. Vandebossche, n° 895/1 van 23 januari 1997.
11. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 353 en 441 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Cl. Eerdeken, n° 941/1 van 25 februari 1997.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 383 en 391 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de inruststelling, de pensionering en het emeritaat van de magistraten.
Ingediend door de heer A. Borin, n° 972/1 van 20 maart 1997.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.
Ingediend door de heer A. Borin, n° 983/1 van 26 maart 1997.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw P. Cahay-André, n° 1113/1 van 4 juli 1997.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de gerechtelijke organisatie, met het oog op de splitsing van de rechtbanken in het gerechtelijk arrondissement Brussel.
Ingediend door de heren B. Laeremans, G. Annemans en F. De Man, n° 1118/1 van 7 juli 1997.
16. Wetsontwerp houdende instelling van de Federale Raad van de griffiers en de secretarissen.
Ingediend door de regering, n° 1171/1 van 4 september 1997.
17. Wetsvoorstel tot oprichting van een economisch en sociaal auditoraat.
Ingediend door de heren Th. Giet, J.-J. Viseur (**) en D. Reynders, n° 1178/1 van 10 september 1997.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 351 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heren Th. Giet en R. Landuyt, n° 1298/1 van 26 november 1997.
19. Wetsvoorstel tot aanpassing van de personeelsformatie van de rechtbank van eerste aanleg van Ieper.
Ingediend door de heer Y. Leterme, n° 1380/1 van 21 januari 1998.
20. Wetsvoorstel tot aanpassing van de personeelsformatie van de rechtbank van eerste aanleg van Veurne.
Ingediend door de heer Y. Leterme, n° 1381/1 van 21 januari 1998.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1551/1 van 13 mei 1998.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 366 en 367 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 1935/1 van 19 januari 1999.
23. Wetsvoorstel tot wijziging van de taalverhouding en het aantal magistraten bij het Hof van Cassatie.
Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 1946/1 van 22 januari 1999.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 308 en 309 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 2049/1 van 11 maart 1999.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 365 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de wedden van de magistraten der rechterlijke orde en tot aanvulling van de artikelen 90 en 171 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de aanslag te wijzigen inzake de inkomsten van de rechters in handelszaken en de rechters in sociale zaken.
Ingediend door de heren A. du Bus de Warnaffe en J. Vandeurzen, n° 2147/1 van 20 april 1999.

Rechtspersoon

- Wetsvoorstel tot het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan het ongeboren kind.
Ingediend door de heer G. Annemans, mevrouw A. Colen en de heer I. Lowie, n° 465/1 van 5 maart 1996.

Rente

- Wetsvoorstel tot verlaging van de wettelijke rentevoet.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 519/1 van 9 april 1996.

Schadevergoeding

- Voorstel van resolutie betreffende de belangen van de Schatkist in de UNIOP- en Agusta-affaires.
Ingediend door de heer F. De Man, n° 494/1 van 26 maart 1996.

Sport

- Wetsvoorstel betreffende de veiligheid bij sportmanifestaties.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 177/1 van 24 oktober 1995.

Staking

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 438bis in het Strafwetboek.
Ingediend door de heren D. Reynders, L. Michel en P. Dewael, n° 417/1 van 6 februari 1996.
2. Wetsvoorstel tot reorganisatie van de procedure in kort geding voor geschillen die het gevolg zijn van collectieve arbeidsconflicten.
Ingediend door de heren O. Deleuze, J. Wauters en Th. Detienne, n° 747/1 van 6 november 1996.

Strafprocedure

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 153 en 190 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 109/1 van 6 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering en tot instelling van de executierechtbank.
Ingediend door de heren M. Verwilghen, P. Dewael en I. Van Belle, n° 182/1 van 25 oktober 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer R. Demotte, n° 362/1 van 9 januari 1996.
4. Wetsvoorstel tot instelling van de executierechtbank.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 687/1 van 17 september 1996.
5. Wetsvoorstel tot aanvulling, wat de gevallen van onrustwekkende verdwijning van minderjarigen betreft, van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heren G. Bourgeois, M. Verwilghen, R. Landuyt, J. Vandeurzen, S. Moureaux, V. Decroly (**), mevrouwen J. Herzet en N. de T'Serclaes (**), n° 979/1 van 25 maart 1997.
6. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 3 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering met het oog op de instelling ten voordele van de verenigingen van een rechtsvordering ter verdediging van de collectieve belangen.
Ingediend door de heren J.-J. Viseur (**), P. Beaufays en mevrouw N. de T'Serclaes (**), n° 1107/1 van 1 juli 1997.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 210 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heren F. Lozie, V. Decroly (**), G. Bourgeois, S. Moureaux en mevrouwen N. de T'Serclaes (**), en J. Herzet, n° 1196/1 van 22 september 1997.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 75, 155 en 317 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 1297/1 van 26 november 1997.
9. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 10quater in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering, met het oog op de universele strafbaarstelling van bepaalde inbreuken op fundamentele sociale rechten.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 1339/1 van 19 december 1997.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 341 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1427/1 van 19 februari 1998.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 407 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1469/1 van 25 maart 1998.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 1589/1 van 5 juni 1998.
13. Wetsvoorstel tot invoeging van een snelrechtprocedure in het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1678/1 van 16 juli 1998.
14. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 150, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1754/1 van 2 oktober 1998.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 619 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer J. Ansoms, n° 1943/1 van 22 januari 1999.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 28*quinquies* en 57 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1944/1 van 22 januari 1999.
17. Wetsvoorstel strekkend tot het eenvormig maken van de termijnen van verzet en hoger beroep in burgerlijke en in strafzaken en tot invoering van de betekening van in laatstgenoemde zaken gewezen vonnissen op tegenspraak.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 2019/1 van 25 februari 1999.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer D. Reynders, n° 2048/1 van 11 maart 1999.
19. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de voorlezing van processen-verbaal betreft, van de artikelen 153 en 190 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 2112/1 van 30 maart 1999.

Strafrecht

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 401*bis* van het Strafwetboek met het oog op de bestraffing van seksuele verminkingen.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 56/1 van 13 september 1995.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek om misbruik van de vrijgevigheid van de bevolking strafbaar te stellen.
Ingediend door de heer P. Breyne (**), n° 99/1 van 4 oktober 1995.
Overgenomen door de heer Y. Leterme.
Kaft, n° 99/2 van 4 september 1998.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 467 en 471 van het Strafwetboek.
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 108/1 van 6 oktober 1995.
4. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 331*ter* in het Strafwetboek teneinde het geweld en het wangedrag van de toeschouwers tijdens sportmanifestaties en inzonderheid tijdens voetbalwedstrijden strenger te beugelen.

- Ingediend door de heren J. Simonet en D. Reynders, n° 119/1 van 10 oktober 1995.
5. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 253*bis* in het Strafwetboek.
Ingediend door mevrouw P. Cahay-André, n° 147/1 van 18 oktober 1995.
6. Wetsvoorstel waarbij de ontvluchting van gedetineerden strafbaar wordt gesteld.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 148/1 van 18 oktober 1995.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 149/1 van 18 oktober 1995.
8. Wetsvoorstel tot afschaffing van de vervangende gevangenisstraf.
Ingediend door de heren M. Verwilghen, P. Dewael en I. Van Belle, n° 183/1 van 25 oktober 1995.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heren M. Verwilghen, P. Dewael en I. Van Belle, n° 184/1 van 25 oktober 1995.
10. Wetsvoorstel betreffende de wettelijke onbekwaamheid.
Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 197/1 van 27 oktober 1995.
11. Wetsvoorstel tot verzwaring van de straffen voor misdrijven tegen jongeren en bejaarden en tot invoering van strengere voorwaarden voor de invrijheidstelling van personen die geïnterneerd zijn krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 221/1 van 9 november 1995.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 17 en 25 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 244/1 van 20 november 1995.
13. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 16 en 26 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 245/1 van 20 november 1995.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
Ingediend door de heren F. De Man en X. Buisseret (**), n° 295/1 van 8 december 1995.
15. Wetsvoorstel tot invoering van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen, met aangepaste bedrijfsstraffen.
Ingediend door de heren F. Lozie en V. Decroly (**), n° 332/1 van 19 december 1995.
16. Wetsvoorstel tot afschaffing van de doodstraf en tot vervanging ervan door niet-reduceerbare straffen die door beveiligingsmaatregelen worden gewaarborgd.
Ingediend door de heren A. Duquesne, L. Michel en J. Barzin, n° 343/1 van 21 december 1995.
Amendementen van de heren J. Barzin en A. Duquesne, n° 343/2 van 24 april 1996.
Verslag van de heer L. Willems, n° 343/3 van 21 mei 1996.

17. Wetsvoorstel houdende koppeling van de strafrechtelijke geldboetes aan de economische draagkracht van de gedaagde.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 541/1 van 29 april 1996.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 380*bis* van het Strafwetboek.
Ingediend door de heer M. Verwilghen, n° 625/1 van 20 juni 1996.
19. Wetsvoorstel betreffende de tenuitvoerlegging van de straffen en de voorwaardelijke invrijheidstelling voor daders van misdrijven gepleegd tegen de persoon van minderjarigen.
Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 663/1 van 19 juli 1996.
20. Wetsvoorstel tot vaststelling van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van degenen die ten onrechte gedetineerden in vrijheid hebben gesteld die nieuwe misdaden of wanbedrijven plegen.
Ingediend door de heer R. Hotermans, n° 693/1 van 25 september 1996.
21. Wetsvoorstel tot tijdelijke en uitzonderlijke vrijstelling van straf voor spijtoptanten.
Ingediend door de heren F. Lozie en J. Tavernier, n° 711/1 van 14 oktober 1996.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 447, derde lid, van het Strafwetboek.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 818/1 van 6 december 1996.
23. Wetsvoorstel strekkende tot opheffing van de wet van 20 december 1852 tot bestraffing van de beledigingen aan de hoofden van vreemde staatsbesturen.
Ingediend door de heer X. Buisseret (**), n° 852/1 van 18 december 1996.
24. Wetsvoorstel strekkende tot opheffing van de wet van 6 april 1847 tot bestraffing van de beledigingen aan den Koning.
Ingediend door de heer X. Buisseret (**), n° 853/1 van 18 december 1996.
25. Wetsvoorstel tot instelling en bescherming van de vrije keuze van arts en van de therapeutische vrijheid in de strafinrichtingen.
Ingediend door de heren R. Biefnot, M. Minne en M. Mook, n° 876/1 van 9 januari 1997.
26. Wetsvoorstel strekkende tot een doeltreffender bestrijding van de georganiseerde criminaliteit, het zwaar banditisme en het terrorisme.
Ingediend door de heer J.-P. Moerman, n° 880/1 van 10 januari 1997.
27. Wetsvoorstel tot onttrekking van de daders of verdachten van aanslagen op de lichamelijke integriteit aan de beschermingsbepalingen van de wetten inzake fysiek onderzoek en de opslag van persoonsgegevens.
Ingediend door de heren J. Van den Broeck en B. Laeremans en mevrouw A. Colen, n° 919/1 van 7 februari 1997.
28. Wetsvoorstel houdende invoering van de straf van de ontzetting van het recht om een motorvoertuig, een vaartuig of een vliegtuig te besturen.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 957/1 van 12 maart 1997.
29. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek ter bescherming van de Belgische vlag.

- Ingediend door de heren A. Duquesne en M. Mairesse, n° 1031/1 van 6 mei 1997.
30. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 146*bis* in het Strafwetboek met het oog op de bescherming van de uitoefening van de door de Grondwet en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en van de fundamentele vrijheden gewaarborgde rechten.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1191/1 van 16 september 1997.
Amendement van de heer L. Willems, n° 1191/2 van 4 februari 1999.
31. Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van een artikel 417*bis* teneinde aanzetting tot zelfmoord te bestraffen.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1197/1 van 22 september 1997.
32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 en 15 september 1807 betreffende de dekking van de gerechtskosten ten voordele van de Schatkist in criminele, correctionele en politiezaken, met het oog op de opheffing van het voorrecht van de advocaat op zijn honoraria voor de verdediging van de veroordeelde.
Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1238/1 van 16 oktober 1997.
33. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek.
Ingediend door de heren A. Duquesne en D. Reynders, n° 1291/1 van 19 november 1997.
34. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 314*bis* van het Strafwetboek.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1398/1 van 2 februari 1998.
Rapporteur : de heer Th. Giet.
35. Wetsvoorstel tot verfijning van de opdracht van de Nationale Evaluatiecommissie inzake de toepassing van de wetgeving betreffende de zwangerschapsafbreking.
Ingediend door mevrouwen I. van Kessel en A. Van Haesendonck, n° 1610/1 van 17 juni 1998.
36. Wetsvoorstel betreffende de bestraffing van doodslag gepleegd om diefstal of afpersing te vergemakkelijken of om de straffeloosheid ervan te verzekeren.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 1643/1 van 10 juli 1998.
37. Wetsvoorstel ter bestraffing van de omzeiling van de strafwet door de overheid.
Ingediend door mevrouw A. Colen, n° 1697/1 van 29 juli 1998.
38. Wetsvoorstel tot verlening van strafrechtelijke immuniteit aan spijtoptanten in het raam van de strijd tegen de georganiseerde misdaad.
Ingediend door de heren A. Duquesne en J.-P. Moerman, n° 1813/1 van 16 november 1998.
39. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 341 van het Strafwetboek.
Ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 2111/1 van 30 maart 1999.

Strafrechtspraak

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 224 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 1058/1 van 3 juni 1997.

Taalgebruik

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 53 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de heer P. Dewael, n° 105/1 van 6 oktober 1995.
2. Wetsvoorstel betreffende het gebruik van de Duitse taal in wetten. Ingediend door de heren I. Lowie en X. Buisseret (**), n° 639/1 van 2 juli 1996.
3. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 42*bis* in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de heren A. Borin en P. Moriau, n° 839/1 van 16 december 1996.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43*quater*, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 910/1 van 31 januari 1997.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43*quater* van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heer G. Bourgeois, n° 1766/1 van 5 oktober 1998.

Vakvereniging

1. Wetsvoorstel betreffende de rechtspersoonlijkheid van de vakverenigingen en de verenigingen voor het onderzoek, de bescherming en de ontwikkeling van de beroepsbelangen van hun leden. Ingediend door de heren J. Vandenhoute, A. Duquesne, R. Denis, M. Wauthier, D. Reynders, J. Simonet, D. Bacquellaine, Ph. Seghin, J. Barzin en mevrouw J. Herzet, n° 326/1 van 18 december 1995.
2. Wetsvoorstel betreffende de « *closed shop* » en andere aantastingen van de vrijheid om zich al dan niet aan te sluiten bij een werknemersorganisatie. Ingediend door de heren L. Michel, P. Dewael en D. Reynders, n° 379/1 van 23 januari 1996.
3. Wetsvoorstel tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de vakorganisaties. Ingediend door de heren J. Huysentruyt, B. Laeremans en F. Van den Eynde, n° 575/1 van 14 mei 1996.

Verkoop

Wetsvoorstel betreffende de koop van onroerende goederen. Ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 187/1 van 25 oktober 1995.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot regeling van de schadeloosstelling van de slachtoffers van de gevolgen van een verplichte inenting.

Ingediend door de heren Th. Detienne en F. Lozie, n° 1672/1 van 15 juli 1998.

Voogdijschap

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren.

Ingediend door de heren L. Goutry, J. Vandeurzen en J. Ansoms, n° 1465/1 van 23 maart 1998.

Amendementen van de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/2 van 26 november 1998.

Amendementen van de regering, de heren L. Goutry, J. Vandeurzen, A. du Bus de Warnaffe en Th. Giet, n° 1465/3 van 14 januari 1999.

Amendementen van de heren L. Goutry en J. Vandeurzen, n° 1465/4 van 28 januari 1999.

Amendementen van de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/5 van 1 februari 1999.

Amendementen van de heren L. Goutry, J. Vandeurzen, J. Barzin, A. du Bus de Warnaffe, Th. Giet, D. Vandebossche en M. Verwilghen en de regering, n° 1465/6 van 2 maart 1999.

Amendementen van de heer L. Goutry, n° 1465/7 van 23 maart 1999.

Amendementen van de regering, n° 1465/8 van 31 maart 1999.

Rapporteur : de heer A. du Bus de Warnaffe.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 1787/1 van 28 oktober 1998.

Wapenhandel

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Ingediend door de heer A. Borginon, n° 1844/1 van 27 november 1998.

SUBCOMMISSIE VAN DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Burgerlijk recht

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de privaatrechtelijke verjaringsregels.

Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 1192/1 van 16 september 1997.

Rapporteur : de heer J. Barzin.

Burgerlijke rechtsvordering

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer T. Van Parys (**), n° 403/1 van 30 januari 1996.

Rapporteur : de heer J. Barzin.

Civiele aansprakelijkheid

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1383*bis* in het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw N. de T'Serclaes (**), de heren J.-J. Viseur (**), en P. Beaufays, n° 1574/1 van 28 mei 1998.

Amendement van de heer J. Barzin, n° 1574/2 van 24 februari 1999.

Amendement van de heer P. Beaufays, n° 1574/3 van 9 maart 1999.

Amendement van de heer P. Beaufays, n° 1574/4 van 26 maart 1999.

Rapporteur : de heer G. Bourgeois.

Rechterlijke inrichting

Wetsvoorstel tot oprichting van een economisch en sociaal auditoraat.
Ingediend door de heren Th. Giet, J.-J. Viseur (**) en D. Reynders, n° 1178/1 van 10 september 1997.
Rapporteur : de heer J. Barzin.

Voogdijschap

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren.
Ingediend door de heren L. Goutry, J. Vandeurzen en J. Ansoms, n° 1465/1 van 23 maart 1998.

Amendementen van de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/2 van 26 november 1998.
Amendementen van de regering en de heren L. Goutry, J. Vandeurzen, A. du Bus de Warnaffe en Th. Giet, n° 1465/3 van 14 januari 1999.
Amendementen van de heren L. Goutry en J. Vandeurzen, n° 1465/4 van 28 januari 1999.
Amendementen van de heer A. du Bus de Warnaffe, n° 1465/5 van 1 februari 1999.
Amendementen van de heren L. Goutry, J. Vandeurzen, J. Barzin, A. du Bus de Warnaffe, Th. Giet, D. Vandebossche en M. Verwilghen en de regering, n° 1465/6 van 2 maart 1999.
Amendementen van de heer L. Goutry, n° 1465/7 van 23 maart 1999.
Amendementen van de regering, n° 1465/8 van 31 maart 1999.
Rapporteur : de heer A. du Bus de Warnaffe.

7. COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

Bewapening

Voorstel van resolutie inzake de strijd tegen verblindende laserwapens.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 489/1 van 15 maart 1996.

Leger

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een dienst voor sociale actie en bijstand bij het ministerie van Landsverdediging.
Ingediend door de heren Y. Harmegnies, F. Dufour, J.-P. Henry en Ch. Janssens, n° 355/1 van 5 januari 1996.
Rapporteur : de heer R. Cuyt.
2. Wetsvoorstel betreffende de herverdeling van de arbeid in het leger.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 411/1 van 5 februari 1996.
Errata, n° 411/2 van 21 februari 1996.
3. Wetsvoorstel tot toekenning van een verlof van lange duur aan bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 486/1 van 14 maart 1996.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en van artikel 71 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer F. Ghesquière, n° 493/1 van 25 maart 1996.
Rapporteurs : de heren P. Beaufays en Ph. Dallons.
5. Wetsvoorstel tot bevordering van de herplaatsing van de leden van de krijgsmacht.
Ingediend door de heer J.-P. Moerman, n° 937/1 van 25 februari 1997.
6. Wetsvoorstel inzake de politieke rechten van militairen.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1758/1 van 5 oktober 1998.
Rapporteur : de heer Ph. Dallons.
7. Wetsvoorstel tot invoering van een stelsel van alternerend werken en leren bij het leger.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1876/1 van 11 december 1998.
Rapporteur : de heer R. Janssens.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 32 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 2015/1 van 24 februari 1999.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.
Ingediend door de heer J. Van Erps, n° 2204/1 van 26 april 1999.
10. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 10bis in de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen.
Ingediend door de heer J. Van Erps, n° 2205/1 van 28 april 1999.
11. Wetsontwerp houdende statuut van de militairen van het reservékader van de krijgsmacht.
Ingediend door de regering, n° 2216/1 van 3 mei 1999.

Onverenigbaarheid

Wetsvoorstel tot invoering van een sperperiode van vijf jaar waarin het ex-militairen verboden is een leidinggevende, adviserende of beheersfunctie op zich te nemen in wapenindustrieën.
Ingediend door de heren R. Cuyt en R. Janssens, n° 195/1 van 27 oktober 1995.
Amendementen van de heren R. Cuyt en R. Janssens, n° 195/2 van 31 maart 1999.
Amendementen van de heren R. Cuyt, J. Canon, Ph. Dallons, J. Eeman, R. Janssens, M. van den Abeelen en L. Vanooost, n° 195/3 van 1 april 1999.
Rapporteur : de heer F. Cauwenberghs.

Openbare instelling

1. Wetsvoorstel tot opheffing van het Koninklijk Gesticht van Mesen.
Ingediend door de heren H. Van Dienderen, Ph. Dallons, D. van der Maelen, J. Eeman en mevrouw A. Van de Castele, n° 432/1 van 13 februari 1996.
Rapporteur : de heer J. Van Erps.
2. Voorstel van resolutie betreffende het Koninklijk Gesticht van Mesen.
Ingediend door de heer H. Van Dienderen, n° 1505/1 van 22 april 1998.

3. Voorstel van resolutie betreffende het Koninklijk Gesticht van Mesen.
Ingediend door de heer L. Willems, n° 1726/1 van 7 september 1998.

Wapenhandel

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, met het oog op de versterking van de controle mogelijkheden van het parlement.

Ingediend door de heer A. Borginon, n° 1226/1 van 7 oktober 1997.

2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat het verbod op het gebruik, de opslag, de productie en de overdracht van landmijnen betreft, van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2159/1 van 22 april 1999.

8. COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

Adoptie

Wetsvoorstel tot instelling van een opvangverlof in geval van adoptie of pleegvoogdij.

Ingediend door de heer P. Beaufays, n° 68/1 van 20 september 1995.

Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).

Alimentatieplicht

1. Wetsvoorstel tot regeling van alimentatievorderingen door bemiddeling van een Rijksbureau voor alimentatievorderingen.

Ingediend door de heer P. Beaufays en mevrouw N. de T'Serclaes (**), n° 31/1 van 19 juli 1995.

Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).

2. Wetsvoorstel houdende oprichting en organisatie van een Rijksfonds voor alimentatievorderingen.

Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 191/1 van 26 oktober 1995.

Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).

Arbeid

1. Wetsvoorstel tot aanpassing van de arbeidswetgeving aan de wet op de meerderjarigheid.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 229/1 van 13 november 1995.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor alle werknemers.

Ingediend door de heren H. Bonte en R. Cuyt, n° 253/1 van 22 november 1995.

Rapporteur : de heer Gh. Vermassen.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 met het oog op de invoering van het vaderschapsverlof.

Ingediend door mevrouw C. Burgeon en de heer S. Moureaux, n° 402/1 van 29 januari 1996.

Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen betreffende het betaald educatief verlof.

Ingediend door de heren Th. Detienne, J. Wauters en Ph. Dallons, n° 459/1 van 4 maart 1996.

5. Wetsvoorstel houdende het verbod van nachtarbeid voor vervoer van geld en effecten.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 505/1 van 1 april 1996.

6. Wetsvoorstel houdende invoering van een aangepaste beoordelingsprocedure bij controles in de tuinbouwsector.

Ingediend door de heren Ch. Moors en L. Goutry, mevrouw G. Gardeyn-Debever en mevrouw I. Van Kessel, n° 574/1 van 13 mei 1996.

7. Wetsvoorstel ter bevordering van de tijdelijke tewerkstelling.

Ingediend door de heer F. Ghesquière, n° 586/1 van 24 mei 1996.

8. Wetsvoorstel houdende instelling van een recht op loopbaanonderbreking om werknemers in de gelegenheid te stellen zieke gezinsleden te verzorgen.

Ingediend door mevrouw M. Vanlerberghe, n° 604/1 van 3 juni 1996.

9. Wetsvoorstel betreffende het behoud van het normaal loon van samenwonende werknemers voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

Ingediend door de heren H. Bonte en J.-M. Delizée, n° 760/1 van 8 november 1996.

10. Wetsvoorstel tot instelling van het recht op loopbaanonderbreking wegens familieomstandigheden.

Ingediend door mevrouw P. Cahay-André, n° 773/1 van 20 november 1996.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het recht op loopbaanonderbreking.

Ingediend door de heer L. Goutry en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 1078/1 van 16 juni 1997.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

12. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de opzeggingstermijnen voor werklieden betreft, van de Arbeidsovereenkomstwet.

Ingediend door de heren H. Bonte en R. Landuyt, n° 1115/1 van 7 juli 1997.

13. Wetsvoorstel betreffende het zorgverlof voor werknemers.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1116/1 van 7 juli 1997.

14. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 2 van het koninklijk besluit n° 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1221/1 van 6 oktober 1997.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit n° 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1222/1 van 6 oktober 1997.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen teneinde deeltijdse werknemers het recht op betaald educatief verlof toe te kennen.

Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 1229/1 van 9 oktober 1997.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 47, § 1, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Ingediend door de heren R. Fournaux en J.-J. Viseur (**), n° 1304/1 van 2 december 1997.

18. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 8 van de op 28 juni 1971 gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1538/1 van 8 mei 1998.

19. Wetsvoorstel tot bevordering van halftijdwerk.

Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1545/1 van 8 mei 1998.

20. Wetsvoorstel tot regeling van de tewerkstelling op zondag van werknemers in winkelbedrijven.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1642/1 van 10 juli 1998.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van de werkingssfeer van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1708/1 van 10 augustus 1998.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 160 van de programmawet van 22 december 1989.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 1799/1 van 5 november 1998.

23. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 4 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Ingediend door de regering, n° 1908/1 van 5 januari 1999.

Arbeidscontract

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 26 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 252/1 van 22 november 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 254/1 van 22 november 1995.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ter bescherming van de werknemers die een staatsburgerlijke verplichting of een burgerlijke opdracht vervullen.

Ingediend door de heer M. Minne, n° 1065/1 van 6 juni 1997.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38bis van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1543/1 van 8 mei 1998.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 2010/1 van 23 februari 1999.

Arbeidsongeval

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 betreffende de schadeloosstelling als er een geschil is over de verzekering.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 161/1 van 19 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwetgeving op het stuk van de ambtshalve aansluiting bij het Fonds voor arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 162/1 van 19 oktober 1995.

3. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de bijkomende vergoeding voor de geregelde hulp van een derde betreft, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 921/1 van 7 februari 1997.

4. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de termijn voor de herziening van de vergoedingen betreft, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 922/1 van 7 februari 1997.

5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de verjaring van de rechtsvordering tot betaling van bijslagen betreft, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 929/1 van 18 februari 1997.

Burgerlijke rechtsvordering

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1410 en 1412 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer R. Meureau, n° 1384/1 van 23 januari 1998.

Feestdag

1. Wetsvoorstel strekkende tot invoering van een betaalde feestdag op 11 juli.

Ingediend door de heren G. Annemans en I. Lowie, n° 308/1 van 13 december 1995.

2. Wetsvoorstel tot instelling in België van een feestdag ter herdenking van de 120 miljoen slachtoffers van de socialistische dictaturen.

Ingediend door mevrouw M. Bastien, n° 652/1 van 12 juli 1996.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen.

Ingediend door de heren K. Van Hoorebeke en G. Bourgeois, n° 1134/1 van 18 juli 1997.

Gehandicapte

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen om de tewerkstelling in beschutte werkplaatsen aan te moedigen.

Ingediend door de heren J. Valkeniers en F. Anthuenis, n° 224/1 van 10 november 1995.

Rapporteur : de heer F. Anthuenis.

2. Wetsvoorstel tot verbetering van het concurrentievermogen van de erkende beschermde werkplaatsen.

Ingediend door de heren Gh. Vermassen en H. Bonte, n° 280/1 van 1 december 1995.

Rapporteur : de heer F. Anthuenis.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 721/1 van 18 oktober 1996.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.
Ingediend door de heer L. Goutry, nr. 1679/1 van 16 juli 1998.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.
Ingediend door de heer J. Wauters, n° 1976/1 van 9 februari 1999.
6. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 2, § 2, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.
Ingediend door de heer L. Goutry, n° 1980/1 van 11 februari 1999.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.
Ingediend door de heer L. Goutry, n° 1981/1 van 11 februari 1999.

Geneeskunde

- Voorstel van resolutie betreffende de echelonnering in de gezondheidszorg.
Ingediend door de heer J. Wauters, n° 2144/1 van 19 april 1999.

Gezinsuitkering

1. Wetsvoorstel tot invoering van het opvoedersloon.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 319/1 van 18 december 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer F. Van den Eynde, n° 435/1 van 14 februari 1996.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 581/1 van 22 mei 1996.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 64, § 4, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer F. De Man, n° 1028/1 van 6 mei 1997.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 47 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939.
Ingediend door de heren J. Geraerts en X. Buisseret (**), n° 1132/1 van 17 juli 1997.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van een gewaarborgde gezinsbijslag.
Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1228/1 van 9 oktober 1997.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51, § 4, van de op 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

- Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1418/1 van 10 februari 1998.
Amendementen van de heer H. Brouns, n° 1418/2 van 14 juli 1998.
Rapporteur : de heer L. Goutry.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51, § 4, van de op 19 december 1939 samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heren H. Brouns en Y. Leterme, n° 1428/1 van 19 februari 1998.
Amendementen van de heren H. Brouns en Y. Leterme, n° 1428/2 van 14 juli 1998.
 9. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 42 en 51 van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer H. Bonte, n° 1554/1 van 15 mei 1998.
 10. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de rangorde van de rechthebbenden op kinderbijslag ten behoeve van een zelfde kind betreft, van artikel 64 van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer R. Cuyt, n° 1638/1 van 6 juli 1998.
 11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 42bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door mevrouw G. D'Hondt, n° 1948/1 van 22 januari 1999.

Kinderbescherming

- Wetsvoorstel betreffende de strijd tegen de kinderarbeid.
Ingediend door de heer Cl. Eerdekens, n° 654/1 van 15 juli 1996.
Rapporteur : de heer M. Dighneef.

OCMW

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1995 tot invoering van een handvest van de sociaal verzekerde teneinde de toepassing ervan tot het stelsel van de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn verleende sociale bijstand uit te breiden.
Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 1231/1 van 9 oktober 1997.

Ondernemingsraad

- Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 14bis in de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.
Ingediend door de heren D. Bacquelaine en D. Reynders, n° 1537/1 van 8 mei 1998.

Oorlog

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gecoördineerde wetten van 5 oktober 1948 op de vergoedingspensioenen.
Ingediend door de heer T. Van Parys (**), n° 1056/1 van 2 juni 1997.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 125 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.
Ingediend door de heer J. Arens, n° 1636/1 van 2 juli 1998.

Pensioenen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.
Ingediend door de heer M. Digneef, n° 44/1 van 9 augustus 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.
Ingediend door de heer M. Digneef, n° 45/1 van 9 augustus 1995.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 16 van 15 oktober 1934 waarbij wijzigingen worden aangebracht in de wetgeving op de pensioenen alsmede van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen teneinde de volledige en onmiddellijke betaling van de overheids-pensioenen mogelijk te maken.
Ingediend door de heren E. Bertrand (**), A. Duquesne en L. Michel, n° 247/1 van 20 november 1995.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers teneinde de cumulatie toe te staan van een overlevingspensioen en een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid.
Ingediend door mevrouw P. Cahay-André en de heer J. Lenssens, n° 423/1 van 8 februari 1996.
5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.
Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1541/1 van 8 mei 1998.
6. Wetsvoorstel tot aanpassing van de cumulatieregels voor rechthebbenden op een overlevingspensioen.
Ingediend door de heer P. Chevalier, n° 1582/1 van 4 juni 1998.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend op 5 oktober 1948, betreffende het bij overlijden aan de rechthebbenden verschuldigde vergoedingspensioen.
Ingediend door de heer J. Arens, n° 1629/1 van 24 juni 1998.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, strekkende tot verhoging van het maximaal toegestane inkomen dat recht geeft op een zelfstandigenpensioen ondanks de voortzetting van een beroepsbezigheid.
Ingediend door de heer L. Michel, n° 1873/1 van 11 december 1998.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.
Ingediend door de heer J. Wauters, n° 1977/1 van 9 februari 1999.

Sociale bijstand

1. Wetsvoorstel tot bewaking van de evolutie van de armoede en de sociale uitsluiting.
Ingediend door de heren Gh. Vermassen en H. Bonte, n° 279/1 van 1 december 1995.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorschotten op en invorderingen van onderhoudsgelden georganiseerd bij de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 584/1 van 24 mei 1996.

Rapporteur : de heer J.-J. Viseur (**).

Sociale Zekerheid

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 113bis in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 37/1 van 24 juli 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten op het stuk van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden.

Ingediend door de heer J. Lenssens, n° 40/1 van 28 juli 1995.

Rapporteur : de heer J. Wauters.

3. Wetsvoorstel betreffende de toepassing van de sociale zekerheid op de kunstenaars.

Ingediend door de heren P. Moriau, L. Toussaint, Th. Detienne en J. Wauters.

Addendum, n° 90/2 van 18 januari 1996.

Rapporteur : de heer Th. Detienne.

4. Wetsvoorstel om gepensioneerde slachtoffers van een arbeidsongeval of beroepsziekte vrij te stellen van pensioenbijdragen.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 160/1 van 19 oktober 1995.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994.

Ingediend door de heren J. Vandeurzen en H. Brouns, n° 201/1 van 31 oktober 1995.

6. Wetsvoorstel betreffende het socialezekerheidsstatuut van schouwspelartiesten.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 205/1 van 31 oktober 1995.

Verslag van de heer Th. Detienne, n° 205/2 van 29 oktober 1998.

7. Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk besluit n° 122 van 30 december 1982 tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en tot wederinvoering van het kinderbijslagstelsel dat tot 31 maart 1983 van kracht was.

Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 212/1 van 6 november 1995.

8. Wetsvoorstel tot afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde inzake tegemoetkomingen aan gehandicapten, het bestaansminimum en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en tot wijziging van de verblijfsvoorwaarde inzake gewaarborgde gezinsbijslag.

Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 240/1 van 17 november 1995.

Rapporteur : de heer J.-M. Delizée.

9. Wetsvoorstel houdende het sociaal statuut van de podiumartiesten.

Ingediend door de heren Gh. Vermassen en D. Vandebossche, n° 242/1 van 17 november 1995.

Amendementen van de heren Gh. Vermassen en D. Vandebossche, n° 242/2 van 13 juni 1997.

10. Wetsvoorstel ter uniformisering van de wetgeving inzake gewaarborgd loon en tot afschaffing van de carensdag.
Ingediend door de heer H. Bonte, n° 255/1 van 22 november 1995.
11. Wetsvoorstel strekkende tot het opheffen van de discriminatie tussen mannen en vrouwen met betrekking tot hun sociaal statuut wanneer zij na hun zestigste blijven werken als werknemer.
Ingediend door de heer G. Annemans en mevrouw A. Colen, n° 387/1 van 24 januari 1996.
12. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door mevrouw T. Pieters (**), n° 468/1 van 7 maart 1996.
Overgenomen door de heer S. De Clerck, op 8 mei 1998, ter vervanging van mevrouw T. Pieters (**).
Kaft, n° 468/2 van 8 mei 1998.
Rapporteur : de heer Th. Detienne.
13. Wetsvoorstel betreffende de terugvordering van onverschuldigde betalingen die het gevolg zijn van een fout of gedeelde fout van een instelling van sociale zekerheid.
Ingediend door de heer R. Daems, n° 544/1 van 29 april 1996.
14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van die wet.
Ingediend door de heren J. Geraerts en F. Van den Eynde, n° 675/1 van 25 juli 1996.
15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 107 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 691/1 van 25 september 1996.
16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 107, 2°, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.
Ingediend door de heer G. Larcier, n° 1000/1 van 18 april 1997.
17. Voorstel van resolutie betreffende de grensarbeiders en de terbeschikkinggestelden.
Ingediend door de heren J. Arens en P. Breyne (**), n° 1041/1 van 12 mei 1997.
Rapporteur : de heer S. De Clerck.
18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 114 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op de verlenging van de nabevallingsrust bij hospitalisatie van een pasgeboren kind.
Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heer J. Wauters, n° 1210/1 van 25 september 1997.
Amendement van mevrouw A. Van de Castele en de heer J. Wauters, n° 1210/2 van 17 maart 1998.
Rapporteur : de heer L. Goutry.
19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 114 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op de verlenging van de nabevallingsrust bij hospitalisatie van een pasgeboren kind.
Ingediend door mevrouw T. Pieters (**), en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 1211/1 van 25 september 1997.
- Overgenomen door mevrouw A. Van Haesendonck, op 7 mei 1998, ter vervanging van mevrouw T. Pieters (**).
Amendement van mevrouw T. Pieters (**), mevrouw G. D'Hondt en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 1211/2 van 17 maart 1998.
Kaft, n° 1211/3 van 7 mei 1998.
Rapporteur : de heer L. Goutry.
20. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 121, § 2, en 128 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1223/1 van 6 oktober 1997.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest van de sociaal verzekerde ».
Ingediend door de heer Th. Giet, n° 1268/1 van 4 november 1997.
22. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de tegemoetkomingen voor chronisch zieken betreft, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heren Gh. Vermassen en H. Bonte, n° 1312/1 van 9 december 1997.
Rapporteur : de heer J.-M. Delizée.
23. Wetsvoorstel houdende het sociaal statuut van de uitvoerende kunstenaars.
Ingediend door de heren Gh. Vermassen en D. Vandebossche, n° 1392/1 van 28 januari 1998.
Rapporteur : de heer Th. Detienne.
24. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.
Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynders, n° 1542/1 van 8 mei 1998.
25. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 32 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen en artikel 52 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1563/1 van 25 mei 1998.
26. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door de heren H. Brouns en Gh. Vermassen, n° 1577/1 van 29 mei 1998.
27. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving betreffende het behoud van de hoedanigheid van persoon ten laste in geval van tijdelijke scheiding van het gezin van de gerechtigde of de werknemer.
Ingediend door de heer J. Lenssens, n° 1671/1 van 15 juli 1998.
28. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 20 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.
Ingediend door de heer H. De Croo, n° 1710/1 van 10 augustus 1998.
29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 50 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heer Gh. Vermassen, n° 1763/1 van 5 oktober 1998.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 64 en 170 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Ingediend door de heer J. Lenssens, n° 1778/1 van 19 oktober 1998.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Ingediend door de heer D. Vanpoucke, n° 1843/1 van 27 november 1998.

32. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw C. Burgeon en de heer L. Toussaint, n° 1967/1 van 5 februari 1999.

33. Wetsvoorstel houdende het sociaal statuut van de podiumkunstenars.

Ingediend door de heren S. De Clerck en L. Goutry, n° 2046/1 van 10 maart 1999.

Rapporteur : de heer Th. Detienne.

Volksgezondheid

Wetsvoorstel tot invoering van een regeling voor de vergoeding van met het HIV besmette personen ingevolge de toediening van bloedproducten.

Ingediend door de heren E. Bertrand (**) en J. Simonet, n° 193/1 van 26 oktober 1995.

Werkloosheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering tot verbetering van het statuut van de deeltijdse werknemer.

Ingediend door de heren Gh. Vermassen en H. Bonte, n° 334/1 van 19 december 1995.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 469/1 van 7 maart 1996.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 1109/1 van 1 juli 1997.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heren L. Toussaint en P. Moriau, n° 1414/1 van 9 februari 1998.

5. Wetsvoorstel betreffende de arbeids- en opleidingscheque.

Ingediend door de heren D. Bacquelaïne en D. Reynders, n° 1544/1 van 8 mei 1998.

6. Wetsvoorstel betreffende de duur van de werkloosheidsvergoeding.

Ingediend door de heren D. Bacquelaïne en D. Reynders, n° 1560/1 van 20 mei 1998.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 110, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heer H. Bonte, n° 1727/1 van 7 september 1998.

8. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de rechten van samenwonende werknemers in het kader van de werkloosheidsvergoeding.

Ingediend door de heer P. Moriau, n° 1801/1 van 10 november 1998.

9. Voorstel van resolutie betreffende de voorrang die moet worden gegeven aan een drastische verlaging van de werkloosheid.

Ingediend door de heren J. Tavernier en J. Wauters, n° 1970/1 van 8 februari 1999.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot aanvulling van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 2207/1 van 28 april 1999.

Werkgelegenheidsbeleid

Voorstel van resolutie betreffende de delocalisatie en het verlies aan banen binnen de Europese Unie en in het bijzonder de sluiting van de Renaultvestiging in Vilvoorde.

Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heren A. Borginon, G. Bourgeois, H. Olaerts en K. Van Hoorebeke, n° 956/1 van 12 maart 1997.

Rapporteur : de heer Th. Detienne.

9. COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING

Begroting

Wetsontwerp houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 - Sectie 26 Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Ingediend door de regering, n° 539/1 van 26 april 1996.

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, tot structurering van de farmaceutische activiteit in het ziekenhuis.

Ingediend door de heer J. Vandeurzen, n° 856/1 van 18 december 1996.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der Geneesheren.

Ingediend door de heren J. Valkeniers, P. Dewael, P. Chevalier, F. Anthuenis, D. Bacquelaïne en Ph. Seghin, n° 1463/1 van 18 maart 1998.

Corrigendum, n° 1463/2 van 20 april 1998.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van de Orde van Artsen en de Orde van Tandartsen.

Ingediend door de heren H. Brouns en J. Lenssens, n° 1682/1 van 17 juli 1998.

4. Wetsvoorstel betreffende de Orde van Apothekers.

Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1804/1 van 12 november 1998.

5. Wetsvoorstel betreffende de Orde der Geneesheren.
Ingediend door de heer Ph. Dallons, n° 1885/1 van 16 december 1998.

Bescherming van de consument

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 606/1 van 5 juni 1996.

Bio-ethiek

Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op het klonen van mensen.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur en F. Lozie, n° 1122/1 van 9 juli 1997.

Amendement van de heren R. Denis en Ph. Seghin, n° 1122/2 van 28 januari 1998.

Rapporteur : mevrouw G. Gardeyn-Debever.

Gehandicapte

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 21 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomstvervangende tegemoetkoming en de integratie-tegemoetkoming.

Ingediend door de heer L. Goutry, n° 2036/1 van 8 maart 1999.

Gelijke behandeling van man en vrouw

Wetsvoorstel tot oprichting van een Instituut voor gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

Ingediend door mevrouw A. Van Haesendonck, n° 1915/1 van 7 januari 1999.

Geneeskunde

1. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van het embryo in vitro.

Ingediend door mevrouw I. van Kessel, n° 1378/1 van 21 januari 1998.

2. Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

Ingediend door de regering, n° 2040/1 van 5 maart 1999.

Amendement van de regering, n° 2040/2 van 30 maart 1999.

Amendement van mevrouw I. van Kessel en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 2040/3 van 31 maart 1999.

Amendement van de heren J. Wauters, J. Valkeniers en R. Denis, n° 2040/4 van 19 april 1999.

Amendementen van mevrouw I. van Kessel, n° 2040/5 van 20 april 1999.

Verslag van mevrouw I. van Kessel, n° 2040/6 van 23 april 1999.

Tekst aangenomen door de commissie, n° 2040/7 van 23 april 1999.

Teruggezonden naar de commissie op 28 april 1999.

Advies van de Raad van State, n° 2040/8 van 3 mei 1999.

Geneesmiddel

Wetsvoorstel tot oprichting en organisatie van onafhankelijke diensten die ertoe gemachtigd zijn de professionele gezondheidswerkers objectieve en volledige informatie inzake geneesmiddelen voor menselijk gebruik te verstrekken.

Ingediend door de heren Th. Detienne en F. Lozie, n° 1209/1 van 25 september 1997.

Rapporteur : mevrouw G. Gardeyn-Debever.

Milieubescherming

1. Voorstel van resolutie betreffende het nemen van maatregelen bij hoge piekconcentraties aan ozon in de troposfeer.

Ingediend door de heer F. Lozie, n° 36/1 van 24 juli 1995.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt teneinde een eenvormige regeling in te voeren voor alle bestrijdingsmiddelen, ongeacht de markt waarvoor zij bestemd zijn.

Ingediend door de heren F. Lozie en O. Deleuze, n° 285/1 van 4 december 1995.

3. Wetsvoorstel betreffende de levering aan het openbare net van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen.

Ingediend door de heren O. Deleuze en H. Van Dienderen, n° 357/1 van 8 januari 1996.

Amendementen van de heer O. Deleuze, n° 357/2 van 10 maart 1998.

Rapporteur : de heer Th. Detienne.

4. Voorstel van resolutie waarin de regering wordt verzocht alles in het werk te stellen om samenwerkingsakkoorden te sluiten die tot doel hebben de luchtverontreiniging inzonderheid als gevolg van het wegverkeer, terug te dringen.

Ingediend door de heren O. Deleuze en H. Van Dienderen, n° 566/1 van 3 mei 1996.

5. Voorstel van resolutie betreffende de voorbeeldrol van de federale overheid met betrekking tot energiebesparing.

Ingediend door de heren H. Van Dienderen en O. Deleuze, n° 1523/1 van 4 mei 1998.

Minimum bestaansinkomen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2, § 1, 2°, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Ingediend door de heren P. Chevalier, W. Cortois en J. Valkeniers, n° 166/1 van 23 oktober 1995.

Rapporteur : de heer F. Anthuenis.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 192/1 van 26 oktober 1995.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum met betrekking tot de berekening van de bestaansmiddelen.

Ingediend door de heer Gh. Vermassen, n° 292/1 van 6 december 1995.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Ingediend door de heren Th. Detienne, J. Wauters en V. Decroly (**), n° 336/1 van 19 december 1995.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum door invoeging van een huisvestingsbijslag.

Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 368/1 van 15 januari 1996.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum.
Ingediend door de heer M. van den Abeelen, n° 498/1 van 27 maart 1996.
7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 5, § 2, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum.
Ingediend door mevrouw P. Cahay-André, n° 1121/1 van 9 juli 1997.
8. Wetsvoorstel tot koppeling van het bestaansminimum, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en de tegemoetkomingen aan gehandicapten aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen.
Ingediend door de heren R. Daems en F. Anthuenis, n° 1314/1 van 9 december 1997.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum.
Ingediend door mevrouw A. Van Haesendonck, n° 1450/1 van 5 maart 1998.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 679/1 van 2 augustus 1996.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn met het oog op een naamswijziging van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 1088/1 van 20 juni 1997.
Advies van de Raad van State, n° 1088/2 van 19 maart 1998.
Rapporteur : de heer J. Verstraeten.

Oorlog

Wetsvoorstel betreffende de toekenning van een forfaitair invaliditeitspercentage van 10 % aan alle leden van het gewapend verzet die voor een periode van ten minste één jaar in die hoedanigheid zijn erkend.
Ingediend door de heer D. Reynders, n° 799/1 van 29 november 1996.

Rechten van de zieke

1. Wetsvoorstel betreffende het medisch verzorgingscontract en de rechten van de patiënt.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1279/1 van 12 november 1997.
2. Wetsontwerp betreffende de rechten van de patiënt.
Ingediend door de regering, n° 2098/1 van 24 maart 1999.

Rechten van het kind

Voorstel van resolutie over de instelling van een nationale kinderrechtendag.
Ingediend door mevrouw A. Hermans, de heer Th. Detienne, mevrouwen M. Vanlerberghe, M. Dejonghe, A. Van de Casteele en J. Herzet en de heren P. Dewael, J. Lefevre en P. Moriau, n° 1396/1 van 30 januari 1998.

Sociale bijstand

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1848 op de herinrichting der bergen van barmhartigheid.
Ingediend door de heer F.-X. de Donnée, n° 63/1 van 18 september 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn.
Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 1212/1 van 25 september 1997.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn met het oog op de instelling van een bemiddelingsfase in de procedures inzake terugvordering van het bestaansminimum.
Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Wauters, n° 1230/1 van 9 oktober 1997.

Sociale zekerheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de vergoeding van de geneesheren en kandidaat-geneesheren in de spoedgevallendienst betreft, van artikel 130 van de gecoördineerde wet van 7 augustus 1987 op de ziekenhuizen.
Ingediend door de heer G. Annemans, n° 1359/1 van 15 januari 1998.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 50 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.
Ingediend door de heer Gh. Vermassen, n° 1525/1 van 5 mei 1998.

Strafrecht

1. Wetsvoorstel tot verstrenging van de straffen zoals bepaald in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
Ingediend door de heren G. Annemans en F. De Man, n° 433/1 van 14 februari 1996.
2. Wetsvoorstel tot versoepeling van de vervolgingen en opsporingen in het kader van het drugbeleid.
Ingediend door de heren G. Annemans en F. De Man, n° 434/1 van 14 februari 1996.

Veterinaire wetgeving

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring.
Ingediend door de heren L. Vanvelthoven, D. Vandebossche, J. Verstraeten en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 439/1 van 16 februari 1996.
Amendementen van de heren R. Denis en Ph. Seghin, n° 439/2 van 14 januari 1997.
Rapporteur : mevrouw M. Dejonghe.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring.
Ingediend door de heer J. Arens, n° 1407/1 van 5 februari 1998.
3. Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 1998 betreffende de financiering van het Instituut voor veterinaire keuring.
Ingediend door de regering, n° 2095/1 van 23 maart 1999.

Volksgezondheid

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
Ingediend door de heer F. Lozie, n° 339/1 van 20 december 1995.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
Ingediend door de heer D. Bacquellaine, n° 391/1 van 26 januari 1996.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 24 januari 1945 betreffende de prophylaxe der geslachtsziekten.
Ingediend door de heer H. Wailliez, n° 545/1 van 29 april 1996.
4. Wetsvoorstel houdende oprichting van de ziekenhuis-associatie.
Ingediend door de heer J. Vandeurzen, n° 741/1 van 6 november 1996.
Advies van de Raad van State, n° 741/2 van 6 november 1997.
Amendement van de heer J. Vandeurzen, n° 741/3 van 28 april 1998.
Rapporteur : mevrouw I. van Kessel.
5. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op flunitrazepam (Rohypnol).
Ingediend door de heren M. Minne, R. Biefnot en Ph. Dallons, mevrouw C. Burgeon, de heren R. Demotte en P. Moriau, n° 926/1 van 13 februari 1997.
6. Wetsvoorstel tot regeling van de teelt, de distributie en de verkoop van cannabis.
Ingediend door de heer V. Decroly (**), mevrouw M. Schüttringer en de heer F. Lozie, n° 1186/1 van 16 september 1997.
7. Wetsvoorstel tot aanvulling, wat het klachtrecht van de patiënt betreft, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1280/1 van 12 november 1997.
Amendement van de heer H. Brouns, n° 1280/2 van 28 november 1997.
8. Wetsvoorstel tot oprichting van een Tabakspreventiefonds.
Ingediend door de heren Th. Detienne, F. Lozie en J. Lefevre, n° 1400/1 van 30 januari 1998.
9. Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge Raad voor gezondheidsethiek en deontologie.

Ingediend door de heren L. Vanvelthoven, J. Wauters, R. Landuyt, H. Bonte, Gh. Vermassen en mevrouw M. Vanlerberghe, n° 1449/1 van 4 maart 1998.
Rapporteur : mevrouw I. van Kessel.

10. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de behandeling met vervangingsmiddelen betreft, van artikel 3 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.
Ingediend door de heren J. Vandeurzen, H. Brouns en J. Van Erps, mevrouw I. Van Kessel en de heer T. Van Parys (**), n° 1498/1 van 15 april 1998.

11. Wetsvoorstel houdende verbetering van de positie van in het ziekenhuis opgenomen kinderen.
Ingediend door mevrouw A. Hermans, n° 1578/1 van 2 juni 1998.

12. Wetsvoorstel betreffende de bestrijding van het overmatig tabaksgebruik bij de jongeren.
Ingediend door de heer J. Lefevre, n° 1615/1 van 18 juni 1998.
Rapporteur : de heren A. Frédéric en J. Van Erps.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 13 juli 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1706/1 van 10 augustus 1998.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica teneinde het gebruik van cannabis voor therapeutische doeleinden te reglementeren.
Ingediend door de heren M. Minne, M. Mook, P. Moriau en D. Vandenbossche, n° 1755/1 van 2 oktober 1998.

15. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor de belangenbehartiging van patiënten.
Ingediend door de heer H. Brouns, n° 1803/1 van 10 november 1998.
Amendementen van de heer H. Brouns, n° 1803/2 van 30 maart 1999.
Rapporteur : mevrouw M. Dejonghe.

16. Wetsvoorstel tot oprichting van een Federaal Agentschap voor de voedselveiligheid.
Ingediend door de heer H. Brouns, mevrouw S. Creyf en mevrouw G. Gardeyn-Debever, n° 1921/1 van 11 januari 1999.

Vruchtbaarheid

Voorstel van resolutie inzake de sterke toename van vruchtbaarheidsstoornissen bij mannen.
Ingediend door de heren O. Deleuze en F. Lozie, n° 431/1 van 13 februari 1996.

10. COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE HERVORMING VAN DE INSTELLINGEN

Arbitragehof

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.
Ingediend door de heren D. Reynders en J. Simonet, n° 92/1 van 3 oktober 1995.
2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de artikelen 1 en 26 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ingediend door de heer P. Dewael, n° 1362/1 van 15 januari 1998.

Belasting

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§ 1 en 2, van de Grondwet bedoelde belastingsbevoegdheid.
Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 582/1 van 23 mei 1996.

Energiebeleid

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heer G. Annemans, n° 598/1 van 31 mei 1996.

Gemeenschap en Gewest

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 55 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heren F. Van den Eynde, B. Laeremans en J. Van den Broeck, n° 320/1 van 18 december 1995.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Ingediend door de heer H. Olaerts, n° 371/1 van 17 januari 1996.

3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wetten betreffende de gemeenschappen en de gewesten teneinde de federale verplichtingen inzake de lijst van mandaten en de vermogensaangifte toe te passen op die deelgebieden.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 381/1 van 23 januari 1996.

Advies van de Raad van State, n° 381/2 van 10 juni 1997.
Rapporteur : de heer G. Versnick.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap teneinde de federale verplichtingen betreffende de lijst van mandaten en de vermogensaangifte alsmede de ministeriële onverenigbaarheden die gelden voor de andere gemeenschappen toepasbaar te maken op de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door de heren J.-P. Viseur en J. Tavernier, n° 421/1 van 8 februari 1996.

5. Voorstel van resolutie betreffende de Duitse gemeenschap.

Ingediend door de heer I. Lowie, n° 637/1 van 2 juli 1996.
Rapporteur : de heer R. Delathouwer.

6. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heer I. Lowie, n° 755/1 van 8 november 1996.

7. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 18 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 6 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met het oog op de invoering van het gewestelijke referendum.

Ingediend door de heer J. Tavernier, n° 1030/1 van 6 mei 1997.

8. Voorstel van bijzondere wet tot aanvulling van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Ingediend door de heren G. Bourgeois en K. Van Hoorebeke, n° 1235/1 van 14 oktober 1997.

9. Wetsvoorstel tot vaststelling van het objectieve criterium bedoeld in artikel 39, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten.

Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 1898/1 van 21 december 1998.

10. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heer A. Gehlen, n° 2109/1 van 30 maart 1999.

11. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen teneinde de democratische werking van de instellingen van het Brussels Gewest te waarborgen.

Ingediend door de heren O. Maingain en J. Simonet, n° 2157/1 van 22 april 1999.

Herziening van de Grondwet

1. Herziening van de Grondwet

Herziening van titel II van de Grondwet om er een artikel 11*bis* betreffende het recht op gewetensbezwaar in te voegen.

Voorstel ingediend door de heren Ph. Dallons, H. Van Denderen, R. Delathouwer, J.-P. Henry, mevrouw A. Van de Castele en de heer J.-J. Viseur (**), n° 209/1 van 6 november 1995.

2. Herziening van de Grondwet

Herziening van titel V van de Grondwet door invoering van een artikel 174*bis* betreffende het recht op een billijke fiscaliteit.

Voorstel ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 210/1 van 6 november 1995.

3. Herziening van de Grondwet

Herziening van titel III van de Grondwet om een artikel 36*bis* in te voegen betreffende het referendum.

Voorstel ingediend door de heren A. Duquesne en L. Michel, n° 219/1 van 9 november 1995.

4. Herziening van de Grondwet

Herziening van de artikelen 68 en 71 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 467/1 van 7 maart 1996.

5. Herziening van de Grondwet

Herziening van artikel 130 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heren D. Reynders, O. Maingain, R. Denis en R. Hotermans, n° 502/1 van 29 maart 1996.

6. Herziening van de Grondwet

Herziening van artikel 14 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 563/1 van 2 mei 1996.

Rapporteurs : de heren P. Breyne (**) en F. Lozie.

7. Herziening van de Grondwet

Herziening van artikel 120 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer S. Verherstraeten, n° 629/1 van 26 juni 1996.

8. Herziening van de Grondwet

Herziening van artikel 151 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heren J. Tavernier en F. Lozie, n° 718/1 van 16 oktober 1996.

Rapporteurs : de heren R. Delathouwer en P. Dewael.

9. Herziening van de Grondwet

Herziening van artikel 151 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heren P. Dewael, I. Van Belle en M. Verwilghen, n° 719/1 van 16 oktober 1996.

Rapporteurs : de heren R. Delathouwer en P. Dewael.

10. Herziening van de Grondwet
Voorstel tot herziening van artikel 151 van de Grondwet.
Ingediend door de regering, n° 740/1 van 5 november 1996.
Amendementen van de heren B. Laeremans, G. Annemans,
F. Lozie en O. Deleuze, n° 740/2 van 12 november 1996.
Amendement van de heer G. Bourgeois, n° 740/3 van 26 ja-
nuari 1998.
Rapporteurs : de heren R. Delathouwer en P. Dewael.
11. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 151 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 751/1 van
8 november 1996.
Rapporteurs : de heren R. Delathouwer en P. Dewael.
12. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 162 van de Grondwet, om, met toe-
passing van artikel 39 van de Grondwet, de organieke
wetgeving inzake provincies en gemeenten te regionali-
seren, met uitzondering van wat is geregeld in de wet
van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet,
de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de
openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de pro-
vinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van
provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van
de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen
(de « pacificatiewet ») en met het behoud van de
meentelijk karakter van de politie- en brandweerdien-
sten.
Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 811/1 van
5 december 1996.
13. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 165 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 812/1 van
5 december 1996.
14. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 166, § 1, van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 813/1 van
5 december 1996.
15. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 36 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer P. Dewael, n° 1021/1 van
29 april 1997.
16. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 150 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw M. Schüttringer en de
heer F. Lozie, n° 1094/1 van 30 juni 1997.
17. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 41 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer L. Willems, n° 1124/1 van
10 juli 1997.
18. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 192 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw A. Van de Castelee,
n° 1179/1 van 10 september 1997.
19. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 157 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heren L. Vanoost, O. Deleuze,
H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 1246/1
van 23 oktober 1997.
20. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 150 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw S. Creyf, n° 1288/1 van
17 november 1997.

21. Herziening van de Grondwet
Herziening van titel III, hoofdstuk VI, van de Grondwet, om
een artikel 159*bis* in te voegen betreffende de verhou-
ding tussen de normen van het interne recht en de
normen van het internationaal en supranationaal recht.
Voorstel ingediend door de heren P. Dewael en G. Versnick,
n° 1363/1 van 15 januari 1998.
22. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 162 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heren P. Dewael en R. Daems,
n° 1364/1 van 15 januari 1998.
23. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 23 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw N. de T'Serclaes (**), de
heren R. Landuyt, P. Dewael, A. Duquesne, T. Van
Parys (**), Th. Giet, V. Decroly (**) en F. Lozie,
n° 1456/1 van 10 maart 1998.
24. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 23 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer P. Beaufays, mevrouw N. de
T'Serclaes (**) en de heer J.-J. Viseur (**), n° 1467/1 van
24 maart 1998.
25. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 120 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw A. Van de Castelee,
n° 1800/1 van 9 november 1998.
26. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 150 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1852/1 van
30 november 1998.
27. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 23 van de Grondwet, teneinde daar-
in het recht op bescherming tegen racisme en xenofobie
op te nemen.
Voorstel ingediend door de heren O. Deleuze en J. Taver-
nier, n° 1953/1 van 28 januari 1999.
28. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 28 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer A. du Bus de Warnaffe,
n° 2061/1 van 15 maart 1999.
Amendement van de heer L. Goutry, n° 2061/2 van 24 maart
1999.
29. Herziening van de Grondwet
Herziening van artikel 57 van de Grondwet.
Voorstel ingediend door de heer A. du Bus de Warnaffe,
n° 2062/1 van 15 maart 1999.
Amendement van de heer L. Goutry, n° 2062/2 van 24 maart
1999.

OCMW

- Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 5 van
de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming
der instellingen.
Ingediend door de heren P. Dewael, M. Verwilghen en I. Van
Belle, n° 126/1 van 13 oktober 1995.

Onderwijs

- Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van
30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.
Ingediend door de heer R. Delathouwer, n° 2154/1 van
21 april 1999.

Organisatie van verkiezingen

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de artikelen 10 en 20 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Ingediend door de heren P. Dewael en W. Cortois, n° 1383/1 van 22 januari 1998.

Overheidsopdracht

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1958 betreffende de cessies en inpandgevingen van schuldverdringen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen.

Ingediend door de heer J. Simonet, n° 739/1 van 5 november 1996.

Persvrijheid

1. Wetsvoorstel tot regeling van de vrije nieuwsgaring.
Ingediend door de heren P. Dewael en G. Versnick, n° 144/1 van 17 oktober 1995.

Rapporteur : de heer S. Verherstraeten.

2. Wetsvoorstel betreffende het recht van vrije informatie-garing en de uitzending van korte berichtgeving.
Ingediend door de heer D. Van der Maelen, n° 333/1 van 19 december 1995.

Amendement van de heer J.-P. Viseur, n° 333/2 van 21 november 1996.

Amendementen van de heren D. Van der Maelen en G. Versnick, n° 333/3 van 4 december 1996.

Amendement van de heer F. Lozie, n° 333/4 van 18 december 1996.

Rapporteur : de heer S. Verherstraeten.

Provincie

1. Voorstel van resolutie betreffende de afschaffing van het provinciale bestuursniveau en de invulling van het bestuurlijk middenveld door vormen van intergemeentelijke samenwerking.
Ingediend door de heer I. Lowie, n° 507/1 van 2 april 1996.

2. Voorstel van bijzondere wet tot oprichting van een Duitse provincie.
Ingediend door de heer I. Lowie, n° 1751/1 van 2 oktober 1998.

Referendum

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 6 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Ingediend door de heren P. Dewael, R. Daems en H. De Croo, n° 127/1 van 13 oktober 1995.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 17 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door de heren P. Dewael, M. Verwilghen en I. Van Belle, n° 135/1 van 16 oktober 1995.

Reglement van de Kamer

Voorstel tot invoeging in het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers van een artikel 65*bis* houdende oprichting van een « dienst wetgevingstechniek ».

Ingediend door de heer J.-J. Viseur (**), n° 1098/1 van 10 oktober 1997.

Overgenomen door de heer A. du Bus de Warnaffe ter vervanging van de heer J.-J. Viseur (**), op 25 februari 1999.

Kaft, n° 1098/2 van 25 februari 1999.

Rapporteur : de heer D. Reynders.

Strafrecht

Wetsvoorstel tot vaststelling, overeenkomstig artikel 103 van de Grondwet, van de gevallen waarin de ministers en de staatssecretarissen strafrechtelijk verantwoordelijk zijn voor tijdens hun ambtsvervulling gepleegde bijzondere misdrijven.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 1768/1 van 7 oktober 1998.

Wetgevende procedure

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Ingediend door de heren Th. Detienne, J. Tavernier, A. Gehlen, L. Vanvelthoven, R. Demotte, mevrouw A. Van de Castele, de heren A. Duquesne en P. Tant, n° 1208/1 van 25 september 1997.

Amendement van de heer D. Reynders, n° 1208/2 van 9 juni 1998.

Rapporteur : de heer D. Reynders.

Wetgeving

1. Wetsvoorstel tot instelling van de verbinding van aanverwante wetteksten.
Ingediend door de heren F. Lozie en Th. Detienne, n° 418/1 van 6 februari 1996.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Raad voor wetgeving.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1071/1 van 10 juni 1997.

Rapporteur : de heer D. Reynders.

3. Wetsvoorstel betreffende de medewerking van het Hof van Cassatie aan de wetsevaluatie.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1151/1 van 22 juli 1997.

Rapporteur : de heer D. Reynders.

11. COMMISSIE BELAST MET DE PROBLEMEN INZAKE HANDELS- EN ECONOMISCH RECHT

Beroepsorganisatie

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen.

Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 173/1 van 23 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen.

Ingediend door de heer T. Van Parys (**), n° 440/1 van 16 februari 1996.

3. Wetsvoorstel houdende een aanvullende regeling ter eerbiediging van het monopolie toegekend aan het beroep van boekhouder.

Ingediend door mevrouw T. Pieters (**), en de heer L. Willems, n° 548/1 van 29 april 1996.

Rapporteur : de heer D. Vandenbossche.

Cheque

Wetsvoorstel betreffende de veiligheid van de cheques.
Ingediend door de heer A. Duquesne, n° 172/1 van 23 oktober 1995.

Faillissement

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 33 van de faillissementwet van 8 augustus 1997.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 2042/1 van 8 maart 1999.

Handelsmaatschappij

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 191 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.
Ingediend door de heer J. Simonet, n° 901/1 van 28 januari 1997.

2. Wetsvoorstel tot invoering van de procedure van het afkoopbod in de vennootschapswetgeving.
Ingediend door de heer R. Landuyt, n° 1715/1 van 18 augustus 1998.

Onderneming

Wetsvoorstel tot bescherming van de onderaanneming.
Ingediend door de heer P. Moriau, n° 69/1 van 20 september 1995.

Rechtspersoon

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 oktober 1919 tot verlening van rechtspersoonlijkheid aan de internationale verenigingen met menslievend, godsdienstig, wetenschappelijk, artistiek of pedagogisch doel.
Ingediend door de regering, n° 1883/1 van 15 december 1998.
Amendementen van de regering, n° 1883/2 van 23 maart 1999.

12. BIJZONDERE COMMISSIE VOOR HET REGLEMENT EN VOOR DE HERVORMING VAN DE PARLEMENTAIRE WERKZAAMHEDEN

Reglement van de Kamer

- Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers waarbij, voor een lid dat in aanmerking komt voor een ereteken, een bevordering of een benoeming in de nationale orden, de voorwaarde wordt gesteld dat hij tot een democratische partij moet behoren.
Ingediend door mevrouw P. Cahay-André, n° 104/1 van 6 oktober 1995.
- Voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer teneinde het gebruik van draagbare telefoons tijdens de debatten te verbieden.
Ingediend door de heren Th. Detienne en J. Tavernier, n° 515/1 van 4 april 1996.
Rapporteur : de heer D. Reynders.
- Voorstel tot opheffing van artikel 40*bis* van het Reglement.
Ingediend door de heren F. Lozie, Th. Detienne en J. Tavernier, n° 689/1 van 20 september 1996.
- Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met het oog op de invoering van het « volksinitiatief ».
Ingediend door de heren P. Van Gheluwe en P. Roose (**), n° 915/1 van 5 februari 1997.
- Voorstel tot wijziging, wat de samenstelling en de bevoegdheden van het college van quaestoren en de commissie voor de comptabiliteit betreft, van de artikelen 106*bis* en 107 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers van België.

- Ingediend door de heer L. Suykens, n° 1045/1 van 13 mei 1997.
Amendementen van de heer L. Suykens, n° 1045/2 van 26 mei 1997.
- Voorstel tot wijziging van artikel 22, n° 1, van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 1358/1 van 15 januari 1998.
 - Voorstel tot wijziging van artikel 112 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Ingediend door mevrouw A. Van Haesendonck, n° 1556/1 van 18 mei 1998.
 - Voorstel tot wijziging van artikel 18 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers met het oog op de invoering van een wetgevingstechnische en taalkundige revisie van wetteksten.
Ingediend door mevrouw A. Van Haesendonck, n° 1703/1 van 10 augustus 1998.
 - Voorstel tot wijziging van artikel 99 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Ingediend door de heer A. Borginon, n° 1764/1 van 5 oktober 1998.
 - Voorstel tot wijziging van de artikelen 25*bis* en 100 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.
Ingediend door de heer P. Tant, n° 1792/1 van 30 oktober 1998.

13. COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN

Overheidsdienst

Voorstel van verzoek aan het college van de federale ombudsmannen om een onderzoek in te stellen naar de werking van de dienst Vreemdelingenzaken.

Voorstel ingediend door de heer J. Wauters, n° 1900/1 van 21 december 1998.

14. VERENIGDE COMMISSIES

Bedrijfsleven en Volksgezondheid

Beroepsorganisatie

Wetsvoorstel betreffende het eigendoms- en exploitatie-recht van apotheken.

Ingediend door mevrouw T. Pieters (**) en de heer L. Willems, n° 366/1 van 12 januari 1996.

Overgenomen door de heer S. De Clerck ter vervanging van mevrouw T. Pieters (**), op 8 mei 1998.

Kaft, n° 366/2 van 8 mei 1998.

Enquêtecommissie

Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de problemen rond de bestrijding van illegaal hormoongebruik in de landbouwsector en met het voorstellen van beleidsmaatregelen in de brede zin terzake.

Ingediend door de heren G. Versnick en M. Verwilghen, n° 537/1 van 24 april 1996.

Milieubescherming

Wetsvoorstel om sommige pesticiden te verbieden.

Ingediend door de heren F. Lozie en O. Deleuze, n° 225/1 van 10 november 1995.

Binnenlandse Zaken en Justitie

Politie

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 houdende regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

Ingediend door de heren B. Laeremans en G. Annemans, n° 729/1 van 24 oktober 1996.

Buitenlandse Betrekkingen en Landsverdediging

Enquêtecommissie

1. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de genocide en de moord op tien Belgische VN-blauwhelmen in Ruanda.

Ingediend door de heren G. Versnick, M. van den Abeelen, J. Simonet, H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 323/1 van 18 december 1995.

2. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie naar de genocide in Ruanda en de moord op de tien Belgische paracommando's en op Belgische burgers.

Ingediend door de heren L. Michel, H. De Croo, P. Dewael, D. Reynders, J. Simonet en G. Versnick, n° 657/1 van 15 juli 1996.

Financiën en Sociale Zaken

Kaderwet

Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en tot opheffing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Ingediend door de heren H. De Croo en P. Dewael, n° 696/1 van 2 oktober 1996.

Vakvereniging

Wetsvoorstel tot instelling van een open boekhouding van de vakorganisaties.

Ingediend door de heer P. Dewael, n° 100/1 van 4 oktober 1995.

Amendement van de heer F. Van den Eynde, n° 100/2 van 5 juni 1996.

Rapporteur : de heer F. Anthuenis.

Justitie en Volksgezondheid

Geneeskunde

Wetsvoorstel tot regeling van de procedure inzake de aanvraag tot en de uitvoering van een autopsie met een wetenschappelijk of diagnostisch oogmerk.

Ingediend door de heer J.-P. Henry, n° 113/1 van 10 oktober 1995.

Rechten van de zieke

1. Wetsvoorstel betreffende het recht van de ongeneeslijk zieke patiënt op een waardige dood.

Ingediend door de heer S. Moureaux, n° 121/1 van 13 oktober 1995.

2. Wetsvoorstel betreffende het verzoek om levensbeëindiging.

Ingediend door de heren D. Bacquelaïne, Ph. Seghin, R. Hotermans, D. D'hondt, E. Bertrand (**) en O. Maingain, n° 401/1 van 29 januari 1996.

Sociale Zaken en Binnenlandse Zaken

Staking

Wetsvoorstel betreffende het referendum in de ondernemingen en de overheidssector.

Ingediend door de heren D. Reynders, L. Michel en P. Dewael, n° 380/1 van 23 januari 1996.

Sociale Zaken en Volksgezondheid

Arbeidsveiligheid

Wetsvoorstel betreffende de bescherming van arbeiders bij te hoge concentraties van troposferische ozon.

Ingediend door de heren J. Wauters en Th. Detienne, n° 809/1 van 4 december 1996.

Rapporteur : mevrouw T. Pieters (**).

15. ADVIESCOMITÉ VOOR DE MAATSCHAPPELIJKE EMANCIPATIE

Afstamming

Wetsvoorstel betreffende de familienaam van het kind.
 Ingediend door mevrouw L. Croes echt. Lieten (**), n° 168/1 van 23 oktober 1995.
 Rapporteurs : mevrouw A. Hermans en mevrouw M. Dejonghe.

Alimentatieplicht

Wetsvoorstel houdende oprichting en organisatie van een Rijksfonds voor alimentatievorderingen.
 Ingediend door mevrouw C. Burgeon, n° 191/1 van 26 oktober 1995.
 Rapporteur : mevrouw M. Dejonghe.

Arbeid

Wetsvoorstel houdende instelling van een recht op loopbaanonderbreking om werknemers in de gelegenheid te stellen zieke gezinsleden te verzorgen.
 Ingediend door mevrouw M. Vanlerberghe, n° 604/1 van 3 juni 1996.
 Rapporteur : mevrouw M. Dejonghe.

Directe belasting

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot invoering van een vrijstelling van de bezoldiging voor « huishoudelijke arbeid ».
 Ingediend door mevrouw M. Vanlerberghe, n° 967/1 van 18 maart 1997.
 Rapporteur : mevrouw S. Creyf.

Sociale bijstand

Wetsvoorstel tot wijziging van de voorschotten op en invorderingen van onderhoudsgelden georganiseerd bij de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
 Ingediend door mevrouw J. Herzet, n° 584/1 van 24 mei 1996.
 Rapporteur : mevrouw M. Dejonghe.

III. — Voorstellen die niet naar commissie werden verzonden**Arbeid**

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 60 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.
 Ingediend door de heren D. Bacquellaine en D. Reynnders, n° 1539/1 van 8 mei 1998.

Buitenlandse staatsburger

1. Voorstel van resolutie betreffende een objectieve kostenbatenanalyse van de aanwezigheid van vreemdelingen in ons land.
 Ingediend door de heer J. Van den Broeck, n° 1491/1 van 3 april 1998.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.
 Ingediend door mevrouw A. Van de Castele en de heren K. Van Hoorebeke en A. Borginon, n° 2203/1 van 22 april 1999.

Dierenbescherming

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en strekkende tot het verbod op rituele slachtingen.
 Ingediend door de heer G. Annemans, n° 310/1 van 13 december 1995.

Doodstraf

Wetsvoorstel tot goedkeuring van het zesde protocol bij het Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens aangaande de afschaffing van de doodstraf, aangenomen in de Raad van Europa op 28 april 1983.
 Ingediend door de heer G. Bourgeois, n° 847/1 van 17 december 1996.
 Advies van de Raad van State, n° 847/2 van 17 december 1996.

Europese Unie

Voorstel van resolutie betreffende de minimale voorwaarden voor de goedkeuring van een nieuw Europees Unieverdrag.
 Ingediend door de heren O. Deleuze, J. Tavernier, H. Van Dienderen en L. Vanooost, n° 1064/1 van 6 juni 1997.

Gemeenschap en Gewest

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.
 Ingediend door de heer P. Dewael, n° 2191/1 van 23 april 1999.
2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de artikelen 9 en 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
 Ingediend door mevrouw A. Van de Castele, n° 2202/1 van 26 april 1999.

Herziening van de Grondwet

Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 53 en 142 van de Grondwet.

Ingediend door de heer P. Dewael, n° 2201/1 van 26 april 1999.

Indirecte belasting

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de heer I. Van Belle, n° 1285/1 van 17 november 1997.

2. Voorstel van resolutie betreffende de verlaging van het BTW-tarief voor fietsherstellingen en andere arbeidsintensieve diensten.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2190/1 van 23 april 1999.

Oorlog

Wetsvoorstel strekkende tot het verlenen van amnestie aan repressieslachtoffers.

Ingediend door de heren G. Annemans en X. Buisseret (**), mevrouw A. Colen, de heren F. De Man, J. Geraerts, J. Huysentruyt, B. Laeremans, I. Lowie, J. Spinnewyn en J. Van den Broeck, n° 302/1 van 13 december 1995.

Organisatie van verkiezingen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heren L. Michel, J. Lefevre en M. Minne, n° 1033/1 van 6 mei 1997.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heren L. Michel, J. Lefevre en M. Minne, n° 1034/1 van 6 mei 1997.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 56 van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932.

Ingediend door mevrouw A. Van de Casteele, n° 2200/1 van 26 april 1999.

Rechterlijke inrichting

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de rechtbank van eerste aanleg van Hasselt betreft, van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting en de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg.

Ingediend door de heer J. Vandeurzen, n° 995/1 van 14 april 1997.

2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de arbeidsrechtbank van Tongeren betreft, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.

Ingediend door de heer J. Vandeurzen, n° 996/1 van 14 april 1997.

Staat

Voorstel van resolutie betreffende de algehele ontbinding en splitsing van de Belgische Staat.

Ingediend door de heer I. Lowie, n° 1531/1 van 5 mei 1998.

Strafrecht

Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek en van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering teneinde de kwalificatie van kindermoord uit te breiden.

Ingediend door de heer H. Wailliez, n° 1354/1 van 13 januari 1998.

Veiligheid op de weg

Wetsvoorstel tot wijziging, wat de fietsen en de rijwielen betreft, van het wegverkeersreglement.

Ingediend door de heer H. Van Dienderen en mevrouw M. Schüttringer, n° 2189/1 van 23 april 1999.

Volksgezondheid

Voorstel van resolutie tot opwerping van een bevoegdheidsconflict inzake tabaksreclame.

Ingediend door de heren Th. Detienne, J. Tavernier en F. Lozie, n° 1888/1 van 17 december 1998.

Vrijwilligerswerk

Wetsvoorstel houdende regeling van de vrijwillige burgerschapsdienst.

Ingediend door de heren A. du Bus de Warnaffe en R. Fournaux, n° 2212/1 van 3 mei 1999.

B. — WETSONTWERPEN DIE WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT

I. — Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is

a) VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN WAARVAN DE AANNEMING WORDT VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIES

Burgerlijke rechtsvordering

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op de aanpassing van het bedrag van het loon dat niet vatbaar is voor overdracht of beslag.

Overgezonden door de Senaat, n° 2133/1 van 7 april 1999.

b) WETSONTWERP WAARVAN DE AANNEMING NIET WORDT VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIES

Volksgezondheid

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7, § 2bis, 3°, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten.

Overgezonden door de Senaat, n° 1862/1 van 7 december 1998.

Amendement van de heren D. Reynders, R. Hotermans en R. Denis, n° 1862/2 van 8 februari 1999.

Verslag van de heren A. Frédéric en J. Van Erps, n° 1862/3 van 1 maart 1999.

II. — Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies

1. COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW

Zelfstandigen

Wetsontwerp tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

Ontwerp geamendeerd door de Senaat, n° 1207/4 van 20 juli 1998.

2. COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

Politie

Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 2064/1 van 12 maart 1999.

3. COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Beroepsorganisatie

Wetsontwerp tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen.
Overgezonden door de Senaat, n° 2215/1 van 3 mei 1999.

Ontwerp geamendeerd door de Senaat, n° 85/6 van 23 april 1999.

Strafprocedure

Rechterlijke inrichting

1. Wetsontwerp tot wijziging van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 2214/1 van 3 mei 1999.
2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 217 en tot invoeging van een artikel 217bis in het Wetboek van strafvordering, en tot aanvulling van artikel 5 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Overgezonden door de Senaat, n° 1881/1 van 11 december 1998.

4. COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

Burgerlijke rechtsvordering

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op de aanpassing van het bedrag van het loon dat niet vatbaar is voor overdracht of beslag.

Overgezonden door de Senaat, n° 2133/1 van 7 april 1999.

Pensioenen

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs en de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstelling van de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving.

Overgezonden door de Senaat, n° 2197/1 van 27 april 1999.

Sociale Zekerheid

Wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat de Wetenschappelijke Raad bij de dienst voor geneeskundige verzorging betreft.

Overgezonden door de Senaat, n° 2104/1 van 29 maart 1999.
Rapporteur : de heer L. Goutry.

5 COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE HERVORMING VAN DE INSTELLINGEN

Wetgeving

Wetsontwerp houdende instelling van een procedure voor de evaluatie van de wetgeving.

Overgezonden door de Senaat, n° 1950/1 van 22 januari 1999.

Amendementen van de heer G. Bourgeois, n° 1950/2 van 27 april 1999.

Rapporteur : de heer D. Reynders.